



Bulletin Officiel

N° 4610 Lundi 26 Mai 2014

— 18^{ème} ANNEE — ISSN 0330-7174

SOMMAIRE

COMMUNIQUE DU CMF

REPRISE DE LA COTATION DES ACTIONS SOPAT	2
REPRISE DE LA PROCEDURE DE MAINTIEN DE COURS PORTANT SUR LES ACTIONS SOPAT	3

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

ARTES – AGO -	4
ASSURANCES SALIM – AGO -	5
ARAB TUNISIAN LEASE – AGO -	6
ASSAD – AGO -	6
BANQUE ZITOUNA – AGO -	7

PROJET DE RESOLUTIONS

BANQUE ZITOUNA – AGO -	8
------------------------	---

RESOLUTIONS ADOPTEES

TUNISIE SICAV – AGO -	9
STRATEGIE ACTIONS SICAV – AGO -	10
SICAV PLUS – AGO	11
SICAV ENTREPRISE – AGO -	12

INFORMATIONS POST AGO – AGE –

CIL – AGO -	13-16
-------------	-------

EMISSION D' ACTIONS CORRELATIVE A LA TRANSFORMATION DE LA FORME JURIDIQUE DE MUTUELLE EN SOCIETE ANONYME

ASSURANCES MUTUELLE ITTIHAD - AMI ASSURANCES -	17-23
--	-------

EMISSION D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES

EMPRUNT OBLIGATAIRE « AIL 2014-1 »	24-27
------------------------------------	-------

COURBE DES TAUX

28

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

29-30

ANNEXE I

- OFFRE A PRIX FERME - OPF - ET ADMISSION AU MARCHÉ ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE DES ACTIONS LA SOCIÉTÉ MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITÉ « MIP

ANNEXE II

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS ARRETEES AU 31/12/2013

- ZITOUNA
- SODEK
- SOTUMAG
- SITS

ANNEXE III

ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETEES AU 31/03/2014

- SICAV CROISSANCE
- SICAV PLACEMENTS
- SICAV RENDEMENT

AVIS DU CMF

Le Conseil du Marché Financier informe les actionnaires de la société SOPAT et le public que le commissaire aux comptes de ladite société, après avoir procédé aux travaux de vérifications rendus nécessaires suite aux informations portées à sa connaissance pouvant avoir un impact sur la situation financière de la société et sur le cours de ses titres, a remis en date du 26 mars 2014, un rapport portant sur les irrégularités commises par la SOPAT consistant en un lissage progressif de ses résultats d'année en année, ayant mené à une majoration indue de sa situation nette au 31 décembre 2012, d'un montant de 16 982 661 dinars dont 2 919 884 dinars concerne le seul exercice 2012.

Il convient de signaler que dans le cadre du protocole d'accord et des avenants y afférent, portant sur la cession de 51% du capital de la société Gallus Finance Holding (qui est propriétaire de 65,429% du capital de la SOPAT) et qui ont été signés entre le Groupe Lahmar (en sa qualité de cédants) et le Groupe Rose Blanche (en sa qualité de cessionnaire), les cédants autorisent le cessionnaire à retrancher du prix de vente en vue de les reverser dans les comptes de la SOPAT, toutes sommes dégagées par le commissaire aux comptes relatives aux différents postes de l'actif et du passif de la société et ce, afin de rétablir ses équilibres financiers.

En application des termes du protocole d'accord sus mentionné et des avenants y afférent, et sur la base du rapport sus visé remis par le commissaire aux comptes, le Groupe Rose Blanche a informé le CMF avoir retenu et versé dans les comptes de la société SOPAT le montant de 16 698 660,342 dinars dont 9 522 000,000 dinars sous la forme de Compte Courant Associés. Cette inscription en Compte Courant Associés sera maintenue jusqu'à la récupération, dans les jours qui suivent, par le Groupe Rose Blanche des traites déposées chez l'avocat pour le compte des Frères Lahmar, matérialisant le règlement de la cession du bloc des titres Gallus Finances Holding, date à partir de laquelle la Direction Générale de la société SOPAT s'engage à virer ledit montant aux comptes destinés à rétablir la situation financière de la société.

Ayant eu passation, à son profit, du pouvoir relatif à la gestion de la société SOPAT au cours du mois d'avril 2014, le Groupe Rose Blanche affirme rester très confiant quant à l'avenir de la société et son potentiel de développement.

Selon les responsables du Groupe Rose Blanche, l'ensemble des opérations de régularisation ci-dessus indiquées permettraient de :

- Rétablir les équilibres financiers de la société ;
- Réorganiser les structures de gestion ;
- Réaliser dans les meilleures conditions possibles, le programme d'investissement envisagé en vue d'améliorer sensiblement les performances de l'outil de production qui n'est exploité actuellement qu'à hauteur de 50% de sa capacité.

En conséquence, **la cotation de la valeur SOPAT reprendra le lundi 19 mai 2014**. Il en est de même pour **la procédure de maintien de cours qui reprendra à la même date jusqu'au jeudi 05 juin 2014 inclus** et ce, conformément à la décision du CMF n° 21 en date du 16 mai 2014.

AVIS DU CMFPROCEDURE DE MAINTIEN DE COURS**REPRISE DE LA PERIODE DE SOUMISSION DES SOCIETES MEDIGRAIN, LES MINOTERIES DES CENTRE ET SAHEL REUNIES -MCSR- ET Mr KAMEL BELKHIRIA A LA PROCEDURE DE MAINTIEN DE COURS PORTANT SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE DE PRODUCTION AGRICOLE DE TEBOULBA -SOPAT SA-**

Le Conseil du Marché Financier,

Vu la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, notamment l'article 51,

Vu le Règlement Général de la Bourse, notamment les articles 166 à 170,

Vu la décision du Conseil du Marché Financier en date du 5 mars 2014 de soumettre les sociétés MEDIGRAIN, Les Minoteries des Centre et Sahel Réunion -MCSR- et Mr Kamel Belkhiria, acquéreurs de la part de 51% du capital de la société « Gallus Holding Finance » (qui est propriétaire de 65,429% du capital de la Société de Production Agricole de Téboulba -SOPAT SA-), à une procédure de maintien de cours visant le reste des actions composant le capital de la SOPAT, appartenant aux actionnaires, personnes physiques et morales, qui possèdent individuellement au plus 5% du capital de ladite société et ce, dans les conditions suivantes :

- Cours à maintenir : D. 2,680 ;
- Nombre des actions visées : 4 492 040 actions ;
- Période de maintien de cours : 15 séances de bourse, allant du 11 mars 2014 au 1er avril 2014 inclus.

Vu la décision du Conseil du Marché Financier en date du 12 mars 2014 de suspendre la cotation de la valeur SOPAT, et de reporter la période de la procédure de maintien de cours, à partir du mercredi 12 mars 2014 à une date ultérieure qui sera fixée par décision,

Vu la décision du Conseil du Marché Financier en date du 16 mai 2014 de reprendre la cotation des actions de la SOPAT à partir du 19 mai 2014.

Décide de reprendre la période de soumission à la procédure de maintien de cours visant le reste des actions composant le capital de la SOPAT SA, appartenant aux actionnaires, personnes physiques et morales, qui possèdent individuellement au plus 5% du capital sur les actions de la SOPAT et ce, **à partir du lundi 19 mai 2014 jusqu'au jeudi 05 juin 2014** inclus.

A l'expiration de la période de maintien de cours des actions de la SOPAT, Mena Capital Parters -MCP- en sa qualité d'intermédiaire en bourse chargé de l'achat des titres offerts dans le cadre de la procédure de maintien de cours, communiquera le résultat de l'opération à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis qui procèdera à sa publication sur son Bulletin Officiel.

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**AUTOMOBILE RESEAU TUNISIEN ET SERVICE S.A
ARTES**

Siège Social : 39, Avenue Kheireddine Pacha BP 33 -1002 Tunis-

La société ARTES porte à la connaissance de ses actionnaires qu'ils sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le **Judi 19 juin 2014 à 10 Heures**, à l'Hôtel « **Golden Tulip Gammarth** », à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration sur l'activité de la société ainsi que du groupe ARTES durant l'exercice 2013 ;
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes sur les états financiers dudit exercice et sur les conventions visées par les articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales ;
- Approbation, des rapports du conseil d'administration, états financiers et conventions ;
- Affectation des résultats nets de l'exercice 2013 ;
- Quitus pour l'exercice 2013 aux administrateurs, et fixation des jetons de présence;
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés du groupe ARTES arrêtés au 31/12/2013 ;
- Approbation des états financiers consolidés du groupe ARTES au 31/12/2013 ;
- Nomination d'un nouveau Co-commissaire aux comptes ;
- Renouvellement de mandat et / ou nomination de trois administrateurs ;
- Pouvoirs pour formalités.

Les documents relatifs à cette assemblée sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la société : 39 Avenue Kheireddine Pacha- Tunis

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

ASSURANCES SALIM

*Siège social : Immeuble ASSURANCES SALIM
lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -Tunis -1003*

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société « **ASSURANCES SALIM** » sont convoqués à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu le **Mardi 10 Juin 2014, à 10 h 30 mn** au siège de la Banque de l'Habitat sis au 18 Av. Mohamed V-1080 Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Lecture du rapport du conseil d'administration pour l'exercice 2013 ;
Lecture des rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice 2013 ;
Approbation du rapport du conseil d'administration et des états financiers de l'exercice 2013 ;
Approbation des opérations visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales ;
Quitus aux administrateurs ;
Affectation du résultat de l'exercice 2013 ;
Fixation des jetons de présence des administrateurs et des membres du comité permanent d'audit ;
Renouvellement du mandat d'administrateurs ;
Désignation du Co-commissaire aux comptes ;
Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités d'enregistrement et de publicité.

Conformément aux dispositions de l'article 37 des statuts, les titulaires d'au moins 10 actions libérées des versements exigibles peuvent, seuls, assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sur justification de leur identité, à la condition d'être inscrit sur les registres sociaux huit jours au moins avant l'assemblée ou s'y faire représenter par un autre actionnaire.

Les autres titulaires d'actions inférieures à 10 peuvent pour être admis dans l'Assemblée Générale Ordinaire se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux.

Tous les documents afférents à cette assemblée sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société sis à l'Immeuble Assurances Salim, Lotissement AFH/ BC5, au Centre Urbain Nord Tunis.

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

ARAB TUNISIAN LEASE -ATL-

Siège social : Ennour Building, Centre Urbain Nord, 2082 Mahrajène -Tunis-

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société ARAB TUNISIAN LEASE « ATL » sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 30/05/2014 à 10 h à l'hôtel le DIPLOMAT avenue HEDI CHAKER, Tunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et Quitus aux administrateurs
- Examen et approbation des états financiers de l'exercice 2013 ;
- Réaffectation, en résultats reportés, de réserves pour réinvestissements exonérés devenus disponibles ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes et approbation des conventions et engagements visés par l'article 200 du code des sociétés commerciales ;
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article 202 du code des sociétés commerciales et approbation des conventions qui y sont visées ;
- Fixation des jetons de présence à servir aux administrateurs au titre de l'exercice 2013 ;
- Autorisation d'émission d'emprunts obligataires ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Les documents destinés à l'assemblée générale sont à la disposition des actionnaires au siège de la l'ATL, dans les délais légaux

2013 - AS - 1416

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'ACCUMULATEUR TUNISIEN ASSAD

Siège social : Rue Elfouledh, 2013 Z.I. Ben Arous.

La société l'ACCUMULATEUR TUNISIEN ASSAD porte à la connaissance de ses actionnaires que son Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le mercredi 18 juin 2014 à 15 h 30 mn à l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises « la Maison de l'Entreprise » sis aux Berges du Lac Tunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2013;
- 2- Lecture des rapports général et spécial des commissaires aux comptes pour le même exercice ;
- 3- Approbation, le cas échéant, des états financiers de la Société l'Accumulateur Tunisien ASSAD arrêtés au 31/12/2013 et des opérations spéciales visées aux articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales ;
- 4- Approbation, le cas échéant, des états financiers consolidés du groupe ASSAD arrêtés au 31/12/2013 ;
- 5- Quitus à donner aux administrateurs ;
- 6- Affectation des résultats ;
- 7- Renouvellement et/ou nomination des membres du Conseil d'Administration ;
- 8- Fixation des jetons de présence ;
- 9- Renouvellement de l'autorisation au Conseil d'Administration pour l'achat et la revente des actions de la société en bourse conformément à l'article 19 nouveau de la loi n° 94-117;
- 10- Questions diverses.

Tous les documents nécessaires sont mis à la disposition des actionnaires pour consultation au siège social de la société dans les délais légaux.

2013 - AS - 1424

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

BANQUE ZITOUNA

Siège social : 02 Avenue Qualité de la Vie le Kram

Le Conseil d'Administration de Banque Zitouna, réuni le 6 mai 2014, invite Messieurs les actionnaires à assister à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le vendredi, 30 mai 2014 à 16 heures, au siège de la Banque à Tunis, 02 Avenue Qualité de la Vie le Kram, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture et approbation du rapport d'activité de la Banque présenté par le Conseil d'Administration et lecture des rapports des Commissaires aux Comptes relatifs à l'exercice clos le 31/12/2013
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2013
- Lecture et approbation du rapport présenté par le Comité Charaique relatif à l'exercice 2013
- Affectation des résultats de l'exercice 2013
- Quitus aux administrateurs
- Fixation des jetons de présence
- Approbation des conventions réglementées
- Pouvoirs

Le Conseil d'Administration informe Messieurs les actionnaires que tous les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour sont tenus à leur disposition au siège de Banque Zitouna durant le délai légal.

Cet avis tient lieu de convocation individuelle

AVIS DES SOCIETES

Projet de résolutions AGO

Banque Zitouna

Siège social : 2, Avenue Qualité de vie – 2015 Le Kram

Projet des résolutions qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 mai 2014.

PREMIERE RESOLUTION : Lecture et approbation du rapport d'activité de la Banque présenté par le Conseil d'Administration et lecture des rapports des Commissaires aux Comptes relatifs à l'exercice clos le 31/12/2013

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport de gestion présenté par le Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2013, et les rapports généraux et spéciaux des Commissaires aux Comptes relatifs au même exercice, approuve dans toutes ses dispositions ledit rapport de gestion.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

DEUXIEME RESOLUTION : Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2013

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu et examiné les états financiers de l'exercice clos le 31/12/2013, approuve lesdits états financiers tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

TROISIEME RESOLUTION : Lecture et approbation du rapport présenté par le Comité Charaïque relatif à l'exercice 2013

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport présenté par le Comité Charaïque relatif à l'exercice 2013, approuve dans toutes ses dispositions ledit rapport.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

QUATRIEME RESOLUTION : Affectation des résultats de l'exercice 2013

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les bénéfices de l'exercice 2013 d'un montant de 1 679 KDT dans les résultats reportés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

CINQUIEME RESOLUTION : Quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier, définitif et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion au titre de l'exercice clos le 31/12/2013.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

SIXIEME RESOLUTION : Fixation des jetons de présence

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer le montant global des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice 2014 à un montant brut maximum de quatre-vingt-seize mille (96.000) dinars à raison de huit mille (8.000) dinars bruts par an pour chaque Administrateur.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer les indemnités de présence aux Comités émanant du Conseil d'Administration pour l'exercice 2014 comme suit :

- Mille (1.000) dinars bruts par réunion pour chaque membre (Hormis les présidents des comités)
- Deux mille (2.000) dinars bruts par réunion pour les présidents des comités

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

SEPTIEME RESOLUTION : Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu les rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes relatifs aux conventions réglementées conclues entre Banque Zitouna et la société Zitouna Takaful, et en application de des articles 200 (Nouveau) et 475 du Code des Sociétés Commerciales, approuve lesdites conventions.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

HUITIEME RESOLUTION: Pouvoirs

L'Assemblée Générale Ordinaire donne les pouvoirs les plus étendus au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal, à l'effet d'effectuer toutes les procédures administratives d'enregistrement, de dépôt et de publicité requises par la législation tunisienne en vigueur.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à (...).

AVIS DES SOCIETES

RESOLUTIONS ADOPTEES

TUNISIE SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable
Siège Social : 17, Rue de Jérusalem - 1002 Tunis

Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 23 mai 2014

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes pour l'exercice 2013, les approuve dans leur intégralité ainsi que les états financiers arrêtés au 31/12/2013 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée générale Ordinaire décide d'incorporer le résultat distribuable de l'exercice 2013 à la valeur liquidative.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler, pour une durée de trois années qui prendra fin lors de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016, les mandats des administrateurs suivants:

- Fethi MESTIRI
- Mondher ZID
- Slaheddine LARGUECHE
- Abderrazek BEN AMMAR
- Mohamed MATHLOUTHI
- Fadhel ABDELKEFI
- Hatem SAIGHI

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution

L'assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente assemblée tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

- Suite -

STRATEGIE ACTIONS SICAV
Société d'Investissement à Capital Variable
Siège Social : 17, Rue de Jérusalem- 1002 Tunis

Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 23 mai 2014

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes pour l'exercice 2013, les approuve dans leur intégralité ainsi que les états financiers arrêtés au 31/12/2013 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée générale Ordinaire décide la distribution de l'intégralité des sommes distribuables.

En conséquence, la somme à distribuer par action s'élève à **26,541 dinars**. La mise en paiement des dividendes se fera à partir du **vendredi 30 mai 2014**.

Le reliquat provenant des arrondis soit 4,903 dinars sera affecté au compte report à nouveau.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

- Suite -

SICAV PLUS

Société d'Investissement à Capital Variable
Siège Social : 17, Rue de Jérusalem- 1002 Tunis

Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 23 mai 2014

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes pour l'exercice 2013, les approuve dans leur intégralité ainsi que les états financiers arrêtés au 31/12/2013 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée générale Ordinaire décide d'incorporer le résultat distribuable de l'exercice 2013 à la valeur liquidative.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente assemblée tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

- Suite -

SICAV ENTREPRISE
Société d'Investissement à Capital Variable
Siège Social : 17, Rue de Jérusalem- 1002 Tunis

Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 23 mai 2014

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes pour l'exercice 2013, les approuve dans leur intégralité ainsi que les états financiers arrêtés au 31/12/2013 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée générale Ordinaire décide la distribution de l'intégralité des sommes distribuables.

En conséquence, la somme à distribuer par action s'élève à **3,270 D**. La mise en paiement des dividendes se fera à partir du **vendredi 30 mai 2014** ;

Le reliquat provenant des arrondis soit 344,630 D sera affecté au compte report à nouveau.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler, pour une durée de trois années qui prendra fin lors de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016, les mandats des administrateurs suivants :

-Fethi MESTIRI

-Slaheddine LARGUECHE

-Fadhel ABDELKEFI

-Walid SAIBI

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution

L'assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente assemblée tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité

AVIS DES SOCIETES

Informations Post AGO

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL-

Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès -1001Tunis-

Suite à la réunion de son Assemblée Générale Ordinaire en date du 22 mai 2014, la Compagnie Internationale de Leasing -CIL- publie ci-dessous :

- Les résolutions adoptées,
- Le Bilan après affectation du résultat comptable,
- L'état d'évolution des capitaux propres.

I- Résolutions adoptées :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice 2013, approuve le rapport du Conseil d'Administration dans son intégralité, ainsi que les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2013 tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve les conventions et opérations spéciales signalées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport des commissaires aux comptes, approuve les états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2013 tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion relative à l'exercice 2013.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les bénéfices comme suit:

- Suite -

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer la rémunération des trois Comités créés conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°2011-06 du 20 mai 2011 à 15 000 DT par Comité.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer le montant global des jetons de présence, englobant les rémunérations des Comités, à 108 000 Dinars à répartir entre les administrateurs par décision du Conseil d'Administration.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de reclasser au compte report à nouveau les réserves extraordinaires de 1.750.000 Dinars et les réserves pour réinvestissement pour un montant de 1.112.160 Dinars, constatées depuis 2010 et devenues disponibles au cours de cette année.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer en tant qu'Administrateur pour un mandat de trois ans prenant fin à la date de l'A.G.O. statuant sur l'exercice 2016 les membres suivants :

- Mohamed BRIGUI
- TUNISIAN TRAVEL SERVICE
- SOCIETE GENERALE FINANCIERE
- SOCIETE TOURISTIQUE OCEANA
- Habib BOUAZIZ
- Skander KAMMOUN
- Afif BEN YAHIA, membre indépendant au sens de l'article 13 de la circulaire BCT n°2011-06
- Walid ZAHAG, membre indépendant au sens de l'article 13 de la circulaire BCT n°2011-06

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne Mr Khaled BEN HASSINE en tant qu'administrateur représentant les intérêts des actionnaires personnes physiques autres que les actionnaires principaux tels que définis par l'article 40 de la loi n°2001-65.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer Financial Auditing and Consulting, représenté par Mr HERGLI Mohamed Neji, en tant que commissaire aux comptes pour la vérification et la certification des états financiers de la société ainsi que les états financiers consolidés pour un mandat de trois ans prenant fin à la date de l'AGO statuant sur l'exercice 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise l'émission par la Compagnie Internationale de Leasing d'un ou plusieurs emprunts obligataires d'un montant de Cent Millions de Dinars (100.000.000D) et ce, avant la date de la tenue de l'A.G.O statuant sur l'exercice 2014, et donne pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

- Suite -

II - Le Bilan après affectation du résultat comptable :

	31 Décembre		Variation	
	2013	2012	MONTANT	%
ACTIFS				
Caisses et avoirs auprès des banques	7 843 552	8 611 035	-767 483	-8,91%
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	327 545 139	322 175 576	5 369 563	1,67%
Portefeuille-titres commercial	500 000	2 892 428	-2 392 428	-82,71%
Portefeuille d'investissement	19 505 239	13 737 398	5 767 841	41,99%
Valeurs Immobilisées	2 910 837	3 018 037	-107 200	-3,55%
Autres actifs	5 206 532	3 947 773	1 258 759	31,89%
TOTAL DES ACTIFS	363 511 299	354 382 246	9 129 053	2,58%

	31 Décembre		Variation	
	2013	2012	MONTANT	%
PASSIFS				
Dettes envers la clientèle	3 068 741	2 660 948	407 793	15,33%
Emprunts et dettes rattachées	295 605 894	281 471 782	14 134 112	5,02%
Fournisseurs et comptes rattachés	6 195 548	15 878 524	-9 682 976	-60,98%
Autres passifs	8 000 121	7 140 348	859 773	12,04%
TOTAL DES PASSIFS	312 870 304	307 151 602	5 718 702	1,86%
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	25 000 000	25 000 000	0	0,00%
Réserves	24 679 426	22 762 727	1 916 699	8,42%
Résultats reportés	3 328 332	447 844	2 880 488	643,19%

- Suite -

III - L'état d'évolution des capitaux propres**EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES APRES AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

(Montants exprimés en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve extraordinaire	Réserve pour réinvestissement	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Actions propres	Total
<u>CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION</u>	25 000 000	2 500 000	1 750 000	16 994 000	1 437 586	509 321	8 566 851	(2 366 762)	54 390 996
Affectations approuvées par l'A.G.O du 22 Mai 2014				4 560 000	300 000	3 706 851	(8 566 851)		-
Dividendes						(3 750 000)			(3 750 000)
Reclassement réserves décidées par l'A.G.O du 22 Mai 2014			(1 750 000)	(1 112 160)		2 862 160			-
<u>CAPITAUX PROPRES APRES AFFECTATION</u>	25 000 000	2 500 000	0	20 441 840	1 737 586	3 328 332	0	(2 366 762)	50 640 996

AVIS DES SOCIETES

EMISSION D' ACTIONS CORRELATIVE A LA TRANSFORMATION DE LA FORME JURIDIQUE DE MUTUELLE EN SOCIETE ANONYME

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.**

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

ASSURANCES MUTUELLE ITTIHAD -AMI ASSURANCES -

Siège Social : 15, Rue de Mauritanie, 1002 Tunis

Décision à l'origine de l'émission

Autorisation de la transformation juridique

L'AGE du 29/06/2013, a approuvé la restructuration de l'AMI Assurances et le principe de transformation de sa forme juridique de mutuelle en société anonyme et ce, suite aux discussions et négociations réalisées au sein des structures de direction de l'AMI Assurances, en concertation et coordination avec le Comité Général des Assurances (conformément aux termes du rapport du Conseil d'Administration de l'AMI Assurances soumis pour approbation à l'AGE du 28/12/2013).

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28/12/2013*, a décidé dans sa 2ème résolution, la transformation de la forme juridique d'AMI Assurances de mutuelle en société anonyme, régie par le Code des Sociétés Commerciales, ses statuts et le Code des Assurances, et a délégué au Conseil d'Administration les pouvoirs d'achever la procédure légale exigée pour la transformation de l'AMI Assurances particulièrement la publication des nouveaux statuts, l'organisation des souscriptions au capital social, la convocation de l'AGE de la société transformée ainsi que l'obtention des autorisations si nécessaire.

Le Comité Général des Assurances, après avoir exposé le cas de la transformation de la forme juridique de l'AMI Assurances de mutuelle en société anonyme à son collègue réuni le 28/04/2014, a décidé qu'il ne voyait aucune objection à ladite transformation.

Autorisation de conversion du fonds commun en capital social

Le Conseil d'Administration, réuni le 10/12/2013, a proposé de convertir le montant du fonds commun arrêté fin décembre 2012 et tel qu'il sera actualisé à la date du 28/12/2013, pour la constitution du nouveau capital social, à répartir entre les adhérents figurant dans une liste nominative qui sera arrêtée à la date du 28/12/2013.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28/12/2013, a décidé dans sa 4ème résolution, la conversion du fonds commun en capital social, à répartir entre tous les adhérents figurant dans la liste initialement arrêtée au 28/12/2013, et telle qu'elle sera mise à jour ultérieurement.

Autorisation de rallonger la période d'adhésion

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28/12/2013, a décidé dans sa 8ème résolution, de fixer au 31 janvier 2014 la date limite, pour les assurés qui disposent d'une police d'assurance valide à la date du 28/12/2013, afin de régulariser leur situation en payant le droit d'adhésion, ce qui leur procure légalement la qualité d'adhérent.

- Suite -

Fixation du nouveau capital social de l'AMI Assurances SA

Le Conseil d'Administration d'AMI Assurances, réuni le 10/12/2013, a décidé d'atteindre un capital minimum de 10 millions DT, tel qu'est exigé par la législation en vigueur régissant le secteur des assurances, réparti sur des actions de valeur nominale égale à 1 DT.

Après l'opération de conversion du fonds commun, le reliquat du montant du capital social nécessaire pour atteindre au moins le capital minimum, sera constitué au moyen d'une souscription au capital, réservée aux assurés, (adhérents et non adhérents) de la société et d'une opération d'incorporation de réserves.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28/12/2013, a décidé dans sa 5ème résolution, que l'ensemble des assurés à la date du 28/12/2013 participeront à ladite souscription.

La souscription au capital social pour atteindre au moins le capital minimum légal, sera ouverte :

- Aux assurés à la date du 28/12/2013, adhérents et non adhérents,
- Au personnel de l'AMI Assurances,
- A l'UGTT
- Aux agents Généraux.

L'AGE du 28/12/2013 a approuvé les pourcentages réservés aux différentes catégories tels que prévus par le Conseil d'Administration du 10/12/2013 et a délégué au Conseil d'Administration le pouvoir de fixer définitivement ces pourcentages.

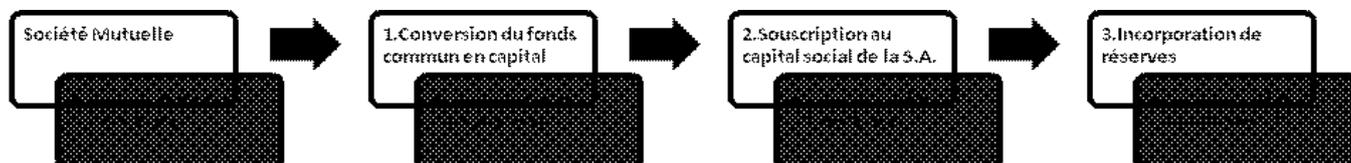
Fixation du nombre définitif des adhérents

Le Procès Verbal de l'huissier notaire, établi à la date du 27/12/2013, a validé la liste des adhérents arrêtée à cette date, contenant 68 688 adhérents.

Suite au rallongement de la période d'adhésion au 31/01/2014, le Procès Verbal de l'huissier notaire, établi à cette date, a validé la liste des adhérents arrêtée à cette même date, ayant procédé à la régularisation de leur situation. Cette liste contient désormais 20 832 nouveaux adhérents.

Après des opérations de vérification réalisées par AMI Assurances, les adhérents et les agents généraux, le Procès Verbal de l'huissier notaire, établi à la date du 10/04/2014, a validé la liste définitive des adhérents arrêtée à la date du 31/01/2014, contenant 86 757 adhérents.

Ainsi, la constitution du capital social d'AMI Assurances suite à l'opération de transformation de sa forme juridique de mutuelle en société anonyme se fera en trois étapes:



La conversion du fonds commun en capital de 1 735 140 DT composé de 1 735 140 actions, de nominal de 1 DT :

La valeur finale du fonds commun, constituée de la somme des adhésions acquittées jusqu'au 31/01/2014, suivant la décision de l'AGE du 28/12/2013, est de 1 735 140 DT. Ce montant sera converti en actions de nominal de 1 DT, à répartir entre tous les adhérents d'AMI Assurances, adhérents qui disposent d'une police d'assurance valide à la date du 28/12/2013 et ayant payé le droit d'adhésion de 20 DT.

Au 31 janvier 2014, ce montant a atteint les 1 735 140 DT du fait que l'AGE ait décidé de rallonger la période d'adhésion à cette date, et ce uniquement pour les assurés qui disposent d'une police d'assurance valide à la date du 28 décembre 2013, mais qui n'ont pas payé le droit d'adhésion. Ces derniers ont été appelés à se présenter pour régulariser leur situation et pouvoir bénéficier de la conversion du fonds commun en capital social, avant la date limite.

- Suite -

STRUCTURE DU FONDS COMMUN		AGE Du 28/12/2013	CONSTITUTION DU CAPITAL SOCIAL	
Nombre d'adhérents	86 757		DECISION DE TRANSFORMATION DE MUTUELLE EN	Création d'actions
Montant de l'adhésion unitaire	20 DT	Valeur par action (nominal)		1 DT
Montant total du fonds commun	1 735 140 DT	SOCIETE ANONYME	Capital initial (conversion fonds commun)	1 735 140 DT
			Nombre d'actionnaires	86 757
			Prime d'émission	29 830 000 DT
			Nombre d'actions octroyées / actionnaire	20 actions

La souscription au capital en numéraire :

La souscription en numéraire au capital pour un montant de 1 570 000 DT se fera par l'émission de 1 570 000 actions émises à 20 DT chacune, de nominal de 1 DT et une prime d'émission de 19 DT.

Cette souscription est réservée exclusivement à l'UGTT, au personnel d'AMI Assurances, aux agents généraux et aux assurés**, adhérents et non adhérents, d'AMI Assurances.

Tous ces souscripteurs devront être assurés à la date du 28/12/2013 et ce indépendamment de leur statut d'adhérent.

Par ailleurs, le prix par action à appliquer pour la souscription au capital d'AMI Assurances a été fixé à 20 DT par action. Cette valeur a été arrêtée après l'application d'une décote de 19,79% sur la valeur par action issue du processus d'évaluation réalisé par la Banque d'Affaires de Tunisie, soit 24,934 DT.

VALORISATION		STRUCTURE DU CAPITAL		STRUCTURE DES FONDS PROPRES	
Valorisation Post-Money	74 663 854 DT	Produit de la souscription	31 400 000 DT	Capital social après souscription	3 305 140 DT
Produit de la souscription	31 400 000 DT	Prix par action (après décote)	20 DT	Capital initial (conversion fonds commun)	1 735 140 DT
Valorisation Pre-Money	43 263 854 DT			Capital social (souscription)	1 570 000 DT
Nombre d'actions	1 735 140	Nombre d'actions émises	1 570 000		
Valeur par action	24,934 DT	Nombre initial d'actions	1 735 140	Prime d'émission	29 830 000 DT
Décote	20 %	Nombre total d'actions	3 305 140		
Prix par action (après décote)	20 DT	Capital social après souscription	3 305 140 DT		

- Suite -

L'incorporation de réserves par attribution gratuite d'actions

A l'issue de ces deux étapes, et afin de se conformer aux exigences légales de capital social minimum pour les sociétés d'assurances et sous réserve de la réalisation des étapes antérieures, une augmentation de capital par incorporation de réserves sera décidée par une AGE, à convoquer ultérieurement, portant sur un montant à prélever sur les réserves de la société issu de l'opération de souscription et ce par incorporation d'une partie de la prime d'émission, et la création d'actions nouvelles à attribuer gratuitement aux actionnaires détenteurs des actions anciennes créées suite aux opérations de conversion du fonds commun et de souscription au capital.

**INCORPORATION DE RESERVES ENVISAGEE:
ATTRIBUTION DE 3 NOUVELLES ACTIONS GRATUITES POUR UNE ACTION ANCIENNE**

Capital social après attribution	13 220 560 DT
Capital social après souscription	3 305 140 DT
Capital social issu de l'émission de nouvelles actions gratuites	9 915 420 DT
Prime d'émission	19 914 580 DT

Toutes les actions à émettre seront nominatives et seront de catégorie ordinaire.

Caractéristiques de l'opération de souscription au capital en numéraire

Le capital social sera souscrit à hauteur de 1 570 000 DT par souscription en numéraire et par émission de 1 570 000 actions, tel que décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 28 décembre 2013.

Prix d'émission des actions à souscrire :

L'émission va être opérée à un prix d'émission égal à **20 DT par action**, représentant un **(1) dinar** de valeur nominale et **19 dinars** de prime d'émission. Le prix de l'émission est à libérer intégralement à la souscription.

Personnes concernées par l'opération :

La souscription au capital en numéraire est réservée exclusivement à l'UGTT, au personnel d'AMI Assurances, aux agents généraux et aux assurés**, adhérents et non adhérents, d'AMI Assurances. Tous les souscripteurs doivent être assurés à la date du 28/12/2013 et ce indépendamment de leur statut d'adhérent.

Période de souscription :

La souscription aux 1 570 000 actions nouvelles à émettre en numéraire se fera du **16/05/2014 au 06/06/2014 inclus**.

Modalités de souscription :

Les souscripteurs au capital d'AMI Assurances devront en faire la demande auprès de Maxula Bourse, sis Rue du Lac Lemman Centre Nawrez, 1053, Les Berges du Lac, en remplissant la demande de souscription.

Maxula Bourse recevra les demandes de souscription des souscripteurs des catégories A, B, C et D pour qui elle ouvrira des comptes titres et espèces et y inscrira les souscriptions respectives, sauf pour les souscripteurs qui disposent déjà d'un compte titres et espèces chez Maxula Bourse.

Toute demande de souscription signée vaudra acceptation d'ouverture d'un compte titres et espèces chez Maxula Bourse, et fera office de spécimen de signature.

Etablissements domiciliaires :

Les souscriptions seront reçues au siège de Maxula Bourse, sis Rue du Lac Lemman Centre Nawrez, 1053, Les Berges du Lac. Les versements à l'appui des souscriptions seront effectués, sans frais***, soit directement auprès de Maxula Bourse, sis Rue du Lac Lemman Centre Nawrez, 1053, Les Berges du Lac, soit par virement au compte bancaire de Maxula Bourse ouvert auprès de l'AMEN BANK.

AMEN BANK (Kheireddine Pacha) : **07 401 00491 01 11004 2 31**

En souscrivant, il devra être versé le montant de 20 DT par action souscrite. Toute souscription ne sera reçue qu'après la justification du versement du montant total correspondant (mention du

- Suite -

Pour les versements effectués directement auprès de Maxula Bourse, un reçu de versement mentionnant également la police d'assurances donnant droit à la souscription sera remis aux souscripteurs.

A la clôture de l'opération, le montant global des fonds versés à l'appui des demandes de souscription, correspondant au montant de souscription au capital, soit 31 400 000 DT (soit un nominal de 1 570 000 DT et une prime d'émission de 29 830 000 DT), sera versé dans le compte indisponible d'AMI Assurances, réservé à cette opération :

RIB : 0700 1000 134 000 096 529

TITULAIRE DU COMPTE : ASSURANCES AMI

DOMICILIATION : AMEN BANK, Agence place pasteur 150 avenue de la liberté Tunis.

N° IBAN : TN 59 0700 1000 134 000 096 529 TND

Après répartition, les sommes restant disponibles sur les fonds versés à l'appui des souscriptions, seront restituées, sans intérêts, par Maxula Bourse, par virement ou par chèque, sur demande du souscripteur.

Modalités et délais de livraison des titres :

Une fois la liste des souscriptions arrêtée, Maxula Bourse procédera à sa vérification en se référant à la liste des assurés éligibles à la souscription, la liste du personnel, la liste des agents généraux, communiquées par AMI Assurances. Tout souscripteur non assuré à la date du 28 décembre 2013, et donc non listé sur la base de sa police d'assurance, sa carte d'identité nationale, ou son nom et prénom, sera rejeté.

Les souscriptions au capital seront constatées par une attestation portant sur le nombre de titres souscrits, délivrée par Maxula Bourse et ce dès la réalisation définitive de l'opération.

Mode de placement :

L'opération de souscription au capital en numéraire est réservée exclusivement à des souscripteurs assurés à la date du 28/12/2013, telle que décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28/12/2013, et porte sur 1 570 000 actions. Ces souscripteurs sont répartis sur les quatre (4) catégories suivantes :

CATEGORIES	REPARTITION EN %	NOMBRE DE TITRES OFFERTS
Catégorie A : U.G.T.T	20%	314 000
Catégorie B : Personnel AMI Assurances	10%	157 000
Catégorie C : Agents Généraux	10%	157 000
Catégorie D : Assurés (Adhérents et non adhérents)	60%	942 000
Total	100%	1 570 000

- **Catégorie A** : 20% des titres offerts, soit 314 000 actions réservées à l'Union Générale Tunisienne du Travail, U.G.T.T.

- **Catégorie B** : 10% des titres offerts, soit 157 000 actions réservées au personnel d'AMI Assurances et répartis selon les modalités fixées par la Direction Générale d'AMI Assurances.

- **Catégorie C** : 10% des titres offerts, soit 157 000 actions réservées aux agents généraux d'AMI Assurances.

- **Catégorie D** : 60% des titres offerts, soit 942 000 actions réservées aux assurés adhérents et non adhérents d'AMI Assurances.

- Pour les catégories B et C, une partie des titres respectivement offerte à chaque catégorie, sera allouée de manière préfixée garantissant l'allocation d'un nombre minimum de titres à chaque souscripteur des catégories B et C. Dans ce cadre, la Direction Générale d'AMI Assurances a décidé d'allouer à chaque souscripteur 100 titres, auxquels il souscrira de manière garantie, si sa demande de souscription correspond à un nombre de titres égal ou supérieur à 100 titres. Si la demande correspond à un nombre inférieur à 100 titres, cette demande sera intégralement satisfaite.

- Suite -

Pour le reliquat des titres offerts aux catégories B et C, les demandes de souscription seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport :

Quantité offerte (Reliquat) / Quantité demandée (Non Satisfaite)

• Pour la catégorie D, les demandes de souscription seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport :

Quantité offerte / Quantité demandée

• Pour toutes les catégories, l'allocation d'actions se fera par nombre entier. Le reliquat sera réparti sur les souscripteurs, de manière unitaire par ordre des quantités demandées, du plus grand au plus petit.

• En cas d'excédent de titres offerts non demandés par l'une des catégories A, B et C, le reliquat sera affecté à la catégorie D.

Dans ce cas, les demandes de souscription de la catégorie D seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport :

Quantité offerte et reliquat / Quantité demandée

• En cas d'excédent de titres offerts non demandés par la catégorie D, le reliquat sera affecté par ordre de priorité aux catégories A, B et C.

La répartition de ce reliquat de titres offerts sur les souscripteurs de chaque catégorie se fera par ordre des quantités demandées, du plus grand au plus petit.

• Tout souscripteur ne peut émettre qu'une seule demande de souscription correspondant à une seule catégorie.

En cas de demandes de souscription multiples correspondant à plusieurs catégories, seule une demande par souscripteur sera retenue, selon l'ordre suivant des catégories : A, B, C, D.

Dépouillement et déclaration des résultats :

Maxula Bourse procèdera au dépouillement des demandes de souscription, affectera les quotas et établira un procès-verbal à cet effet.

Dès la réalisation de l'opération de dépouillement des demandes de souscription, le résultat de l'opération de souscription au capital d'AMI Assurances fera l'objet d'un avis qui sera publié par Maxula Bourse sur les Bulletins Officiels de la BVMT et du CMF.

Jouissance des actions émises

Les actions souscrites, soient 1 570 000 actions porteront jouissance en dividendes à compter du 01 janvier 2014.

But de l'émission

Les principaux objectifs assignés à cette opération sont :

- Favoriser le renforcement des fonds propres d'AMI Assurances et par conséquent, constituer une marge de solvabilité conforme aux exigences réglementaires ;
- Se conformer aux exigences de capital social réglementaire pour les sociétés d'assurances ;
- Consolider sa position sur le marché local ;
- Accéder à de nouveaux marchés et s'attaquer ainsi à couvrir des risques élevés. Ceci lui permettra de diversifier son portefeuille produits et d'améliorer en conséquent, sa compétitivité ;

CHAPITRE 1. Améliorer sa notoriété ; etc.

- Suite -

Renseignements généraux sur les valeurs mobilières émises

Droits attachés aux valeurs mobilières offertes

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires, proportionnellement au nombre des actions émises.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité seront prescrits conformément à la loi.

La détention individuelle ou collective de dix (10) actions ouvre le droit à la participation aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Régime de négociabilité

Les actions sont librement négociables.

Régime fiscal applicable

Droit commun. Les dividendes sont soumis à l'impôt selon les dispositions légales en vigueur.

Marché des titres

Les actions d'AMI Assurances sont négociables sur le marché hors-cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Négociation en bourse des actions émises

Les actions issues de la souscription au capital seront négociables en bourse à partir de la réalisation définitive de l'opération et la publication de la notice conséquente au Journal Officiel de la République Tunisienne (JORT) et aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier (CMF) et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT). Conformément à l'article 320 du CSC, les actions sont négociables à compter de l'immatriculation de la société au Registre de Commerce. Elles seront dès lors, négociées sur le marché hors cote.

Tribunaux compétents en cas de litiges

Tout litige pouvant surgir suite à cette opération sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Prise en charge de la STICODEVAM

Les actions souscrites ne seront pas prises en charge par la STICODEVAM.

Un prospectus d'émission visé par le CMF sous le n°**14-0862** en date du **30 avril 2014**, sera incessamment mis à la disposition du public, sans frais, auprès de l'AMI ASSURANCES, de Maxula Bourse, intermédiaire en Bourse chargé de l'opération sis à la Rue du Lac Lemman, Centre Nawrez, 1053 Les Berges du Lac, ainsi que sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn.

*Un extrait du Procès Verbal de l'AGE du 28/12/2013 approuvant le rapport du Conseil d'Administration relatif à la transformation de l'AMI Assurances en une société anonyme ainsi que la structure de son capital, l'affectation de son fonds commun et la réservation de la souscription à la couverture du capital social, la détermination de la valeur de l'action et des avantages attribués aux adhérents au capital social, a été publié au JORT n°15 du 04/02/2014.

** Est considéré comme assuré, toute personne détenant un contrat d'assurance valide à la date du 28/12/2013, tel que décidé par l'AGE tenue à la même date.

***La souscription, l'ouverture et la clôture d'un compte titre et espèces inhérent à cette opération se feront sans frais.

AVIS DES SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE**VISA du Conseil du Marché Financier :**

<p>Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2013 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2014. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.</p>
--

EMPRUNT OBLIGATAIRE « AIL 2014-1 »

DECISIONS A L'ORIGINE DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE :

Lors de sa réunion tenue le 06 juin 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire de L'Arab International Lease "AIL" a autorisé l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires durant l'année 2014 d'un montant total ne dépassant pas 60 millions de dinars et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les caractéristiques et les conditions des émissions envisagées.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration, réuni le 04 avril 2014, a décidé d'émettre un emprunt obligataire pour un montant de 20 millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 millions de dinars, pour une durée de 5 ans avec des taux d'intérêts compris entre :

- Taux variable : TMM+1,5% et TMM+2,25% brut l'an au maximum
- Taux fixe : 7% et 7,30% brut l'an au maximum.

Le Conseil d'Administration a également donné tout pouvoir au Directeur Général de l'AIL pour réaliser le dit emprunt. A cet effet, le Directeur Général a décidé d'émettre l'emprunt pour une durée de 5 ans, pour un montant de 20 millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 millions de dinars, à deux taux d'intérêts au choix du souscripteur : un taux variable TMM + 1,90% et/ou un taux fixe de 7,30% brut l'an.

RENSEIGNEMENT RELATIFS A L'OPERATION :

Dénomination de l'emprunt : «AIL 2014-1 »

Montant : 20 000 000 de dinars susceptible d'être porté à un montant maximum de 30 000 000 de dinars.

Prix d'émission : 100 dinars par obligation payables intégralement à la souscription.

Prix de remboursement : Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Forme des obligations : Les obligations sont nominatives.

Taux d'intérêt : Les obligations du présent emprunt seront offertes à deux taux d'intérêts différents au choix du souscripteur :

Durée	Taux d'intérêt
5 ans	TMM + 1,9% et / ou 7,3%

- Suite -

- *Taux variable*

Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 1,9 % brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 190 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de juillet de l'année n-1 au mois de juin de l'année n.

- *Taux fixe*

7,3% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts seront servis.

Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :

C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **7,30%** pour le présent emprunt.

Marge actuarielle (souscription à taux variable) :

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtés au mois de mars 2014 (à titre indicatif) qui est égale à 4,7158%, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 6,6158%.

Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **1,90%** et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale :

Les obligations de l'emprunt obligataire « AIL 2014-1 » sont émises pour une durée de 5 ans.

Durée de vie moyenne :

Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement puis divisée par le nominal.

C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Cette durée est de **3 ans** pour le présent emprunt.

Duration (souscription à taux fixe) :

La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,741 années**.

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **31/07/2014**, seront décomptés et déduits du prix de souscription.

- Suite -

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, servant de base pour les besoins de la cotation en bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **31/07/2014**, et ce même en cas de prorogation de cette date

Amortissement et remboursement :

Toutes les obligations émises seront remboursables à partir de la première année suivant la date limite de clôture des souscriptions d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation soit le (1/5) de la valeur nominale de chaque obligation. L'emprunt sera amorti en totalité le **31/07/2019**.

Paiement :

Les paiements annuels des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **31 juillet** de chaque année.

Le premier paiement en intérêts aura lieu le **31/07/2015**.

Le premier remboursement en capital aura lieu le **31/07/2015**.

Le paiement des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers la STICODEVAM..

Période de souscriptions et de versements :

Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **13/05/2014** et clôturées sans préavis et au plus tard le **31/07/2014**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant maximum de l'émission 30 000 000 dinars est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des obligations émises, soient 300 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **31/07/2014**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **31/07/2014**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **12/08/2014**. Avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société. Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis dès la clôture effective des souscriptions

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public :

Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **13/05/2014** auprès de la Société du Conseil et de l'Intermédiation Financière - SCIF, intermédiaire en bourse, rue du Lac Oubeira Immeuble Al Faouz Les Berge du Lac - 1053 Tunis.

Intermédiaire agréée mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligataires :

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue du registre des obligations seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par la Société du Conseil et de l'Intermédiation Financière - SCIF - Intermédiaire en Bourse.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner le taux d'intérêt choisi par ce dernier et la quantité d'obligations y afférente.

Fiscalité des titres :

Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

Notation de la société :

En date du 8 novembre 2013, l'agence de notation Fitch Ratings a attribué à la société Arab International Lease – AIL sur son échelle de notation nationale les notes suivantes:

- ✓ Note nationale à long terme : AA + (tun) ;
- ✓ Perspective de la note nationale à long terme : Stable
- ✓ Note à court terme : F1 + (tun) ;
- ✓ Note nationale de dette senior : AA+ (tun).

Cette note a été confirmée le 14 mars 2014.

- Suite -

Notation de l'emprunt:

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué, en date du 22 avril 2014, la note AA+ (tun) à l'emprunt « AIL 2014-1 » objet de la présente note d'opération.

Cotation en bourse :

Dès la clôture des souscriptions du présent emprunt, l'Arab International Lease s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse «SCIF» de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt « AIL 2014-1 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par la STICODEVAM :

L'Arab International Lease s'engage dès la clôture de l'emprunt obligataire « AIL 2014-1» à entreprendre les démarches nécessaires auprès de la STICODEVAM en vue de la prise en charge des obligations souscrites.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le n° 14-0859 en date du 25 avril 2014, du document de référence « AIL 2014 » enregistré par le CMF sous le n° 14-001 en date du 25 avril 2014, des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2013 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2014.

La note d'opération et le document de référence sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de l'Arab International Lease, 11 rue Hédi Nouria - 1001 Tunis, sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn et auprès de la Société du Conseil et de l'Intermédiation Financière, intermédiaire en bourse chargé de l'opération, rue du Lac Oubeira Immeuble Al Faouz Les Berges du Lac - 1053 Tunis.

Les états financiers relatifs à l'exercice 2013 de l'AIL seront publiés sur le bulletin officiel du CMF au plus tard le 30 avril 2014.

A V I S

COURBE DES TAUX DU 26 MAI 2014

Code ISIN	Taux du marché monétaire et Bons du Trésor	Taux actuariel (existence d'une adjudication) ^[1]	Taux interpolé	Valeur (pied de coupon)
	Taux moyen mensuel du marché monétaire	4,786%		
TN0008000127	BTA 12 ans " 8,25% 9 juillet 2014 "	4,223%		1 004,563
TN0008002875	BTC 52 SEMAINES 05/08/2014		4,285%	
TN0008002883	BTC 52 SEMAINES 02/09/2014		4,349%	
TN0008002891	BTC 52 SEMAINES 30/09/2014		4,413%	
TN0008002909	BTC 52 SEMAINES 04/11/2014		4,493%	
TN0008002917	BTC 52 SEMAINES 02/12/2014		4,557%	
TN0008002925	BTC 52 SEMAINES 23/12/2014		4,605%	
TN0008002933	BTC 52 SEMAINES 27/01/2015		4,686%	
TN0008000184	BTA 10 ans " 7% 9 février 2015"		4,715%	1 016,199
TN0008002941	BTC 52 SEMAINES 24/02/2015		4,750%	
TN0008002958	BTC 52 SEMAINES 24/03/2015		4,814%	
TN0008002974	BTC 52 SEMAINES 21/04/2015	4,878%		
TN0008000309	BTA 4 ans " 5% octobre 2015"		5,029%	999,343
TN0008000267	BTA 7 ans " 5,25% mars 2016"		5,159%	1 001,851
TN0008000218	BTZc 11 octobre 2016		5,345%	883,411
TN0008000325	BTA 4 ans " 5,25% décembre 2016"		5,398%	996,205
TN0008000234	BTA 10 ans "6,75% 11 juillet 2017"		5,581%	1 032,583
TN0008000341	BTA 4 ans " 5.3% janvier 2018"	5,744%		985,423
TN0008000317	BTA 7 ans " 5,5% octobre 2018"		5,885%	985,134
TN0008000242	BTZc 10 décembre 2018		5,915%	770,121
TN0008000275	BTA 10 ans " 5,5% mars 2019"		5,963%	981,592
TN0008000333	BTA 7 ans " 5,5% février 2020"		6,138%	970,252
TN0008000358	BTA 6 ans " 5,5% octobre 2020"	6,266%		960,569
TN0008000226	BTA 15 ans "6,9% 9 mai 2022"	6,370%		1 032,402
TN0008000291	BTA 12 ans " 5,6% août 2022"		6,387%	950,551

^[1] L'adjudication en question ne doit pas être vieille de plus de 2 mois pour les BTA et 1 mois pour les BTCT.

Conditions minimales de prise en compte des lignes :

- Pour les BTA : Montant levé 10 millions de dinars et deux soumissionnaires,
- Pour les BTCT : Montant levé 10 millions de dinars et un soumissionnaire.

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2013	VL antérieure	Dernière VL			
OPCVM DE CAPITALISATION								
<i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i>								
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS	20/07/92	148,068	149,982	150,021		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
2	FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	13,039	13,223	13,226		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
3	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,343	1,361	1,362		
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>								
4	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	36,333	36,762	36,771		
5	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17/05/93	49,325	49,963	49,975		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
6	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	AXIS GESTION	02/04/08	149,679	153,602	153,433		
7	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	AXIS GESTION	02/04/08	533,979	551,819	551,861		
8	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	113,085	110,338	110,437		
9	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15/10/08	120,930	122,292	122,600		
10	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15/10/08	116,190	117,929	118,197		
11	FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18/05/09	110,871	111,719	112,119		
12	FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23/10/09	84,103	86,655	86,395		
13	FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	129,917	127,563	127,635		
14	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06/09/10	93,426	92,813	92,622		
15	FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS	09/05/11	106,398	106,389	106,157		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
16	FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	ALLIANCE ASSET MANAGEMENT	30/03/07	1 341,133	1 369,459	1 370,053		
17	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	AXIS GESTION	05/02/04	2 213,247	2 255,230	2 254,508		
18	FCP AMEN PERFORMANCE	AMEN INVEST	01/02/10	100,089	102,659	102,426		
19	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	100,769	102,107	101,641		
20	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	122,556	125,665	125,336		
21	FCP FINA 60	FINACORP	28/03/08	1 189,670	1 200,870	1 201,788		
22	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	122,412	120,780	120,141		
23	AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16/03/09	14,752	15,445	15,341		
24	FCP VALEURS QUIETUDE 2014	TUNISIE VALEURS	23/03/09	5 879,069	5 896,079	5 898,035		
25	FCP VALEURS QUIETUDE 2017	TUNISIE VALEURS	01/10/12	5 060,226	5 196,343	5 164,109		
26	FCP VALEURS QUIETUDE 2018	TUNISIE VALEURS	01/11/13	5 000,000	5 083,984	5 050,431		
27	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,117	2,163	2,176		
28	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	1,862	1,894	1,905		
29	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,054	1,063	1,068		
OPCVM DE DISTRIBUTION								
Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 31/12/2013	VL antérieure	Dernière VL	
			Date de paiement	Montant				
<i>SICAV OBLIGATAIRES</i>								
30	SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	13/05/14	4,094	108,216	105,847	105,881
31	AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	02/10/95	14/04/14	3,727	104,217	101,798	101,825
32	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	17/04/14	3,865	105,764	103,554	103,585
33	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01/11/00	26/05/14	4,080	102,679	104,312	100,244
34	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GEREE	07/05/07	12/05/14	4,012	103,526	101,208	101,241
35	SICAV AXIS TRÉSORERIE	AXIS GESTION	01/09/03	26/05/14	3,612	106,814	108,288	104,703
36	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	26/05/14	4,223	104,112	105,891	101,702
37	SICAV TRESOR	BIAT ASSET MANAGEMENT	03/02/97	05/05/14	4,127	103,499	100,759	100,787
38	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/04/07	05/05/14	3,877	104,066	101,291	101,317
39	MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	23/05/14	3,802	105,373	102,900	102,929
40	GENERALE OBLIG SICAV	CGI	01/06/01	30/05/13	3,395	102,003	103,599	103,630
41	CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	19/05/14	3,906	104,182	101,934	101,965
42	FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	30/05/13	3,316	103,931	105,356	105,386
43	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	21/05/14	3,888	106,836	104,419	104,452
44	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	22/04/14	3,914	105,568	103,190	103,220
45	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	29/05/13	2,823	103,146	104,460	104,485
46	SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	31/03/14	3,703	102,565	100,334	100,361
47	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	29/05/13	3,435	104,577	106,133	106,163
48	SICAV BH OBLIGATAIRE	SIFIB-BH	10/11/97	30/05/13	3,878	102,563	104,248	104,288
49	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	SIFIB BH	06/07/09	31/05/13	3,517	103,540	105,020	105,050
50	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	29/05/13	3,124	104,500	105,936	105,968
51	SICAV L'ÉPARGNANT	STB MANAGER	20/02/97	26/05/14	4,094	102,544	104,165	100,105
52	AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	14/04/14	4,013	103,699	101,188	101,215
53	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01/08/05	31/05/13	3,135	104,696	106,091	106,118
54	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI FINANCE	15/11/93	16/05/14	3,527	102,226	100,138	100,167

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
55	FCP SALAMMETT PLUS	AFC	02/01/07	21/04/14	0,365	10,514	10,302	10,305
56	FCP AXIS AAA	AXIS GESTION	10/11/08	21/05/13	3,945	102,940	104,277	104,306
57	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	16/05/14	3,543	103,496	101,508	101,537
FCP OBLIGATAIRES - VL HEBDOMADAIRE								
58	AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP	CGF	25/02/08	23/05/14	3,766	101,254	102,825	99,136
SICAV MIXTES								
59	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	13/05/14	0,763	65,776	66,041	65,910
60	ATTIJARI VALEURS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	26/05/14	2,427	140,922	142,447	139,752
61	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	26/05/14	24,533	1 406,845	1 421,550	1 394,363
62	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	25/04/94	05/05/14	3,042	107,539	107,885	107,911
63	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	11/11/01	05/05/14	1,820	105,111	106,397	106,383
64	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	26/05/14	0,559	81,346	81,258	80,350
65	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	19/05/14	0,409	16,637	16,471	16,470
66	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	31/03/14	6,265	256,768	254,652	254,842
67	SICAV BH PLACEMENT	SIFIB-BH	22/09/94	30/05/13	0,870	33,514	32,735	32,539
68	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	31/05/13	16,587	2 270,339	2 317,317	2 315,990
69	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30/03/94	15/05/14	2,017	75,257	74,615	74,685
70	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01/02/95	13/05/14	1,369	56,784	55,990	56,016
71	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI FINANCE	01/02/99	16/05/14	1,198	98,306	99,094	98,885
72	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI FINANCE	17/05/99	16/05/14	1,014	107,039	109,272	108,958
73	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI FINANCE	10/04/00	16/05/14	0,178	94,169	96,483	95,895
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
74	FCP IRADETT 20	AFC	02/01/07	21/04/14	0,245	11,302	11,268	11,280
75	FCP IRADETT 50	AFC	02/01/07	21/04/14	0,152	11,809	12,120	12,132
76	FCP IRADETT 100	AFC	02/01/07	21/04/14	0,122	14,788	15,380	15,429
77	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	21/04/14	0,273	13,881	14,235	14,284
78	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	26/05/14	0,232	11,452	12,181	11,932
79	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	26/05/14	0,083	10,375	10,743	10,639
80	ATTIJARI FCP HARMONIE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	26/05/14	0,162	10,397	10,561	10,392
81	ATTIJARI FCP SERENITE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	26/05/14	0,259	10,675	10,779	10,519
82	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	20/05/14	1,213	123,066	119,860	119,318
83	BNAC CONFIANCE FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	20/05/14	1,739	123,651	121,553	121,236
84	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	23/05/14	0,278	10,081	10,665	10,666
85	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08/09/08	05/05/14	2,642	102,604	102,376	102,294
86	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04/06/07	31/05/13	0,205	19,344	19,843	19,742
87	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	20/05/14	0,202	77,344	74,382	74,407
88	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	-	-	78,827	77,057	77,145
89	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	24/05/13	1,545	96,772	98,652	98,612
90	BIATCAPITAL CROISSANCE FCP	BIATCAPITAL	17/09/12	-	-	87,926	88,388	88,503
91	BIATCAPITAL EQUILIBRE FCP	BIATCAPITAL	17/09/12	-	-	94,496	96,785	96,405
92	BIATCAPITAL PRUDENCE FCP	BIATCAPITAL	17/09/12	06/05/14	0,432	99,919	100,978	100,975
93	FCP GENERAL DYNAMIQUE	CGI	30/09/13	-	-	9,729	9,559	9,556
94	FCP AL BARAKA	CGI	30/09/13	-	-	9,700	8,582	8,566
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
95	FCP AMEN PREVOYANCE	AMEN INVEST	01/02/10	23/04/14	1,978	92,572	94,929	94,505
96	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	23/04/14	1,018	98,591	95,557	95,237
97	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSET MANAGEMENT	15/01/07	06/05/14	3,779	124,772	127,309	128,112
98	AL AMANAH ETHICAL FCP	CGF	25/05/09	23/05/14	0,124	10,513	10,588	10,518
99	AL AMANAH EQUITY FCP	CGF	25/02/08	23/05/14	2,674	115,255	121,039	119,228
100	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25/02/08	23/05/14	3,295	117,508	120,288	117,439
101	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	16/05/14	1,954	100,151	99,389	99,517
102	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	16/05/14	0,103	95,827	98,199	98,427
103	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	26/05/14	2,758	172,952	181,251	176,468
104	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	26/05/14	2,876	157,659	165,213	161,673
105	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	26/05/14	5,168	140,788	145,875	140,236
106	MAC EXCELLENCE FCP	MAC SA	28/04/06	27/05/13	63,142	9 464,991	9 485,996	9 435,702
107	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	-	-	18,067	18,838	18,487
108	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	125,746	129,734	129,291
109	FCP SMART EQUITY	SMART ASSET MANAGEMENT	01/09/09	-	-	1 459,206	1 479,044	1 479,977
110	FCP SAFA	SMART ASSET MANAGEMENT	27/05/11	-	-	102,924	102,778	103,188
111	FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	27/01/10	20/07/11	1,582	85,531	86,635	86,019
112	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	21/05/14	0,806	111,085	114,500	113,554
113	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30/11/09	24/05/13	32,752	8 482,335	8 592,452	8 551,415
114	FCP UNIVERS AMBITION CEA	SCIF	26/03/13	-	-	8,870	8,911	8,864
FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE								
115	FCP UNIVERS AMBITION PLUS	SCIF	12/02/13	-	-	8,792	8,722	8,648

**BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER**
Immeuble CMF - Centre Urbain Nord
4^{ème} Tranche - Lot B6 Tunis 1003
Tél : (216) 71 947 062
Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés
www.cmf.org.tn
email 1 : cmf@cmf.org.tn
email 2 : cmf@cmf.tn

Le Président du CMF
Mr. Salah Essayel

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2013 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2014.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Ce visa a été accordé en vue de l'introduction de la société au marché alternatif de la cote de la Bourse. Ce marché permet aux sociétés de lever des fonds stables dans le but de se restructurer et de financer leur croissance. Il est essentiellement destiné aux investisseurs ayant un horizon de placement de moyen et long terme.

OFFRE A PRIX FERME - OPF - ET ADMISSION AU MARCHÉ ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE DES ACTIONS LA SOCIÉTÉ MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP »

Le Conseil du Marché Financier a accordé son visa au prospectus d'Offre à Prix Ferme et d'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse des actions de la société Maghreb International Publicité « MIP ».

Dans le cadre du prospectus, la société « MIP » a pris les engagements suivants :

- Conformer ses statuts à la réglementation en vigueur ;
- Régulariser la nomination du Directeur Général Adjoint de la société, conformément à l'article 212 du code des sociétés commerciales ;
- Conformer ses états financiers aux dispositions du système comptable des entreprises ;
- Réserver un (01) nouveau siège au Conseil d'Administration au profit des détenteurs des actions émises dans le cadre de cette opération. Ce nouvel administrateur sera désigné par les détenteurs d'actions MIP acquises dans le cadre de l'OPF au cours d'une séance où les actionnaires majoritaires et anciens s'abstiendront de voter et proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui entérinera cette désignation ;
- Créer un comité permanent d'audit, conformément à l'article 256 bis du code des sociétés commerciales ;
- Se conformer à la réglementation en vigueur en matière de tenue de comptes de valeurs mobilières ;
- Conformer ses rapports annuels sur la gestion au modèle prévu à l'annexe 12 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne ;
- Tenir une communication financière au moins une fois par an ;
- Garder en permanence un niveau de participation suffisamment élevé lui permettant d'exercer un contrôle exclusif sur les politiques opérationnelles et financières de ses filiales, vu l'importance de celles-ci dans le groupe ;
- Actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et les porter à la connaissance des actionnaires et du public. Elle est tenue, à cette occasion, d'informer ses actionnaires et le public sur l'état de réalisation de ses prévisions et d'insérer, au niveau de son rapport annuel, un état des réalisations par rapport aux prévisions et une analyse des écarts éventuels.

Aussi, les actionnaires actuels de la société « MIP » se sont engagés après l'introduction de la société en Bourse à obtenir, lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de la société, les autorisations nécessaires pour la régulation du cours boursier et ce, conformément à l'article 19 nouveau de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

Par ailleurs, les actionnaires de référence de la société « MIP », Monsieur Mehdi CHERIHA et Monsieur Mohamed Hédi CHERIHA, détenant actuellement 99,97% du capital de la société, se sont engagés :

- ✓ à ne pas céder plus de 5% de leurs participations au capital de la société dans le public, sauf autorisation spéciale du Conseil du Marché Financier et ce, pendant deux (2) ans à compter de la date d'introduction en Bourse ;
- ✓ à ne pas développer une activité locale concurrente à celle de la société mettant en péril l'avenir de celle-ci et nuisant aux intérêts des actionnaires.

Dès la réalisation de l'opération, une liste mise à jour des actionnaires de la société doit être communiquée au Conseil du Marché Financier.

ADMISSION DES ACTIONS DE LA SOCIETE « MIP » AU MARCHÉ ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE :

La Bourse a donné, en date du 25/02/2014, son accord de principe quant à l'admission des actions de la société « MIP » au marché alternatif de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

L'admission définitive des 4.398.937 actions de nominal un (1) dinar chacune, composées de 3.250.000 actions anciennes et 1.148.937 actions nouvelles à émettre, reste toutefois tributaire de l'accomplissement des formalités suivantes :

- Présentation du prospectus d'admission visé par le Conseil du Marché Financier ;
- Justification de la diffusion dans le public des 34,8% du capital auprès d'au moins 100 actionnaires ou cinq institutionnels au plus tard le jour de l'introduction.

Au cas où la présente offre aboutirait à des résultats concluants, l'introduction des actions MIP se fera au marché alternatif de la cote de la Bourse, au cours de 4,7 dinars l'action et sera ultérieurement annoncée dans les bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

Décisions ayant autorisé l'opération :

Sur proposition du Conseil d'Administration du 06/11/2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire de MIP, tenue le 08/11/2013, a décidé d'introduire la société sur le marché alternatif de la cote de la Bourse, à travers une augmentation de capital par Appel Public à l'Épargne.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a donné tous les pouvoirs au Conseil d'Administration pour accomplir toutes les procédures et formalités nécessaires à la finalisation de l'introduction de la société MIP au marché alternatif et pour fixer les modalités de cette introduction.

Autorisation d'augmentation du capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014 a décidé d'augmenter le capital social pour le porter de 3.250.000 dinars à 4.398.937 dinars et ce, par la création et l'émission de 1.148.937 actions nouvelles à souscrire en numéraire d'une valeur nominale de 1 dinar. Le prix d'émission a été fixé à 4,7 dinars, soit 1 dinar de nominal et 3,7 dinars de prime d'émission à libérer intégralement à la souscription.

Droit Préférentiel de Souscription

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014 a décidé de réserver l'intégralité de l'augmentation du capital projetée à de nouveaux souscripteurs. En conséquence de cette décision, les anciens actionnaires ont renoncé à leurs droits préférentiels de souscription dans ladite augmentation de capital au profit de nouveaux souscripteurs. Cette renonciation s'est traduite par la suppression de ces droits préférentiels de souscription pour la totalité de l'augmentation du capital.

Actions offertes au public :

L'introduction de la société MIP au marché alternatif de la cote de la Bourse s'effectuera par la mise sur le marché de 1.531.916 actions d'une valeur nominale de 1 dinar chacune, représentant 34,82% du capital de la société, après augmentation, au prix de 4,7 dinars et ce, dans le cadre d'une Offre à Prix Ferme de 1.531.916 actions portant sur :

- 1.148.937 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la société représentant 26,12% du capital après réalisation de cette augmentation ; et
- 382.979 actions anciennes à céder par des anciens actionnaires^(*), représentant 8,71% du capital après réalisation de ladite augmentation.

En réponse à l'offre, les intéressés souscriront exclusivement à des quotités d'actions. Chaque quotité est composée de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire et d'une (1) action ancienne à acheter. Ainsi, l'offre porte sur l'acquisition par le public de 382.979 quotités.

1- Présentation de la société

Dénomination sociale : MIP « Maghreb International Publicité ».

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 –2035–, Z.I Charguia I - Tunis.

Forme juridique : Société Anonyme.

Législation particulière applicable :

L'affichage publicitaire est régi par le décret n°2010-261 du 15 février 2010 tel que modifié par le décret n°2010-772 du 20 avril 2010 et le décret n°2012-408 du 17 mai 2012.

Date de constitution : 11/03/2004

Capital social : 3.250.000 dinars divisé en 3.250.000 actions de nominal un (01) dinar entièrement libérées.

Objet social : La société a pour objet :

La publicité commerciale, services et fabrication des moyens de communication publicitaire, affiches etc... en utilisant toute matière nécessaire en Tunisie et à l'Etranger; Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

(*) M. Mehdi CHERIHA (191.489 actions) et M. Mohamed Hédi CHERIHA (191.490 actions)

2- Période de validité de l'offre

L'Offre à Prix Ferme sera ouverte au public du **20/05/2014 au 05/06/2014 inclus**.

3- Date de jouissance des actions

Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance à partir du **1^{er} janvier 2013**.

4- Modalités de paiement du prix

Pour la présente Offre, le prix de l'action de la société MIP, tous frais, commissions, courtages et taxes compris a été fixé à 4,7 dinars.

Le règlement des demandes d'acquisition par les donneurs d'ordres désirant acquérir des quotités d'actions de la société MIP, dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme, s'effectue au comptant auprès des intermédiaires en Bourse au moment du dépôt de la demande. En cas de satisfaction partielle de la demande d'acquisition, le solde sera restitué, sans frais, ni intérêts au donneur d'ordre dans un délai ne dépassant pas les trois (3) jours ouvrables à compter du jour de la déclaration du résultat de l'Offre à Prix Ferme.

5- Etablissements domiciliaires

Tous les intermédiaires en Bourse sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes d'acquisition des quotités d'actions de la société MIP exprimées dans le cadre de la présente Offre.

Le jour de dénouement de l'offre, le montant de l'augmentation de capital est versé dans le compte indisponible n° 20 005 0522399922163 71 ouvert auprès de la Banque Tuniso-Koweïtienne, Agence Centre Urbain Nord, conformément à l'état de dénouement espèces de la STICODEVAM.

6- Mode de placement, modalités et délais de délivrance des titres

L'opération proposée porte sur une Offre à Prix Ferme de 1.531.916 actions dont 382.979 actions anciennes à céder par des actionnaires actuels^(*) et 1.148.937 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation du capital social réservée au public, ce qui correspond à un pourcentage de diffusion auprès de public de 34,82% après réalisation de l'augmentation, telle que décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014.

Le placement s'effectuera en termes de quotités d'actions composées chacune d'une (1) action ancienne et trois (3) actions nouvelles, portant sur un total de 382.979 quotités offertes, correspondant à 382.979 actions anciennes et 1.148.937 actions nouvelles.

Les quotités offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront réparties en deux (2) catégories :

Catégorie A : 268.085 quotités offertes représentant 70% de l'OPF, soit 804.255 actions nouvelles et 268.085 actions anciennes, réservées aux institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54.986 quotités, soit au plus 5% du capital social après augmentation du capital.

Les OPCVM acquéreurs de quotités dans cette catégorie doivent respecter les dispositions légales notamment celles régissant les ratios prudentiels tel que défini au niveau de l'article 29 de la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du Code des Organismes de Placement Collectif et fixant un maximum de 10% de l'actif net en titres de créance ou de capital émis ou garantis par un même émetteur.

(*) M. Mehdi CHERIHA (191.489 actions) et M. Mohamed Hédi CHERIHA (191.490 actions)

Catégorie B : 114.894 quotités offertes représentant 30% de l'OPF, soit 344.682 actions nouvelles et 114.894 actions anciennes, réservées aux personnes physiques et/ou morales, Tunisiennes et/ou étrangères autres que les institutionnels sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5.498 quotités, soit au plus 0,5% du capital social après augmentation du capital.

Les demandes d'acquisition doivent être nominatives et données par écrit aux intermédiaires en Bourse. Ces demandes doivent préciser obligatoirement le numéro, l'heure et la date de dépôt, la quantité de quotités demandée et l'identité complète du demandeur :

L'identité complète du demandeur comprend :

- Pour les personnes physiques majeures tunisiennes : le nom, le prénom, la nature et le numéro de la pièce d'identité nationale,
- Pour les personnes physiques mineures tunisiennes : le nom, le prénom, la date de naissance ainsi que la nature et le numéro de la pièce d'identité nationale du père ou de la mère ou du tuteur légal,
- Pour les personnes morales tunisiennes : la dénomination sociale complète et le numéro d'inscription au registre de commerce,
- Pour les OPCVM : La dénomination, les références de l'agrément et l'identité du gestionnaire,
- Pour les institutionnels autres qu'OPCVM : la dénomination sociale complète ainsi que le numéro d'inscription au registre de commerce, s'il y a lieu. Pour les sociétés d'investissement à capital fixe, il y a lieu de faire suivre leur dénomination sociale par SICAF, et les sociétés d'investissement à capital risque par SICAR,
- Pour les étrangers : le nom, le prénom ou la dénomination sociale, la nature et les références des documents présentés.

Toute demande d'acquisition ne comportant pas les indications précitées ne sera pas prise en considération par la commission de dépouillement.

La demande d'acquisition doit porter sur un nombre de quotités qui ne peut être inférieur à 53 quotités correspondant à 159 actions nouvelles et à 53 actions anciennes, ni supérieur à 5.498 quotités correspondant à 16.494 actions nouvelles et à 5.498 actions anciennes pour les non institutionnels (soit au plus 0,5% du capital social après augmentation du capital), ni inférieur à 265 quotités correspondant à 795 actions nouvelles et 265 actions anciennes, ni supérieur à 54.986 quotités correspondant à 164.958 actions nouvelles et à 54.986 actions anciennes pour les institutionnels (soit au plus 5% du capital social après augmentation du capital).

En tout état de cause, la quantité demandée par demandeur doit respecter la quantité minimale et maximale fixée par catégorie.

En outre, les demandes d'acquisition pour les OPCVM ne peuvent pas porter sur plus de 10% des actifs nets, ayant servi pour le calcul de la dernière valeur liquidative publiée, précédant la date de demande d'acquisition. Tout non-respect de cette condition entraîne la nullité de la demande d'acquisition.

Aucune règle d'antériorité n'est prévue dans la satisfaction des demandes d'acquisitions reçues au cours de la période de validité de l'Offre à Prix Ferme.

Outre la demande d'acquisition qu'elle émet pour son propre compte, une même personne pourra émettre un maximum de :

- Trois (3) demandes d'acquisition à titre de mandataire d'autres personnes. Ces demandes doivent être accompagnées d'un acte de procuration, spécifique à la présente opération, dûment signé et légalisé.
- Un nombre de demandes d'acquisition équivalent au nombre d'enfants mineurs à charge. Ces demandes doivent être accompagnées d'un extrait de naissance.

Tout acquéreur ne peut émettre qu'une seule demande d'acquisition, toutes catégories confondues, déposée auprès d'un seul intermédiaire en Bourse.

En cas de dépôt de plusieurs demandes auprès de différents intermédiaires, seule la première, par le temps, sera acceptée par la commission de dépouillement.

En cas de demandes multiples reproduites chez un même intermédiaire, seule la demande portant sur le plus petit nombre d'actions demandées sera retenue.

Tout intermédiaire chargé du placement des titres est tenu au respect des dispositions énoncées dans le présent chapitre notamment en matière de limitation des mandats et de couverture en fonds des demandes d'acquisition émanant de leurs clients.

L'ensemble des documents cités ci-dessus devra être conservé pour être éventuellement présenté à des fins de contrôle.

Mode de répartition des titres et modalités de satisfaction des demandes d'acquisition

Les actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront réparties en deux (2) catégories :

Catégories	Nombre de quotités	Correspondant à		Répartition en % du capital social après l'opération	Répartition en % de l'OPF	Montant total en dinars
		Nombre d'actions anciennes	Nombre d'actions nouvelles			
Catégorie A : Institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54 986 quotités.	268 085	268 085	804 255	24,38%	70%	5 039 998
Catégorie B : Personnes physiques et/ou morales, Tunisiennes et/ou étrangères autres que les institutionnels sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5 498 quotités.	114 894	114 894	344 682	10,45%	30%	2 160 007
Total	382 979	382 979	1 148 937	34,82%	100%	7 200 005

Le mode de satisfaction des demandes d'acquisition se fera de la manière suivante :

Pour la catégorie A : Les demandes d'acquisition seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport quantité offerte / quantité demandée et retenue. Le reliquat non servi sera réparti par la commission de dépouillement, sans que la part de chaque institutionnel ne dépasse 5% du capital à l'issue de l'opération.

Pour la catégorie B : Les demandes d'acquisition seront satisfaites également par palier jusqu'à l'épuisement des titres alloués à cette catégorie. Les paliers de satisfaction seront fixés par la commission de dépouillement.

En cas d'excédent de titres offerts non demandés par une catégorie, le reliquat sera affecté à l'autre catégorie.

Transmission des demandes et centralisation :

Les intermédiaires en Bourse établissent, par catégorie, les états des demandes d'acquisition reçues de leurs clients dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme.

Les intermédiaires en Bourse transmettront à la BVMT les états des demandes d'acquisition selon les modalités prévues par l'avis de la Bourse qui sera publié à cet effet sur son bulletin officiel.

Ces états doivent être signés par la personne habilitée et comporter le cachet de la société d'intermédiation. En cas de discordance entre l'état figurant sur le support magnétique et l'état écrit, seul l'état écrit fait foi.

Ouverture des plis et dépouillement :

Les états relatifs aux demandes d'acquisition données dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront communiqués sous plis fermés par le bureau d'ordre central de la Bourse à la commission de dépouillement composée de représentants de la BVMT et de MCP, intermédiaire en Bourse chargé de l'opération, et en présence du commissaire du gouvernement auprès de la BVMT, des représentants du CMF et de l'AIB. La Bourse procèdera au dépouillement des états, affectera les quotas et établira un procès-verbal à cet effet à soumettre à la commission.

7- Déclaration des résultats :

Dès la réalisation de l'opération de dépouillement des demandes d'acquisition, le résultat de l'Offre à Prix Ferme fera l'objet d'un avis qui sera publié sur les Bulletins Officiels de la BVMT et du CMF précisant la suite donnée à l'Offre et, en cas de suite positive, l'avis précisera par intermédiaire, le nombre de quotités attribué, les demandes retenues et la réduction éventuelle dont les demandes d'acquisition seront frappées.

8- Règlement des espèces et livraison des titres :

Au cas où l'offre connaîtrait une suite favorable, la BVMT communiquera à chaque intermédiaire, le lendemain de la publication de l'avis de résultat, l'état détaillé de ses demandes d'acquisition retenues et la quantité attribuée à chacun d'eux.

Chaque intermédiaire est tenu d'envoyer à la STICODEVAM les ordres de ségrégation des quantités acquises retenues par catégorie d'avoirs et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de la STICODEVAM. Le règlement des espèces et la livraison des titres seront effectués trois (03) jours ouvrables après la date de résultat de l'offre, via la compensation de la STICODEVAM.

La STICODEVAM a attribué en date du 12/03/2014 aux actions anciennes de la société MIP le code ISIN TN0007660012.

La société MIP s'engage à demander la prise en charge de ses actions nouvelles et anciennes par la STICODEVAM dès la réalisation définitive de l'augmentation du capital en numéraire.

Ainsi, les opérations de règlement et de livraison seront assurées par cette dernière.

Le registre des actionnaires sera tenu par MCP, intermédiaire en Bourse.

9- Cotation des titres

La date de démarrage de la cotation des titres, sur le marché alternatif de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, fera l'objet d'un avis qui sera publié au bulletin officiel de la BVMT.

Toutefois, la cotation des actions nouvelles ne démarrera qu'après l'accomplissement des formalités juridiques de l'augmentation du capital. Ainsi, les actions nouvelles ne seront cessibles et négociables qu'après la publication d'un avis dans le bulletin officiel de la BVMT.

10- Avantage fiscal

L'article 1^{er} de la loi n° 2010-29 du 07 juin 2010, relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la Bourse, stipule que *"Le taux de l'impôt sur les sociétés prévu par les premier et quatrième alinéas du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, est réduit à 20% pour les sociétés qui procèdent à l'admission de leurs actions ordinaires à la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis à condition que le taux d'ouverture du capital au public soit au moins égal à 30%, et ce, pendant cinq ans à compter de l'année de l'admission. Cette réduction est accordée aux sociétés qui procèdent à l'admission de leurs actions ordinaires à*

la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis au cours de la période allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014”.

Par conséquent, et vu que l'introduction de la société MIP porte sur 34,82% de son capital social après augmentation du capital, elle pourrait bénéficier de cet avantage fiscal.

11- Listing sponsor

La société MAC SA, intermédiaire en Bourse, a été désignée par la société « MIP » pour assurer la fonction de Listing Sponsor. Elle aura pour mission d'assister la société pendant son introduction au marché alternatif de la cote de la Bourse et de l'accompagner pour l'accomplissement de ses obligations légales et réglementaires d'informations périodiques et permanentes et ce, pendant au moins les deux exercices suivant son introduction.

Cette mission pourrait être prolongée dans le cas où il n'y aurait pas eu transfert de cotation de MIP sur le marché principal de la cote de la Bourse. En cas de résiliation du mandat, pour quelque motif que ce soit, la société MIP doit, sans délai, désigner un nouveau Listing Sponsor. Le Conseil du Marché Financier doit être informé de toute désignation.

12- Contrat de liquidité

Un contrat de liquidité pour une période d'une année à partir de la date d'introduction est établi entre MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse et les deux actionnaires de référence M. Mehdi CHERIHA et M. Mohamed Hédi CHERIHA portant sur 6,94% du produit de l'Offre à Prix Ferme, soit un montant de 250.000 dinars et 53.192 titres.

13- Régulation du cours boursier

Les actionnaires de la société MIP se sont engagés, après l'introduction de la société en Bourse, à obtenir lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de la société, les autorisations nécessaires pour la régulation du cours boursier et ce, conformément à l'article 19 nouveau de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

Le contrat de régulation sera confié à MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse.

Un prospectus d'Offre à Prix Ferme –OPF– et d'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse visé par le Conseil du Marché Financier sous le numéro 14-0860 du 29 avril 2014, est mis à la disposition du public, sans frais, auprès de la société «MIP», de MCP-intermédiaire en Bourse chargé de l'opération et sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Banque Zitouna

Siège social : 2, Avenue Qualité de vie – 2015 Le Kram

La Banque Zitouna publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date 30 mai 2014. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des Commissaires aux Comptes Mr Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI et Mr Chiheb GHANMI.

BILAN

En 1000 Dinars

	Notes	31/12/2013	31/12/2012
<u>ACTIF</u>			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP, et TGT	5-1-1	73 011	67 223
Créances sur les établissements bancaires et financiers	5-1-2	183 578	123 356
Créances sur la clientèle	5-1-3	647 169	430 192
Portefeuille-titre commercial	5-1-4	10	10 (*)
Portefeuille d'investissement	5-1-5	4 703	4 703 (*)
Valeurs immobilisées	5-1-6	48 421	46 891
Autres actifs	5-1-7	34 717	18 649
TOTAL ACTIF		991 609	691 024
<u>PASSIF</u>			
Banque Centrale et CCP		-	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	5-2-1	11 537	1 863
Dépôts et avoirs de la clientèle	5-2-2	866 978	595 049
Dettes de financements et Ressources spéciales	5-2-3	9 253	11 204
Autres passifs	5-2-4	46 898	27 644
TOTAL PASSIF		934 666	635 760
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Capital Social		70 000	70 000
Réserves		10 000	10 000
Actions propres		-	-
Autres capitaux propres		-	-
Résultats reportés		(24 736)	(23 568)
Résultat de l'exercice		1 679	(1 168)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	5-2-5	56 943	55 264
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		991 609	691 024

(*) Retraité pour les besoins de comparabilité

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

En 1000 Dinars

	Notes	31/12/2013	31/12/2012
PASSIFS ÉVENTUELS			
Cautions, avals et autres garanties données	7-1	14 495	12 344
Crédits documentaires	7-2	10 626	17 268
TOTAL DES PASSIFS ÉVENTUELS		25 121	29 612
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement en faveur de la clientèle	7-3	112 784	137 976
Engagements sur titres		-	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES		112 784	137 976
ENGAGEMENTS REÇUS			
Garanties reçues	7-4	279 841	215 081
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS		279 841	215 081

ÉTAT DE RÉSULTAT

En 1000 Dinars

	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Produits d'exploitation bancaire			
Profits et revenus assimilés	8-1	44 013	28 437
Commissions	8-2	9 682	6 495
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	8-3	3 612	2 289
Revenus du portefeuille d'investissement		-	374
Total produits d'exploitation bancaire		57 307	37 595
Charges d'exploitation bancaire			
Charges encourus et assimilées	8-4	(16 761)	(11 792)
Commissions encourues		(640)	(519)
Total charges d'exploitation bancaire		(17 401)	(12 311)
PRODUIT NET BANCAIRE		39 906	25 284
Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	8-5	(2 268)	(2 143)
Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	8-6	-	5 128
Autres produits d'exploitation		158	52
Frais de personnel	8-7	(19 844)	(15 310)
Charges générales d'exploitation	8-8	(9 448)	(6 393)
Dotations aux amortissements sur immobilisations		(6 777)	(7 671)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		1 727	(1 053)
Solde en gain provenant des autres éléments ordinaires		(45)	31
Impôts sur les sociétés	8-9	-	(50)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		1 682	(1 072)
Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires		(3)	(96)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		1 679	(1 168)
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (DT)	8-10	0,024	(0,017)

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

En 1000 Dinars

	Notes	31/12/2013	31/12/2012
<u>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</u>			
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenu du portefeuille d'investissement)		56 482	36 018
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(18 146)	(12 689)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à des établissements financiers		(47 955)	12 016
Dépôts / Retraits dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		9 676	956
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(208 939)	(160 165)
Dépôts / Retraits dépôts auprès de la clientèle		271 294	175 548
Titres de placement / Titres de transaction		150	-
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(24 369)	(19 652)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(12 515)	2 248
Impôts sur les sociétés		(136)	(28)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		25 542	34 252
<u>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</u>			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		-	374
Acquisitions cessions sur portefeuille d'investissement		(150)	19 211
Acquisitions cessions sur immobilisations		(5 790)	(2 895)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		(5 940)	16 690
<u>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</u>			
Émission / Remboursement d'emprunts		(1 943)	(1 834)
Augmentation / diminution ressources spéciales		-	-
Dividendes versés		-	-
Encaissement suite à l'émission d'actions		-	-
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		(1 943)	(1 834)
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités			
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		17 659	49 108
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		73 612	24 504
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	9	91 271	73 612

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Présentation de la banque :

Banque Zitouna est une Société Anonyme au capital de 70.000.000 de dinars, créée en 2009, et régie par la Loi N° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la Loi n° 2006-19 du 02 mai 2006.

Banque Zitouna est une banque commerciale universelle. Son capital social est divisé en 70.000 000 actions de 1 DT chacune, réparties comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage
L'État Tunisien (*)	61 199 980	87%
La Société Poulina Group Holding PGH	2 000 000	3%
La Société Centrale Laitière du Cap Bon	2 000 000	3%
La Société Ulysse Trading & Industrial	2 000 000	3%
La société T.T.S. Financière	2 000 000	3%
M. Rafik Bouchammaoui	800 002	1%
Autres	18	0%
Total	70 000 000	100%

(*) Détient d'une façon directe 2% et d'une façon indirecte 85% à travers « El Karama Holding » et la société « Portefeuille Invest » .

2. Référentiel d'élaboration et de présentation des états financiers

Les états financiers de la Banque Zitouna sont préparés et présentés en respectant :

- Les principes comptables généralement admis prévus par le système comptable tunisien des entreprises
- Les principes comptables applicables aux établissements financiers islamiques, tels que promulgués par « the Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions».
- Et les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie.

Le respect de la réglementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :

- Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21-NCT 25)
- La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41)
- La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991, relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19 mars 1999 ;
- Les principes comptables des établissements financiers islamiques, tels que promulgués par « the Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions ».

Dans les cas de divergence entre les différentes sources, l'établissement des états financiers respecte dans tous les cas les concepts et les principes prévus par le cadre conceptuel ainsi que la hiérarchie susvisée.

3. L'exercice comptable

L'exercice comptable commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

4. Principes et méthodes comptables

Les états financiers de la Banque Zitouna sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

4-1. LES RÈGLES DE PRISE EN COMPTE DES PRODUITS

Les revenus sont les produits provenant de l'exploitation de la banque. Un revenu ne peut être comptabilisé qu'au moment de sa réalisation. La prise en compte du revenu n'est effectuée que dans l'un des cas suivants :

- une réalisation du revenu au moment de la transaction ;
- une réalisation du revenu lors de l'exécution du contrat ;
- une réalisation du revenu lors du recouvrement des prestations de services

Dans ce cadre :

- Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financements, sont prises en compte dans le résultat de la banque au moment de leur perception.
- Les commissions relatives aux engagements par signature (lettres de crédits, lettres de garantie, etc.) sont prises en compte dans le résultat à mesure qu'elles sont courues ;
- Les profits, relatifs à des créances courantes, sont pris en compte dans le résultat à mesure qu'ils sont courus ;
- Les profits échus et non encore encaissés, relatifs à des créances douteuses (incertaines, préoccupantes ou compromises), sont constatés en profits réservés et présentés en déduction des "Créances sur la clientèle". Ces profits sont pris en compte dans le résultat de la banque à mesure de leur encaissement.
- Les produits prohibés par les normes islamiques ne sont pas comptabilisés au résultat de l'exercice et sont portés dans des comptes d'attente du passif courant (Nafaa Elaam), en attendant leur liquidation par le conseil d'administration ou l'assemblée générale de la Banque, sous la supervision du comité Chariâa.
- Les profits relatifs à des créances douteuses comptabilisés précédemment mais non payés, sont à déduire du résultat de l'exercice. Ces profits sont comptabilisés en tant que profits réservés et traités en tant que tels.

4-2. LA RÉMUNÉRATION DES COMPTES

A la date de chaque arrêté, les profits encaissés relatifs à des opérations de financement et d'investissement dont l'origine des fonds au départ était des comptes Tawfir, des comptes participatifs, des comptes à vue, des contrats Istithmar et/ou du capital libre de la banque, sont répartis entre la banque et les détenteurs de ces comptes en fonction de la contribution de chaque intervenant dans ces financements et de la clé de répartition contractuelle.

En outre, les principes islamiques de solidarité des exercices et de sauvegarde des intérêts des déposants, tels que stipulés par la norme 11, prévoient la possibilité de constituer, après accord des titulaires des comptes participatifs, deux types de réserves spécifiques : une réserve d'équilibre des profits et une réserve pour risque d'investissement.

- Réserve d'équilibre des profits : Cette provision est prélevée de la masse des profits à servir aux déposants, avant prélèvement de la quote-part de la banque en tant que Moudhareb. Les montants logés sous cette rubrique, sont repartis proportionnellement entre la banque et les déposants.

La quote-part des déposants est rattachée aux dépôts et avoirs de la clientèle.

- Réserve pour risque d'investissement : Cette réserve est prélevée de la masse des profits à distribuer aux déposants, après prélèvement de la quote-part de la banque en tant que Moudhareb.

Les montants, logés sous cette rubrique, sont du droit des déposants et doivent, par conséquent, être rattachés aux dépôts et avoirs de la clientèle.

4-3. EZZAKET

La banque ne procède pas à la liquidation d'Ezzaket puisqu'elle n'a pas été expressément mandatée à liquider Ezzaket ni par une loi, ni par ses statuts, ni par l'assemblée générale des actionnaires, ni par les clients.

4-4. LES RÈGLES DE PRISE EN COMPTE DES CHARGES

Toutes les charges ayant concouru à la réalisation des revenus relatifs à l'exercice comptable, doivent être déterminées et rattachées à ce même exercice.

Le rattachement des charges aux produits s'effectue, entre autres, par le biais des comptes de régularisation qui sont utilisés pour répartir les charges et les produits dans le temps de manière à rattacher à chaque exercice seulement les charges et les produits qui le concernent.

4-5. LES RÈGLES D'ÉVALUATION DES CRÉANCES

4-5-1. Provision à caractère individuel

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 de la Banque Centrale de Tunisie, une évaluation de l'ensemble des créances de la Banque est effectuée sur la base de la situation, à la date d'arrêté, et compte tenu des événements postérieurs à cette date.

Cette évaluation est accompagnée d'une appréciation de l'ensemble des garanties déductibles au sens de la circulaire n°91-24 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles.

Ces deux opérations conduisent la Banque à déterminer un montant de provisions requis, un montant de la dotation aux provisions et un montant de produits réservés.

Les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT après déduction des garanties considérées comme valables.

(i) Prise en compte des garanties :

Les garanties qui ont été considérées comme juridiquement valables sont :

- les garanties reçues de l'Etat tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- les garanties matérialisées par des instruments financiers ;
- les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière, réalisables dans un délai raisonnable ;

- les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI ou l'AFT ;
- les hypothèques maritimes dûment enregistrées.

(ii) Taux de provision

Les provisions sur engagements sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24, telle que modifiée par les textes subséquents, qui définit les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classe	Taux de provision
1	0 %
2	20 %
3	50 %
4	100 %

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

4-5-2. Provision à caractère général

En application la circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par la circulaire n° n° 2012-09 du 29 juin 2012, la banque a constitué une provision à caractère général dite « provision collective » par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2013 pour couvrir les risques latents sur l'ensemble des actifs courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe

4-5-3. Provisions additionnelles

Selon la circulaire n° 2013-12 du 31 décembre 2013, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante :

$$A=N-M+1$$

A : ancienneté dans la classe 4

N: Année d'arrêté des comptes

M : année de la dernière migration vers la classe 4

On entend par risque net, la valeur de l'actif après déduction :

- des agios réservés ;
- des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

4-6. LES RÈGLES D'ÉVALUATION DES TITRES

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie, l'évaluation des titres détenus par la Banque est effectuée comme suit :

- Les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat.
- Les titres de placement sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Il ne peut y avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres.

La moins-value latente ressortant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus-values latentes qui ne sont pas constatées.

- Les titres d'investissement sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Le traitement des plus-values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement. Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivants :
 - Une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.
 - L'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres.

4-7. PORTEFEUILLE ENCAISSEMENT ET COMPTES EXIGIBLES APRÈS ENCAISSEMENT

Les éléments détenus par la banque pour le compte de tiers, en attente d'encaissement figurent au niveau des états financiers. La banque a opté pour leur traitement au sein de la comptabilité financière en utilisant des comptes matières spécifiques à ces valeurs. Les comptes utilisés sont compensés pour le besoin de la présentation des états financiers.

4-8. CONVENTION DE PRÉÉMINENCE DU FOND SUR LA FORME

Les opérations effectuées par la banque sont comptabilisées conformément à leur nature et réalité financière sans tenir compte uniquement de leur apparence juridique. C'est le cas des opérations de Mourabaha et d'Ijara.

4-9. LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement aux taux suivants :

Nature des immobilisations	Taux d'amortissement
Immeubles	5%
Agencement et Aménagement	10%
Matériel et mobilier de bureau	10%
Matériel roulant	20%
Matériel informatique	20%
Droit d'usage	4%
Logiciels informatiques	33%

4-10. CONVERSION DES OPERATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations en devises sont traitées séparément dans une comptabilité autonome au titre de chacune des devises concernées et sont converties dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base du cours de change moyen interbancaire en date d'arrêté utilisé pour l'ensemble des opérations comptabilisées dans chaque devise au cours de cette période.

4-11. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Le résultat fiscal est déterminé en application des règles du droit commun.

5. NOTES RELATIVES AU BILAN

5-1. ACTIF

5-1-1. Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 73 011 KDT contre 67 223 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Caisse	11 392	12 903
Comptes ordinaires BCT	60 764	53 568
Chèques Postaux	855	752
	<u>73 011</u>	<u>67 223</u>

5-1-2. Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 183 578 KDT contre 123 356 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Banques résidentes	(i)	30 595	40 245
Banques non-résidentes	(ii)	55 121	22 895
Organismes financiers spécialisés	(iii)	97 000	59 750
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers et bancaires		862	466
		<u>183 578</u>	<u>123 356</u>

(i) La rubrique « banques résidentes » enregistre les opérations de Mourabaha interbancaire en dinars et les valeurs en dinars auprès de ces banques.

(ii) La rubrique « banques non résidentes » enregistre les opérations de Mourabaha interbancaire et les valeurs en devise auprès de ces banques.

(iii) La rubrique « organismes financiers spécialisés » est constituée des certificats de leasing placés auprès des sociétés de leasing.

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois et moins de 6 mois	entre 6 mois et 1 an	Plus d'1an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Banques résidentes	30 595	-	-	-	-	30 595
Banques non résidentes	38 708	-	16 413	-	-	55 121
Organismes financiers	97 000	-	-	-	-	97 000
Créances rattachées	775	-	87	-	-	862
Total	167 078	-	16 500	-	-	183 578

5-1-3. Créances sur la clientèle

Le solde des créances sur la clientèle s'élève au 31 décembre 2013 à 647 169 KDT contre 430 192 KDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Portefeuille Mourabaha	(i)	538 033	366 873
Comptes débiteurs de la clientèle	(ii)	438	504
Portefeuille Ijara		81 036	37 374
Autres financements à la clientèle	(iii)	30 084	25 819
Créances rattachées aux comptes de la clientèle		3 642	3 134
Total brut		653 233	433 704
Provisions pour créances douteuses		(3 061)	(1 236) (*)
Provision Collective		(1 719)	(1 088) (*)
Provisions additionnelles		-	-
Agios réservés		(1 284)	(1 188)
Total net		647 169	430 192

(*) Retraité pour les besoins de comparabilité : En 2012, les provisions pour créances douteuses contenaient la provision collective.

La ventilation des créances brutes sur la clientèle au 31 décembre 2013 selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois et moins de 6 mois	entre 6 mois et 1 an	Plus d'1an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Portefeuille financement (mourabha & ijara)	81 980	53 616	58 262	271 872	153 339	619 069
Compte débiteur de la clientèle	438	-	-	-	-	438
Autres financements à la clientèle	24 941	519	896	2 600	1 128	30 084
Créances rattachées	3 642	-	-	-	-	3 642
Total	111 001	54 135	59 158	274 472	154 467	653 233

(i) Portefeuille Mourabaha

Le portefeuille Mourabaha enregistre l'ensemble des opérations de financements à court, long et moyen terme, octroyés par la banque à la clientèle.

(ii) Comptes débiteurs de la clientèle

Il s'agit des comptes débiteurs non rémunérés des clients ordinaires. L'octroi de cet avantage aux clients n'est pas automatique. Il est soumis à une autorisation préalable auprès de la direction générale. Aucun profit n'est constaté sur les débits en comptes.

(iii) Autres financements à la clientèle

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31 décembre 2013, à 30 084 KDT et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Total créances douteuses	(i) 25 379	16 327
Valeurs impayées des créances saines	3 903	8 646
Arrangements, rééchelonnements et consolidations	802	846
	30 084	25 819

(i) La défalcation des créances douteuses selon la classe de risque se présente comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Créances de la classe 2	2 615	1 681
Créances de la classe 3	5 551	3 400
Créances de la classe 4	17 213	11 246
	25 379	16 327

5-1-4. Portefeuille-titre commercial

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Titres de Placement à revenu variable	10	10 (*)
Créances rattachées au compte portefeuille titre commercial	0	0
Total brut	10	10
Provision pour dépréciation	0	0
Total Net	10	10

(*) *Retraité pour les besoins de comparabilité*

5-1-5. Portefeuille-titre d'investissement

Le solde de cette rubrique s'élève à 4 703 KDT au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

(*) *Retraité pour les besoins de comparabilité*

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Titres de participation	(i) 4 703	4 553
Créances rattachées aux titres d'investissement	0	0
Total brut	4 703	4 553
Provision pour dépréciations de titres	0	0
Total Net	4 703	4 553

(i) Le portefeuille titres d'investissement se détaille comme suit :

Titres de participation	Valeur comptable nette
Titres ZITOUNA TAKAFUL	4 500
Titres Zitouna LLD	150
Titres SIBTEL	53
Titres APTBEF	-
Total	4 703

5-1-6. Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées ont atteint un montant de 48 421 KDT au 31 décembre 2013 contre 46 891 KDT au 31 décembre 2012 et s'analysent comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Logiciels et serveurs	5 090	4 424
Droit d'usage	1 714	1 608
Constructions	29 610	29 023
Agencements et aménagements	10 822	8 234
Matériels et équipements de bureau	3 240	2 578
Matériels informatiques	4 820	3 868
Matériels de transport	845	807
Terrain	3 814	3 814
Autres matériels	582	536
Agencements et aménagements en cours	478	156
Constructions en cours	2 505	1 880
Valeur brute des immobilisations	63 520	56 928
Amortissements	(15 099)	(10 037)
Valeurs nettes en fin de période	48 421	46 891

L'évolution détaillée des valeurs immobilisées, au cours de l'exercice 2013, se présente comme suit :

Libellé	Valeur Brute au 31/12/2012	Acquisition -Cession	Valeur Brute au 31/12/2013	Amort. au 31/12/2012	Dotations aux Amort.	Reprises	Amort. au 31/12/2013	VCN au 31/12/2013
Immobilisations d'exploitation	29 023	587	29 610	2 968	1 466	1	4 433	25 177
Terrain	3 814	-	3 814	-	-	-	-	3 814 (*)
Agencements et aménagements	8 234	2 588	10 822	1 695	966	6	2 655	8 167
Mobilier et Matériels	11 406	2 326	13 732	4 749	2 404	-	7 153	6 579
Matériel de Transport	807	38	845	470	165	-	635	210
Immobilisations en cours	2 036	947	2 983	-	-	-	-	2 983
Immobilisations Incorporelle	1 608	106	1 714	155	68	-	223	1 491
Total Général	56 928	6 592	63 520	10 037	5 069	7	15 099	48 421

(*)Le terrain sur le quel est édifié le siège social est hypothéqué au profit de l'ATB « Arab Tunisian Bank ».

5-1-7. Autres actifs

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 34 717 KDT contre 18 649 KDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Débiteurs divers (i)	15 635	8 123
Comptes de régularisation (ii)	18 784	8 520
Non valeurs (iii)	298	2 006
	34 717	18 649

(i) Les débiteurs divers sont analysés comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Dépôts et cautionnements constitués par la banque	12	12
Avances sur commandes	43	40
Retenue à la source	22	3
TVA déductible	14 030	7 723
Autres Impôts et taxes à récupérer	29	82
Avance sur impôt IS (1)	170	-
Autres débiteurs divers	1 329	263
	15 635	8 123

(1) La banque Zitouna est soumise à l'impôt sur les sociétés au taux de 35 % selon les règles du droit commun. Egalement, elle ne bénéficie d'aucune exonération résultante d'avantages fiscaux accordés ou autres.

Etant donné que la banque dégage un déficit fiscal de 20 423 mille de dinars, l'impôt annuel est égal à 0,2% du chiffre d'affaires brut local, soit un minimum de 170 mille de dinars et ce en vertu de l'article 48 de la loi de finances 2014.

Ce minimum est considéré comme une avance d'impôt et il est déductible de l'impôt sur les sociétés successivement au titre des exercices ultérieurs et ce dans la limite de la cinquième année inclusivement et sans que la déduction aboutisse à un impôt inférieur au minimum d'impôt.

(ii) Les comptes de régularisation sont analysés comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Débites à régulariser et divers	580	1 653
Biens Mourabaha	13 609	6 216
Biens Ijara	2 578	25
Biens Khadamet	20	-
Charges payées ou comptabilisées d'avance	1 990	621
Compte d'ajustement devise	7	5
	18 784	8 520

(iii) Les non valeurs, constituées des charges à répartir et des frais préliminaires de constitution et de premier établissement de la banque, se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	298	1 031
Frais préliminaires	-	975
	298	2 006

Jusqu'au 31 décembre 2013, les frais préliminaires et les charges à répartir ont fait l'objet d'une résorption, respectivement, de 975 KDT et 733 KDT.

5-2. PASSIF

5-2-1. Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 11 537 KDT contre 1 863 KDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Organismes financiers spécialisés	(i)	11 524	1 848
Dettes rattachées aux dépôts des établissements financiers et bancaires		13	15
		<u>11 537</u>	<u>1 863</u>

(i) Il s'agit des comptes de dépôts et des contrats Istithmar des organismes financiers spécialisés.

La répartition des dépôts des établissements bancaires selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois et moins de 6 mois	entre 6 mois et 1 an	Plus d'1an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Moudharba interbancaire	-	-	-	-	-	-
Organisme financier spécialisée	11 209	-	315	-	-	11 524
Dettes rattachées	9	-	4	-	-	13
Total	11 218	-	319	-	-	11 537

5-2-2. Dépôt de la clientèle

Les dépôts de la clientèle s'élèvent au 31 décembre 2013 à 866 978 KDT contre 595 049 KDT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Comptes à vue	(i)	293 557	201 227
Comptes d'épargne	(ii)	336 460	207 430
Autres produits financiers	(iii)	125 825	79 137
Comptes dépôts participatifs	(iv)	85 384	90 725
Autres sommes dues à la clientèle	(v)	23 888	15 303
Dettes rattachées aux comptes de la clientèle		1 864	1 227
		<u>866 978</u>	<u>595 049</u>

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Plus de 6 mois et moins de 1an	Entre 1 an et 5 ans	plus de 5 ans	Total
Comptes à vue	293 557	-	-	-	-	293 557
Comptes d'épargne	336 460	-	-	-	-	336 460
Autres produits financiers	52 023	23 346	42 913	7 538	5	125 825
Comptes de dépôts participatifs	85 384	-	-	-	-	85 384
Autres sommes dues à la clientèle	23 888	-	-	-	-	23 888
Dettes rattachées	1 864	-	-	-	-	1 864
Total	793 176	23 346	42 913	7 538	5	866 978

(i) Les comptes à vue représentent les comptes en dinars et les comptes réglementés non rémunérés. Ils se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Comptes chèques entreprises	78 335	47 016
Comptes chèques particuliers	148 760	104 031
Comptes réglementés en devises	64 918	48 604
Comptes réglementés en dinars	1 544	1 576
	<u>293 557</u>	<u>201 227</u>

La composition des dépôts à vue selon le secteur d'activité de la clientèle, s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Compagnies d'assurances	289	266
Entreprises publiques	161	794
Autres clientèles commerciales	78 134	44 887
Comptes de non-résidents	65 248	49 164
Clients particuliers	149 725	106 116
	<u>293 557</u>	<u>201 227</u>

(ii) Les comptes d'épargne sont analysés ainsi :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Hissab Tawfir	336 430	207 375
Comptes Tawfir Poste	30	55
	<u>336 460</u>	<u>207 430</u>

(iii) Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Contrats Istithmar Mouwajah	83 835	49 338
Contrats Istithmar	41 990	29 799
	<u>125 825</u>	<u>79 137</u>

(iv) Les dépôts participatifs représentent les comptes participatifs entreprises et les comptes réglementés (les comptes en devises et les comptes en dinars convertibles) rémunérés :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Comptes participatifs entreprises	70 814	82 571
Comptes en dinars convertibles	5 938	3 771
Comptes en devise	8 632	4 383
	<u>85 384</u>	<u>90 725</u>

(v) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Comptes indisponibles	9 870	5 715
Réserve d'Equilibre de Profit « PER »	3 291	1 184
Autres provisions constituées par la clientèle	10 727	8 404
	<u>23 888</u>	<u>15 303</u>

(i) Conformément aux dispositions de la norme comptable des établissements financiers islamiques n°11, la banque a prélevé un montant de 3 291 KDT sur les profits revenant aux déposants. Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Comptes participatifs entreprises	971	388
Comptes participatifs règlementés en TNC	35	24
Comptes d'épargne	1 126	92
Istithmar : 03 mois < Maturité < 06 mois	351	265
Istithmar : 06 mois < Maturité < 12 mois	370	186
Istithmar : 12 mois < Maturité < 24 mois	344	187
Istithmar : Maturité ≥ 24 mois	50	15
Comptes participatifs EUR	44	27
Total	3 291	1 184

5-2-3. Dettes de financements et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique, constituée d'un financement contracté auprès d'une banque non résidente, s'élève au 31 décembre 2013 à 9 253 KDT contre 11 204 KDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Emprunts et ressources spéciales	9 211	11 154
Dettes rattachées aux Emprunts et ressources spéciales	42	50
	9 253	11 204

5-2-4. Autres passifs

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 46 898 KDT contre 27 644 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Comptes de régularisation	(i)	12 359	8 741
Créditeurs divers	(ii)	31 685	16 677
Comptes exigibles après encaissement	(iii)	2 465	1 650
Siège, succursale et agences		4	2
Provisions pour risques et charges	(iv)	385	574
		46 898	27 644

(i) Les comptes de régularisation se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Charges à payer	2 754	1 794
Produits perçus ou comptabilisés d'avance	40	148
Crédits à régulariser et divers	62	179
Compensation à régler	9 503	6 620
	12 359	8 741

(ii) Les créditeurs divers se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Fournisseurs Murabaha	21 878	12 055
Fournisseurs Ijara	3 336	385
Fournisseurs Khadamet	20	
Autres Fournisseurs	1 770	1 029
Organismes de prévoyance sociale	1 589	1 522
Etat impôts et taxes	2 950	1 585
Autres Créditeurs divers	142	101
	31 685	16 677

(iii) Les comptes exigibles après encaissement se détaillent comme suit :

Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	11 218	-	319	-	-	11 537
Dépôts et avoirs de la clientèle	793 176	23 346	42 913	7 538	5	866 978
Dettes de financements et ressources spéciales	546	511	1044	7152	-	9 253
Autres Passifs	46 898	-	-	-	-	46 898
Capitaux Propres	-	-	-	-	56 943	56 943
Total Passif	851 838	23 857	44 276	14 690	56 948	991 609
Position Nette	(468 018)	30 314	31 360	263 480	143 864	0

La répartition des actifs et passifs de la banque arrêtés au 31 décembre 2013, se détaille comme suit :

7. NOTES RELATIVES AUX ENGAGEMENTS HORS BILAN

7-1. Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31 décembre 2013, à 14 495 contre 12 344 KDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
En faveur d'établissements bancaires et financiers	4 595	3 739
En faveur de la clientèle	9 900	8 605
Cautions pour marchés	6 342	5 836
Cautions diverses	3 558	2 769
	14 495	12 344

7-2. Crédits documentaires

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 10 626 contre 17 268 KDT au 31/12/2012 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Ouverture de crédits documentaires	5 865	10 472
Acceptations à payer liées au financement du commerce extérieur	4 761	6 796
	10 626	17 268

7-3. Engagements de financement donnés

Ce sont les accords de financement que la banque s'est engagée à mettre à la disposition de ses clients. Ils s'élèvent, au 31 décembre 2013 à 112 784 KDT.

7-4. Garanties reçues

Les garanties reçues s'élèvent, au 31 décembre 2013 à 279 841 KDT, contre 215 081 KDT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Garanties reçues des banques non-résidentes	14 772	-
Garanties reçues de la clientèle	265 069	215 081
	279 841	215 081

7-5. Opérations en devises

Les opérations en devises comptabilisées en hors bilan représentent les opérations d'achat et de vente de devises au comptant et sont défalquées au 31 décembre 2013 comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Achat au comptant	1 087	1 601
Vente au comptant	1 915	2 014
	<u>3 002</u>	<u>3 615</u>

8. NOTES RELATIVES À L'ETAT DE RÉSULTAT

8-1. Profits et revenus assimilés

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 44 013 KDT contre 28 437 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire	(i)	7 898	5 686
Produits sur opérations de financement	(ii)	35 120	21 813
Revenus assimilés	(iii)	995	938
		<u>44 013</u>	<u>28 437</u>

(i) Les produits sur opérations interbancaires se détaillent comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Produits sur opérations de Mourabaha interbancaire		2 200	2 029
Produits sur certificats de leasing		5 698	3 657
		<u>7 898</u>	<u>5 686</u>

(ii) Les produits sur opérations de financement se présentent comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Produits sur opérations de Mourabaha		30 671	19 981
Produits sur financement Ijara		4 449	1 832
		<u>35 120</u>	<u>21 813</u>

(iii) Les revenus assimilés sont constitués des commissions sur avals, cautions et acceptations bancaires.

8-2. Commissions

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 9 682 KDT contre 6 495 KDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Commissions prélevées sur les opérations bancaires		2 891	2 061
Commissions de tenue de comptes		1 925	1 253
Commissions sur activités de commerce international		295	113
Commissions sur activités monétiques		914	637
Commissions sur les opérations télématiques		317	152
Commissions sur les financements		3 340	2 279
		<u>9 682</u>	<u>6 495</u>

8-3. Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 3 612 KDT contre 2 289 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Gains de change	5 074	3 243
Pertes de change	(1 462)	(954)
	<u>3 612</u>	<u>2 289</u>

8-4. Charges encourues et assimilées

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 16 761 KDT contre 11 792 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Charges sur opérations trésorerie et interbancaire	588	699
Charges sur les dépôts de la clientèle	(i) 16 173	11 093
	<u>16 761</u>	<u>11 792</u>

(i) Le solde de ce compte s'analyse comme suit :

		<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Dépôts participatifs	(1)	3 428	2 320
Comptes Tawfir	(2)	8 045	3 125
Comptes Istithmar	(3)	2 190	1 352
Comptes Istithmar Mouajah		2 510	4 296
		<u>16 173</u>	<u>11 093</u>

- (1) Les dépôts participatifs sont constitués des dépôts participatifs entreprises, des comptes participatifs réglementés en devises et en dinars convertibles.
- (2) Les comptes Tawfir sont les comptes spéciaux d'épargne rémunérés selon le principe de partage de pertes et profits.
- (3) Les comptes Istithmar sont les placements de la clientèle pour une durée supérieure à 3 mois rémunérés selon le principe de partage des pertes et profits

Les indicateurs des profits servis aux comptes Istithmar, comptes Tawfir et comptes dépôts participatifs, issus de la répartition des profits générés des financements et des investissements effectués par la banque, se présentent comme suit :

Nature de Dépôt	Taux de profit année 2013
Comptes participatifs entreprises	2%
Comptes spéciaux en dinar convertible	2,53%
Comptes étrangers en dinar convertible	2,53%
Comptes Tawfir	2,72%
Contrats Istithmar : 03 mois < Maturité < 06 mois	3,49%
Contrats Istithmar : 06 mois < Maturité < 12 mois	3,98%
Contrats Istithmar : 12 mois < Maturité < 24 mois	4,47%
Contrats Istithmar : Maturité ≥ 24 mois	4,97%

8-5. Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 2 268 KDT contre 2 143 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Dotations aux provisions sur créances douteuses	2 164	1 067
Dotations aux provisions collectives	632	1 088
Reprises de provisions sur créances douteuses	(329)	(263)
Abandon de créances	-	81
Dotations aux provisions pour risques et charges	1	170
Reprise sur provisions pour risques et charges	(200)	
	<u>2 268</u>	<u>2 143</u>

8-6. Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Le solde de cette rubrique au 31 décembre 2013 est nul contre 5 128 au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement	-	-
Reprises de provisions sur titre d'investissement	-	5 352
Moins value sur cession de titre d'investissement	-	(224)
	<u>-</u>	<u>5 128</u>

8-7. Frais de personnel

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 19 844 KDT contre 15 310 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Salaires	16 021	12 538
Charges sociales	3 465	2 658
Dotations aux provisions pour congés payés	358	114
	<u>19 844</u>	<u>15 310</u>

8-8. Charges générales d'exploitation

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2013 à 9 448 KDT contre 6 393 KDT au 31 décembre 2012 et s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Frais divers de gestion	3 285	2 604
Impôts et taxes	549	410
Missions, voyages et déplacement	223	98
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	821	574
Transport et déplacement	12	6
Travaux, fournitures et services extérieurs	4 464	2 652
Autres charges d'exploitation	94	49
	<u>9 448</u>	<u>6 393</u>

8-9. Impôts sur les Sociétés

L'impôt sur les sociétés qui s'élève à 170 KDT, représente le minimum d'impôt calculé selon l'article 44 alinéa II du code de l'IRPP et de l'IS, tel que modifié par la loi n° 2013-54 du 30 Décembre 2013 portant loi de Finances pour l'année 2014, soit 0,2% du chiffre d'affaire brut local TTC et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Résultat comptable avant impôt	1 679	(1 118)
Total Réintégrations	3 538	2 724
Total Déductions	207	5 361
Résultat fiscal de l'exercice avant imputation des provisions	5 010	(3 755)
Provisions pour créances douteuses	2 164	1 067
Provisions collectives	632	1 088
Résultat fiscal de l'exercice après imputation des provisions et avant imputation des reports déficitaires	2 214	(5 910)
Dotations aux amortissements de l'exercice	5 974	6 811
Résultat avant amortissements de l'exercice	8 188	901
Reports déficitaires ordinaire	(6 497)	(7 399)
Amortissements de l'exercice	(5 974)	(6 811)
Amortissements réputés différés	(16 169)	(9 354)
Résultat fiscal de l'exercice	(20 452)	(22 663)
Chiffre d'affaire brut local (TTC)	85 007	50 380
Minimum d'impôt	170	50

8-10. Résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination sont arrêtés sur la base de la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013. Ainsi, le résultat par action se présente comme suit :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Résultat net attribuable aux actionnaires	1 679	(1 168)
Nombre d'actions ordinaires	70 000 000	70 000 000
Résultat de base par action (en DT)	0,024	(0,017)

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

9. NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint, au 31 décembre 2013, un solde de 91 271 KDT contre 73 612 KDT au 31 décembre 2012 et se détaillent ainsi :

	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Caisse	11 392	12 903
Banque Centrale	60 764	53 568
Chèques Postaux	855	752
Banque de dépôt	595	245
Banques non-résidentes	17 665	6 144
	91 271	73 612

10. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au cours de l'exercice 2013, les transactions avec les parties liées se présentent comme suit :

- Transactions avec le groupe « POULINA » :

Type identifiant national	Identifiant national	Nom ou raison sociale	Montant du financement	Durée	Encours au 31/12/2013	Engagements HB 31/12/2013
1	341255	SOCIETE AGRICOLE DICK	7 000 035	7 ans	5 600 028	34 965
1	53397	SOCIETE ALMES	300 498	6 mois	50 700	2 699 502
1	32052	SNA	522 957	6 mois	88 233	2 477 043
9	B114391997	GAN DISTRIBUTION	2 204 550	3 mois	2 204 550	-
1	2611820	SOCIETE CEDRIA	1 300 597	6 mois	219 437	-
1	341396	STE EL MAZRAA	1 101 924	5 ans	1 101 924	-

- Transactions avec le groupe « MEDDEB » :

Type identifiant national	Identifiant national	Nom ou raison sociale	Montant du financement	Durée	Encours au 31/12/2013	Engagements HB 31/12/2013
1	8813800	CENTRALE LAITIERE DU NORD	1 313 761	7 ans	1 184 494	86 239
1	3614161	CENTRALE LAITIERE DU CAP BON	-	-	-	10 000 000

- Transactions avec le groupe « El KARAMA HOLDING » :

Type identifiant national	Identifiant national	Nom ou raison sociale	Montant du financement	Durée	Encours au 31/12/2013	Engagements HB 31/12/2013
9	B24213252010	ZITOUNA TELECOM	10 000 000	5 ans	5 000 000	-
9	B01100102011	ZITOUNA TAKAFUL	-	-	-	23 000
1	8842221	ENNAKL VEHICULES INDUSTRIEL	-	-	-	348 347

- Transactions avec le groupe « ULYSSE » :

Type identifiant national	Identifiant national	Nom ou raison sociale	Montant du financement	Durée	Encours au 31/12/2013	Engagements HB 31/12/2013
1	2942407	ULYSSE HYPER DISTRIBUTION	983 997	7 ans	983 997	1 816 003

- Transactions avec la Direction Générale :

Type identifiant national	Identifiant national	Nom ou raison sociale	Montant du financement	Durée	Encours au 31/12/2013	Engagements HB 31/12/2013
2	188378	EZZEDINE KHOJA	321 000	15 ans	314 526	-
2	5768	RAOUDHA BOUZOUTA	60 000	7 ans	49 400	-

- Transactions avec la Société « ENNAKL » :

Type identifiant national	Identifiant national	Nom ou raison sociale	Montant du financement	Durée	Encours au 31/12/2013	Engagements HB 31/12/2013
1	20826	SOCIETE ENNAKL	-	-	-	590 142

11. Conventions et opérations réalisées au cours de l'exercice 2013 autre que les rémunérations des dirigeants

Les opérations réalisées avec les sociétés qui appartiennent au groupe ELKARAMA HOLDING et ayant fait l'objet de confiscation en application du décret-loi n° 2011-13 du 14 mars 2011 portant confiscation des avoirs et des biens meubles et immeubles :

- La Banque Zitouna a facturé à la société « **EL KARAMA HOLDING** » au cours de l'exercice 2013 un montant de **3 114 DT TTC** correspondant à la récupération d'une commission gouvernementale.
- La société « **EL KARAMA HOLDING** » a facturé à la Banque ZITOUNA au cours de l'exercice 2013 un montant de **70 800 DT TTC** au titre d'un service d'assistance managériale.
- La société « **City Cars.SA** » a facturé à la Banque ZITOUNA au cours de l'exercice 2013 un montant de **40 664 DT TTC** correspondant aux loyers de l'agence Ali Darghouth, et des frais d'électricité pour **10 100 DT TTC**.
- La société « **ENNAKL .SA** » a facturé à la Banque ZITOUNA au cours de l'exercice 2013 un montant de **84 960 DT TTC** correspondant aux loyers de l'agence Charguia et **1 425 DT TTC** au titre de service d'entretien du matériels de transport.
- En vertu de la convention conclue avec la société « **Zitouna Takaful** », la banque a perçu des commissions de l'ordre de **60 199 DT TTC** au titre des contrats Ijara, et un montant de **399 184 DT TTC** au titre des contrats collectifs « Takaful Financement » et « Takaful Incendie ». Par ailleurs, la société « **Zitouna Takaful** » a facturé à la Banque Zitouna un montant de **19 250 DT TTC** correspondant à l'assurance d'indemnité de départ à la retraite et un montant de **995 DT TTC** au titre de l'assurance automobile.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS - EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2013

Messieurs les actionnaires de la Banque Zitouna,

I. Rapport sur les états financiers

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 20 juin 2013, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la Banque Zitouna relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque Zitouna, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2013 totalisant **991 609** mille dinars, l'état du résultat qui dégage un résultat bénéficiaire de **1 679** mille dinars, l'état des engagements hors bilan et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux Normes Comptables Tunisiennes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque Zitouna au 31 décembre 2013, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Comptable Tunisiennes.

II. Vérifications spécifiques et informations prévues par la loi

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion de l'exercice présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale portant sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 08 Mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

F.M.B.Z. KPMG TUNISIE

Membre de KPMG International

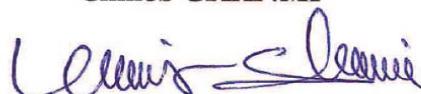
Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI



La générale d'audit et conseil

Membre de CPA International

Chiheb GHANMI



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES - EXERCICE CLOS AU 31/12/2013

Messieurs les actionnaires de la Banque Zitouna,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations réalisées au cours de l'exercice 2013 autre que les rémunérations des dirigeants :

- La Banque Zitouna a conclu avec la société « Zitouna Takaful », en date du 28 décembre 2013, un contrat pour la couverture de l'indemnité de départ de son personnel. A ce titre Zitouna Takaful a facturé à la banque un montant de 19 250 DT TTC.
- La Banque Zitouna a conclu avec la société « Zitouna Takaful », en date du 27 juin 2013, un contrat d'assurance d'une camionnette « CITROEN ». A ce titre Zitouna Takaful a facturé à la banque un montant de 995 DT TTC.

B- Conventions et opérations réalisées au cours des exercices précédents et qui continuent à produire des effets au cours de l'exercice 2013 autre que les rémunérations des dirigeants :

- La Banque Zitouna a acquis en décembre 2010 son siège social auprès de la société « Les Hirondelles » (société qui appartenait à l'ex administrateur de la banque Sakhr EL MATRI) pour une valeur globale de 26 550 KDT toutes taxes comprises.

Cette acquisition a été financée à hauteur de 12 000 KDT d'autofinancement et d'un emprunt contracté auprès de la banque AL BARAKA pour 14 550 KDT remboursable sur 7 ans.

- Les opérations réalisées avec les sociétés qui appartiennent au groupe ELKARAMA HOLDING et ayant fait l'objet de confiscation en application du décret-loi n° 2011-13 du 14 mars 2011 portant confiscation des avoirs et des biens meubles et immeubles appartenant au clan Ben Ali et Trabelsi :
 - ✓ La Banque Zitouna a facturé à la société « EL KARAMA HOLDING » au cours de l'exercice 2013 un montant de 3 114 DT TTC correspondant à la récupération d'une commission gouvernementale.
 - ✓ Le 07/01/2013, la société « EL KARAMA HOLDING » a conclu avec la banque un avenant à la convention d'assistance et de conseil conclue en date du 01/11/2009. L'avenant entre en vigueur à partir du 01/01/2012. A ce titre, la société « EL KARAMA HOLDING » a facturé à la Banque ZITOUNA au cours de l'exercice 2013 un montant de 70 800 DT TTC. Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 16/01/2013.
 - ✓ La société « City Cars.SA » a facturé à la Banque ZITOUNA au cours de l'exercice 2013 un montant de 40 664 DT TTC correspondant aux loyers de l'agence Ali Darghouth, et des frais d'électricité pour 10 100 DT TTC.
 - ✓ La société « ENNAKL .SA » a facturé à la Banque ZITOUNA au cours de l'exercice 2013 un montant de 84 960 DT TTC correspondant aux loyers de l'agence Charguia et 1 425 DT TTC au titre de service d'entretien du matériel de transport.
 - ✓ En vertu de la convention conclue avec la société « Zitouna Takaful », la banque a perçu des commissions de l'ordre de 60 199 DT TTC au titre des contrats Ijara, et un montant de 399 184 DT TTC au titre des contrats collectifs « Takaful Financement » et « Takaful Incendie ».

C- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 II § 5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

	PDG		DGA		Administrateur (**)	
	Charge de l'exercice	Passif au 31/12/2013	Charge de l'exercice	Passif au 31/12/2013	Charge de l'exercice	Passif au 31/12/2013
Rémunération à court terme	288 938	38 221	221 880	18 559	139 000	139 000
Avantages postérieurs à l'emploi (*)	1 912	0	10 369	0	0	0
Autres avantages à long terme	0	0	0	0	0	0
Indemnité de fin de contrat de travail	0	0	0	0	0	0
Paiement en actions	0	0	0	0	0	0
Total	290 850	38 221	232 249	18 559	139 000	139 000

(*) Il s'agit de la cotisation du mois de décembre 2013 relative à l'indemnité de départ à la retraite (IDR) payée par la banque au titre de la convention conclue avec la société Zitouna Takaful en date du 28 décembre 2013. Elle se détaille ainsi :

- IDR PDG : 1 912 DT
- IDR DGA : 1 240 DT

(**) L'AGO du 20 juin 2013 a accepté la démission de Mr Mohammed MEDDEB en sa qualité d'administrateur de la banque et approuvé la cooptation faite par le conseil d'administration réuni le 20 juin 2013, de la société la Centrale Laitière du Cap Bon SA représenté par Mr Boubaker MEHRI en sa qualité du nouvel administrateur de la banque.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nous vous informons que :

- votre Conseil d'Administration ne nous a pas informé de l'existence d'autres opérations conclues par la banque et entrant dans le cadre des dispositions des articles précédemment mentionnés ; et
- que les travaux qu'on a effectués n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivant et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 08 Mai 2014

F.M.B.Z. KPMG TUNISIE

Membre de KPMG International

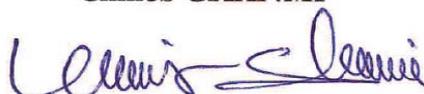
Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI



La générale d'audit et conseil

Membre de CPA International

Chiheb GHANMI



AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK"

Siège Social : Avenue Habib Bourguiba, 1200 Kasserine

La Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK" publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 mai 2014. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes : Mr Karim SETHOM.

SOCIETE SODEK SICAR

BILAN

<u>ACTIFS</u>	NOTES	<i>au 31 décembre</i>	
		<u>2013</u>	<u>2012</u>
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	3	6 281,150	6 281,150
Amortissements		(5 102,584)	(3 531,791)
Immobilisations corporelles	3	142 076,633	141 831,718
Amortissements		(108 679,857)	(83 720,917)
Immobilisations financières	4	6 204 965,000	5 081 300,000
Versements restant à effectuer		(1 627 000,000)	(2 286 250,000)
Provisions		(227 958,333)	(185 993,333)
Total des actifs immobilisés		4 384 582,009	2 669 916,827
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		4 384 582,009	2 669 916,827
<u>ACTIFS COURANTS</u>			
Autres actifs courants	5	1 869 188,569	1 897 509,352
Placements et autres actifs financiers	6	124 271,740	81 865,210
Provisions		(81 865,210)	(81 865,210)
Liquidités et équivalents de liquidités	7	837 782,611	1 965 381,848
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		2 749 377,710	3 862 891,200
TOTAL DES ACTIFS		7 133 959,719	6 532 808,027

SOCIETE SODEK SICAR

BILAN

	NOTES	<u>2013</u>	<i>au 31 décembre</i> <u>2012</u>
<u>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</u>			
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Capital social		6 236 055,000	6 236 055,000
Réserves		75 829,666	75 829,666
Résultats reportés		(999 729,208)	(793 300,861)
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice	8	5 312 155,458	5 518 583,805
Résultat de l'exercice		(295 162,251)	(206 428,347)
Total des capitaux propres avant affectation		5 016 993,207	5 312 155,458
<u>PASSIFS</u>			
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
Concours sur les ressources FOPRODI		1 864 300,000	1 001 050,000
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 864 300,000	1 001 050,000
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs		1 001,899	1 096,776
Autres passifs courants	9	159 200,613	95 150,143
Avance sur rétrocession de participation	10	92 464,000	123 355,650
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		252 666,512	219 602,569
TOTAL DES PASSIFS		2 116 966,512	1 220 652,569
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		7 133 959,719	6 532 808,027

SOCIETE SODEK SICAR

ETAT DE RESULTAT

	NOTES	<u>2013</u>	<i>au 31 décembre</i> <u>2012</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus des titres de placements	11	89 133,937	156 476,896
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		89 133,937	156 476,896
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	12	(248 388,791)	(240 074,878)
Dotations aux amortissements et aux provisions	13	(80 494,733)	(53 520,294)
Autres charges d'exploitation	14	(73 346,626)	(83 956,012)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(402 230,150)	(377 551,184)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(313 096,213)	(221 074,288)
Autres pertes ordinaires		(239,061)	(1 159,992)
Autres gains ordinaires	15	18 673,023	16 155,933
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS		(294 662,251)	(206 078,347)
Impôts sur les bénéfices		500,000	350,000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		(295 162,251)	(205 728,347)
Effets des modifications comptables		-	-
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		(295 162,251)	(206 428,347)

SOCIETE SODEK SICAR
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

	<u>2013</u>	<i>au 31 décembre</i> <u>2012</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION		
Commissions FOPRODI et d'études encaissées	19 301,017	56 720,507
Dividendes des SICAV obligataires	49 041,988	60 695,440
Plus ou moins-values sur cession SICAV obligataires	(6 700,916)	(310,540)
Produits financiers sur placement	16 326,947	-
Encaissements de jetons de présence	1 300,000	-
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(290 940,018)	(346 081,729)
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES A L'EXPLOITATION	(211 670,982)	(228 976,322)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(244,915)	(4 598,974)
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations financières	(1 028 000,000)	(527 000,000)
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES OU PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(1 028 244,915)	(531 598,974)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Encaissements pour rétrocession des participations	68 370,000	65 062,850
Remboursement avance sur participation SCITEK	24 997,500	-
Remboursement avance compte courant actionnaires	18 949,160	-
Décaissements au profit du FOPRODI	-	(4 525,625)
Libération du capital social	-	867 067,500
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENTS	112 316,660	862 541,875
VARIATION DE TRESORERIE	(1 127 599,237)	101 966,579
Trésorerie au début de l'exercice	1 965 381,848	1 863 415,269
Trésorerie à la clôture de l'exercice	837 782,611	1 965 381,848

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

La Société de développement économique de Kasserine (SODEK) a été créée sous la forme d'une société anonyme en date du 15 Mai 1997, son capital social est de 6 236 055 Dinars divisé en 1 247 211 actions de valeur nominale de 5 Dinars chacune et libérée de moitié.

La société fait appel public à l'épargne et elle est régie en tant que société d'investissement à capital risque par les dispositions du décret-loi 2011-99 portant modification de la législation relative aux sociétés d'investissement à capital risque et aux fonds communs de placement à risque et les dispositions du décret-loi n°2011-100 du 21 octobre 2011 portant adaptation des avantages fiscaux relatifs au réinvestissement dans le capital risque avec la législation le régissant.

NOTE 2 : RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES, BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES SPECIFIQUES

Les états financiers de la société SODEK sont arrêtés au 31 décembre 2013 par référence aux normes comptables tunisiennes. L'unité monétaire adoptée est le Dinar tunisien. Les principes et méthodes comptables de base adoptés pour l'élaboration et la présentation de ces états financiers se résument comme suit :

1. Immobilisations corporelles et incorporelles

A la date d'entrée dans le patrimoine de la Société, Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires supportés pour mettre l'immobilisation en état de marche en vue de l'utilisation prévue.

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire; les principaux taux retenus sont les suivants :

- Logiciel	33,33%
- Matériel de Transport	20%
- Mobilier et matériel de bureau	20%
- Matériel informatique	33,33%

2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODEK comportent les participations dans 13 projets faisant l'objet de conventions de rétrocession et une participation d'un montant de 20 000 dinars au capital de la Banque Tunisienne de Solidarité sociale.

Les participations de la SODEK sont prises en compte et évaluées en respectant les dispositions de la norme comptable N°7. Ainsi, elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la date d'inventaire, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage, sur la base des éléments suivants : l'actif net comptable résultant des états financiers publiés, la rentabilité et les perspectives de rentabilité du secteur d'activité, la conjoncture économique, ainsi que l'ancienneté des impayés des participations en rétrocession et la situation financière des promoteurs.

Si la comparaison entre le montant comptabilisé à l'entrée dans le patrimoine et la valeur d'usage fait apparaître des plus ou moins-values potentielles, seules les moins-values affectent le résultat de l'exercice et sont comptabilisées sous forme d'une provision pour dépréciation, aucune compensation n'est pratiquée avec les plus-values des titres en hausse.

Par ailleurs, les actions partiellement libérées sont présentées conformément à la norme comptable relative aux placements NCT 07.

La SODEK a signé avec l'Etat Tunisien une convention de financement et de gestion des participations pour le compte du Fonds de Développement et de Décentralisation Industrielle « FOPRODI » les participations accordées aux promoteurs sur le fond du FOPRODI figurent dans une rubrique à part au niveau du poste titres de participations à l'actif de ses états financiers, la contrepartie des participations sur les fonds du FOPRODI est inscrite au passif des états financiers, parmi les passifs non courants.

Les provisions pour dépréciation des investissements financiers, constatées à la date du 31 décembre 2012, couvrent le risque de dépréciation des participations de la SODEK financées sur fonds propres.

Les avances reçues par la SODEK sur cession de ses prises de participation sont enregistrées au compte « Avances sur cession de participation » au niveau du passif courant.

3. Les revenus

Les principaux revenus de la SODEK sont constitués par :

- Les dividendes et les plus-values sur cession des participations.
- Les produits des placements
- Les honoraires d'étude
- Les commissions de mise en place
- Les commissions sur la gestion des fonds du FOPRODI

Les plus-values sur cession des participations sont constatées à l'encaissement et après la réalisation des conditions juridiques de transfert des titres.

Note 3. Immobilisations

DESIGNATION	Valeur au 31/12/2012	Acquisition 2013	Valeur au 31/12/2013	Amortissement au 31/12/2012	Dotation de l'exercice	Amortissement au 31/12/2013	Valeurs nettes au 31/12/2013
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Logiciel	1 568,300	-	1 568,300	1 568,300	-	1 568,300	-
Site Web	4 712,850	-	4 712,850	1 963,491	1 570,793	3 534,284	1 178,566
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 281,150	-	6 281,150	3 531,791	1 570,793	5 102,584	1 178,566
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Equipements de bureau	10 772,903	-	10 772,903	6 678,960	1 693,999	8 372,959	2 399,944
Mobilier de bureau	21 885,733	244,915	22 130,648	10 148,366	4 020,289	14 168,655	7 961,993
Matériel informatique	14 950,951	-	14 950,951	11 993,086	2 955,764	14 948,850	2,101
Matériel de transport	86 180,300	-	86 180,300	53 103,687	15 082,613	68 186,300	17 994,000
Agencement Aménagement et installations	8 041,831	-	8 041,831	1 796,818	1 206,275	3 003,093	5 038,738
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	141 831,718	244,915	142 076,633	83 720,917	24 958,940	108 679,857	33 396,776
TOTAL	148 112,868	244,915	148 357,783	87 252,708	26 529,733	113 782,441	34 575,342

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<i>Note 4: Immobilisations financières</i>		
Titres de participation libérés SODEK	2 672 000,000	1 774 000,000
Titres de participation non libérés SODEK	1 597 000,000	1 757 000,000
Autres formes de participation	41 665,000	20 000,000
Versements restant à effectuer sur participations SODEK	(1 597 000,000)	(1 757 000,000)
Provisions pour dépréciations des participations SODEK	(227 958,333)	(185 993,333)
Titres de participation libérés FOPRODI	1 864 300,000	1 001 050,000
Titres de participation non libérés FOPRODI	30 000,000	529 250,000
Versements restant à effectuer sur participations FOPRODI	(30 000,000)	(529 250,000)
	4 350 006,667	2 609 056,667

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<i>Note 5 : Autres actifs courants</i>		
Avance sur salaire	800,000	4 600,000
Etat, report d'impôt sur les sociétés	54 532,269	51 616,880
Actionnaires comptes d'apport en capital	1 805 527,500	1 805 527,500
Débiteurs divers	-	24 997,500
SCITEK dépenses pour compte	1 513,300	1 513,300
Charges constatées d'avance	2 515,500	5 804,172
Produits à recevoir	4 300,000	3 450,000
	1 869 188,569	1 897 509,352

Note 6 : Placements et autres actifs financiers

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Créance Béchir Fradj	24 901,300	24 901,300
Echéance à moins d'un an -Prêt Afrique Marbre	41 665,000	-
Échéance à moins d'un an sur prêt El Ghaith agricole	50 000,000	50 000,000
Intérêts courus sur Prêt Afrique Marbre	741,530	-
Intérêts courus sur prêt El Ghaith agricole	6 963,910	6 963,910
	124 271,740	81 865,210
Provisions pour dépréciations du prêt Ghaith agricole	(50 000,000)	(50 000,000)
Provisions pour dépréciations des intérêts sur prêt Ghaith agricole	(6 963,910)	(6 963,910)
Provisions pour dépréciation du compte Béchir Fradj	(24 901,300)	(24 901,300)
	(81 865,210)	(81 865,210)

Note 7: Liquidités et équivalents de liquidités

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Banque de l'habitat (BH)	11 432,587	14 730,206
Union Internationale des banques (UIB)	4 049,187	-
Banque Nationale Agricole (BNA)	142,679	334,766
Placement en bons de caisse	500 000,000	-
Placement SICAV-Obligataires Banque de l'Habitat	322 150,383	1 448 052,541
Placement SICAV-Obligataires Banque Nationale Agricole	-	501 486,200
Caisse	7,775	778,135
	837 782,611	1 965 381,848

*Note 8: Capitaux propres*20132012

Capital social 6 236 055,000 6 236 055,000

Réserves :

Réserves légales 7 253,711 7 253,711
Réserves statutaires 66 575,955 66 575,955
Fonds social 2 000,000 2 000,000

Résultats reportés:

Résultat déficitaire 2004 (41 121,845) (41 121,845)
Résultat déficitaire 2005 (81 846,664) (81 846,664)
Résultat déficitaire 2006 (44 849,047) (44 849,047)
Résultat déficitaire 2007 (7 609,640) (7 609,640)
Résultat déficitaire 2008 (25 994,626) (25 994,626)
Résultat déficitaire 2009 (72 995,065) (72 995,065)
Résultat déficitaire 2010 (241 670,053) (241 670,053)
Résultat déficitaire 2011 (277 738,921) (277 738,921)
Résultat déficitaire 2012 (206 428,347) -

Modifications comptables 525,000 525,000

Total capitaux propres avant résultat de l'exercice 5 312 155,458 5 518 583,805

Résultat de l'exercice (295 162,251) (206 428,347)

Total des capitaux propres avant affectation 5 016 993,207 5 312 155,458

Note 9 : Autres passifs courants**2013****2012**

Personnel-Charges à payer	80 642,530	61 157,557
Etat, impôts et taxes	15 856,903	14 090,095
CNSS	6 102,909	6 872,847
CNRPS	-	1 081,887
Charges à payer	18 330,832	11 747,757
Avances sur cession d'actions pour le FOPRODI	24 461,650	-
Produits perçus d'avance- Bons de caisse	13 605,789	-
Créditeurs divers	200,000	200,000
	159 200,613	95 150,143

Note 10 : Avance sur rétrocession de participation**2013****2012**

Avance sur rétrocession de participations	92 464,000	123 355,650
	92 464,000	123 355,650

Note 11 : Revenus des titres de placements**2013****2012**

Commission d'études	10 420,000	24 960,000
Commission sur ressources FOPRODI	8 881,017	31 760,507
Dividendes des SICAV Obligataires	49 041,988	60 695,440
Plus-values sur cession de participations	20 800,000	26 979,248
Moins-values sur cessions des SICAV	(7 209,758)	(310,545)
Plus-values sur réactualisation des SICAV	508,842	-
Profit sur réactualisation des SICAV	-	9 492,246
Jetons de présence	2 250,000	2 900,000
Produits financiers sur prêts en comptes courants	1 720,690	-
Produits financiers sur bons de caisse	2 721,158	-
	89 133,937	156 476,896

Note 12 : Charges de personnel

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Salaires	188 936,029	187 692,083
Charges pour congés à payer	18 242,667	9 072,366
Cotisation CNSS	24 355,968	25 525,281
Prime accident de travail	734,942	770,227
Charges patronal CNRPS	4 129,874	4 652,783
Autres charges de personnel	2 520,000	2 400,000
Bons de restauration	6 120,800	4 773,100
Frais de formation	3 348,511	5 189,038
	248 388,791	240 074,878

Note 13 : Dotations aux amortissements et aux provisions

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	1 570,793	1 570,793
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	24 958,940	27 048,201
Dotations aux provisions pour dépréciation des participations	53 965,000	24 901,300
	80 494,733	53 520,294

Note 14 : Autres charges d'exploitations

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Achats fournitures de bureau	1 288,050	1 466,251
Achats divers	593,878	450,079
Carburants	14 566,041	13 809,555
Electricité	1 029,594	1 134,064
Eau	341,222	158,400
Location	9 006,795	8 472,000
Entretiens et réparations	3 631,189	3 867,831
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12 889,258	9 715,674
Annonces et publications	294,180	2 224,244
Cotisations et relations publiques	3 256,706	5 065,997
Dons et subventions accordés	300,000	1 000,000
Frais de déplacements	768,690	3 143,486
Frais de réception	1 632,335	834,201
Frais postaux et de télécommunication	2 294,752	4 114,842
Frais abonnement internet	294,485	238,497
Frais et Commissions bancaires	4 374,405	3 464,366
Impôts et taxes	6 210,703	5 560,928
Droits de timbres et frais d'enregistrements	618,700	496,800
Assurance matériel de transport	4 439,530	4 627,333
Assurance SOTUGAR	1 045,000	10 185,000
Taxes de circulation et transport	480,000	480,000
Jetons de présence	3 250,000	3 250,000
Pénalités de retard	741,113	196,464
	73 346,626	83 956,012

Note 15 : Gains ordinaires

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Reprises sur provision pour dépréciation des participations	12 000,000	9 903,300
Refacturation SCITEK	-	1 375,000
Profit sur apurement de comptes	-	4 877,633
Autres gains ordinaires	6 673,023	-
	18 673,023	16 155,933

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2013

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA
SOCIETE SODEK-SICAR**

Messieurs,

Nous avons audité le bilan de la société SODEK-SICAR au 31 Décembre 2013, présentant un total bilan de 7 133 959,719 dinars et un résultat déficitaire de 295 162,251 dinars, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la Direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction, ainsi que la présentation des états financiers dans leur ensemble.

Du fait même du recours à la technique des sondages et des autres limites inhérentes à l'audit et à tout système de contrôle interne, le risque de non détection d'une anomalie significative ne peut être annulé. Nous vous rappelons que la direction de la société est responsable de la préparation des états financiers, cette responsabilité implique la tenue d'une comptabilité et d'un système de contrôle interne adéquats, le respect de la réglementation en vigueur et la sauvegarde des actifs de la société.

Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

1-Le conseil d'administration de la SODEK-SICAR réuni le 25 mai 2012, a appelé les actionnaires de la société à libérer la deuxième moitié de l'augmentation du capital social.

Au 31 décembre 2013, seule la Banque de l'Habitat a libéré sa part restante dans l'augmentation du capital social.

Au 31 décembre 2013, la SODEK-SICAR, n'a ni facturé aux actionnaires défaillants ni pris en charge en comptabilité, le montant des intérêts de retard sur la partie du capital non encore libérée totalisant 1805 527,500 dinars, comme stipulé par l'article 326 du code des sociétés commerciales et l'article 11 des statuts, ces intérêts seraient de l'ordre de 108 332 dinars pour l'exercice 2013.

2- La SODEK SICAR a souscrit pour un montant de 2 000 000 de dinars dans le capital de la SCITEK sans conclure une convention de rétrocession comme il est requis par la réglementation en vigueur et notamment l'article 22 nouveau du décret-loi 2011-99.

Par ailleurs, la SODEK-SICAR a fourni à ses actionnaires des engagements d'investir au moins 80% des fonds libérés dans des projets implantés dans les zones de développement régional et régis par les articles 23 et 34 du code d'incitation aux investissements. L'activité de la SCITEK n'étant pas éligible aux avantages du développement régional, la libération du deuxième quart du capital social et des montants suivant ainsi que l'absence d'une convention de rétrocession, risquent d'entraîner une déchéance fiscale pour les actionnaires de la SODEK- SICAR.

Aux termes de l'article 6 paragraphe VI, du décret-loi 2011-100 du 21 octobre 2011, la SODEK-SICAR se trouve solidaire avec les souscripteurs dans la limite du montant dont ils ont bénéficié du paiement de l'impôt due par les souscripteurs et des pénalités de retard en rapport.

Il est à signaler que suite à la correspondance du ministre des finances en date du 23 août 2013, le conseil d'administration de la SODEK-SICAR réuni le 29 novembre 2013, a décidé de sursoir à la libération du reste de la participation de la société dans la SCITEK.

A notre avis, sous réserves de ce qui a été soulevé dans les paragraphes 1 et 2, les états financiers ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière, du résultat de la société au 31 Décembre 2013, ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

VERIFICATIONS & INFORMATIONS SPECIFIQUES

1- Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. La synthèse de cet examen figure au niveau de notre lettre de direction en date du 4 avril 2013.

Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers à l'exception des situations décrites dans les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

2- En application de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous nous sommes assurés de la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société à la réglementation en vigueur.

3- Conformément aux dispositions des articles 201 et 266 du code des sociétés commerciales, nous avons examiné les informations relatives à la situation financière et aux comptes données par votre conseil d'administration dans les documents mis à votre disposition à l'occasion de l'assemblée générale. Ces informations sont conformes à celles contenues dans les états financiers ci-dessus indiqués.

Tunis, le 14 MAI 2014

Karim SETHOM

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2013

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA
SOCIETE SODEK-SICAR

Messieurs,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I- OPERATIONS REALISEES RELATIVES A DES CONVENTIONS ANTERIEURES

La SODEK-SICAR a engagé diverses dépenses pour le compte de la société du pôle industriel et technologique de Kasserine (SCITEK), au niveau des états financiers ci-joints le compte de la SCITEK présente un solde débiteur de 1513,300 dinars.

II- LES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE ENVERS LES DIRIGEANTS

Suivant décision du conseil d'administration en date du 17 mars 2011, le président directeur général de la SODEK-SICAR monsieur Tahar Nasri a perçu durant l'exercice 2013, les avantages et rémunérations suivants :

- Un salaire brut totalisant 56 128 dinars.
- Des bons de carburants pour une valeur globale de 8 388 dinars.
- Des tickets de restauration pour une valeur globale de 931 dinars.

Par ailleurs, le président directeur général dispose d'une voiture de fonction et d'une prise en charge d'un quota de sa consommation téléphonique.

En dehors des opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 14 MAI 2014

Karim SETHOM

بلاغ الشركات

القوائم المالية

الشركة التونسية لأسواق الجملة
المقر الاجتماعي : بئر القصعة - تونس-

تنشر الشركة التونسية لأسواق الجملة قوائمها المالية للسنة المحاسبية المختومة في 2013/12/31 والتي ستعرض للمصادقة في الجلسة العامة العادية للسنة المحاسبية 2013. هذه القوائم مصحوبة بالتقرير العام و الخاص لمراقب الحسابات: عبد اللطيف عباس.

الموازنة

في 31 ديسمبر 2013

(بحساب الدينار)

سنة محاسبية مختومة في 31 ديسمبر		إيضاحات	الأصول
2012	2013		
			<u>الأصول غير الجارية</u>
			<u>الأصول الثابتة :</u>
180 820	194 366	1	الأصول الثابتة الغير مادية
-174 543	-180 476		الإستهلاكات
6 277	13 890		مجموع الأصول الغير مادية
31 411 959	32 834 461	2	الأصول الثابتة المادية
-21 421 462	-22 191 182		الإستهلاكات
9 990 497	10 643 279		مجموع الأصول الثابتة المادية
248 121	231 252	3	الأصول المالية
0	0		المدخرات
248 121	231 252		مجموع الأصول المالية
10 244 895	10 888 421		مجموع الأصول الثابتة
10 244 895	10 888 421		مجموع الأصول غير الجارية
			<u>الأصول الجارية</u>
47 394	20 595		المخزونات
-309	-309		المدخرات
47 085	20 286		مجموع المخزونات
296 046	325 932	4	الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
-288 376	-321 789		المدخرات
7 670	4 143		مجموع الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
793 099	819 832	5	أصول جارية أخرى
-35 652	-39 800		المدخرات
757 447	780 032		مجموع الأصول الجارية الأخرى
7 700 000	7 700 000	6	توظيفات وأصول مالية أخرى
1 140 898	1 442 034	7	السيولة وما يعادل السيولة
9 653 100	9 946 495		مجموع الأصول الجارية
19 897 995	20 834 916		مجموع الأصول

الموازنة

في 31 ديسمبر 2013

(بحساب الدينار)

سنة محاسبية مختومة في 31 ديسمبر		ايضاحات	الأموال الذاتية والخصوم
2012	2013		
			<u>الأموال الذاتية</u>
12 000 000	12 000 000	8	رأس المال الإجتماعي
2 691 811	2 705 102	9	الإحتياطيات
264	276		النتائج المؤجلة
1 946 500	1 946 500	10	منح استثمار
16 638 575	16 651 878		مجموع الأموال الذاتية قبل احتساب نتيجة السنة المحاسبية
847 088	1 305 404		نتيجة السنة المحاسبية
17 485 663	17 957 282		مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص
			<u>الخصوم</u>
			<u>الخصوم غير الجارية</u>
290 264	272 586	11	الخصوم المالية الأخرى
290 264	272 586		مجموع الخصوم غير الجارية
			<u>الخصوم الجارية</u>
460 493	975 859	12	المزودون والحسابات المتصلة بهم
1 661 575	1 629 189	13	الخصوم الجارية الأخرى
2 122 068	2 605 048		مجموع الخصوم الجارية
2 412 332	2 877 634		مجموع الخصوم
19 897 995	20 834 916		مجموع الأموال الذاتية والخصوم

قائمة النتائج

(بحساب الدينار)

سنة محاسبية مختومة في 31 ديسمبر		ايضاحات	المحتوى
2012	2013		
			<u>إيرادات الإستغلال</u>
8 216 290	8 804 904	14	مداخل
32 827	20 728	15	إيرادات الإستغلال الأخرى
8 249 117	8 825 632		مجموع إيرادات الإستغلال
			<u>أعباء الإستغلال</u>
-1 197	26 799		تغيير مخزونات المطبوعات
134 309	98 375		مشتريات
499 222	569 068		مشتريات التموينات المستهلكة
4 765 813	5 007 938		أعباء الأعوان
1 152 633	972 992		مخصصات الإستهلاكات والمخزونات
689 061	720 677		أعباء أخرى للإستغلال
7 239 841	7 395 849	16	مجموع أعباء الإستغلال
1 009 276	1 429 783		<u>نتيجة الإستغلال</u>
264 977	416 727	17	إيرادات التوظيفات
0	-80		الخسائر العادية الأخرى
4	49 912	18	الأرباح العادية الأخرى
1 274 257	1 896 342		نتيجة الأنشطة العادية قبل احتساب الأداءات
-427 169	-590 938	19	الأداءات على الأرباح
847 088	1 305 404		نتيجة الأنشطة العادية بعد احتساب الأداءات
847 088	1 305 404		النتيجة الصافية للسنة المحاسبية

جدول التدفقات النقدية

(بحساب الدينار)

سنة محاسبية مختومة في 31 ديسمبر		ايضاحات	المحتوى
2012	2013		
			التدفقات المالية المتصلة بالإستغلال :
			النتيجة الصافية
847 088	1 305 404		تسويات بالنسبة لـ :
			الإستهلاكات والمَدَّخرات
1 152 633	972 992		استردادات على المَدَّخرات
-32 827	-20 728		تغييرات :
		20	المخزونات
-1 197	26 799	21	الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
-91 888	-29 886	22	أصول جارية أخرى
-135 499	-26 733	23	خصوم جارية أخرى
464 466	36 613		إيرادات التوفيت في الأصول الثابتة
0	-49 582		
2 202 776	2 214 879		التدفقات النقدية المتأتية من الإستغلال
			التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار
		24	الدفعات المتأتية من إقتناء أصول ثابتة
-471 102	-1 128 736	25	المقايض المتأتية من قروض الأعوان
41 470	16 869		المقايض المتأتية من التوفيت في الأصول الثابتة
0	49 582	26	تغييرات الودائع والكفالات المحطّلة
4 815	-17 678		التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار
-424 817	-1 079 963		التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة التمويل
			حصص الأرباح وغيرها من أنواع التوزيع
-275 997	-719 995		تمويل الصندوق الإجتماعي
-33 737	-84 709	27	دفعات الصندوق الإجتماعي
-73 432	-29 076		المقايض المتأتية من منح الاستثمار
1 694 000	0		التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة التمويل
1 310 834	-833 780		تغير الخزينة
3 088 793	301 136		الخبزينة في بداية السنة المحاسبية
5 752 105	8 840 898		الخبزينة عند ختم السنة المحاسبية
8 840 898	9 142 034	28	

إيضاحات حول القوائم المالية

أ - 1 - تقديم الشركة :

من 01 جانفي إلى 31 ديسمبر 2013	<u>السنة المحاسبية</u>
الشركة التونسية لأسواق الجملة ببئر القصة	<u>الاسم الاجتماعي</u>
شركة خفية الاسم	<u>الشكل القانوني</u>
B 193791996	<u>السجل التجاري</u>
012748 / E	<u>المعرف الجبائي</u>
في 04 ديسمبر 1980	<u>تاريخ الإنشاء</u>
طريق نعلان ببئر القصة بن عروس	<u>العنوان</u>

أ - 2 - الخصيات

تسيير السوق ذات المصلحة الوطنية ببئر القصة	<u>النشاط الأساسي</u>
01	<u>عدد المؤسسات</u>
12 000 000 دينار تونسيا	<u>رأس المال الاجتماعي</u>
الدولة التونسية	<u>توزيع رأس مال الشركة</u>
37,50 %	
العموم	
49,96 %	
الديوان التونسي للتجارة	
7,55 %	
ديوان الأراضي الدولي	
0,50 %	
مساهمون آخرون	
4,49 %	
100 %	

ب - القيم المحاسبية :

ب - 1 - احترام المعايير المحاسبية :

قامت الشركة التونسية لأسواق الجملة بإعداد القوائم المالية طبقا للقانون عدد 112 لسنة 1996 والمتعلق بالنظام المحاسبي للمؤسسات.

ب - 2 - المعايير والمقاييس المحاسبية المستعملة :

ب - 2 - 1 - الأصول الغير مادية :

الأصول الغير المادية الموجودة بالموازنة هي أصول غير نقدية قابلة للتجديد وليست لها جوهر مادي وقد تمّ اقتناؤها أو إحداثها أو إحيائها قصد استعمالها لأكثر من فترة محاسبية في حاجيات خاصّة بالشركة

كما أنها تساهم في الترفيع من المنافع الاقتصادية المستقبلية ويمكن قياس هاته الأصول بصفة أمينة. يقع احتساب استهلاكات البرامج الإعلامية بصفة متساوية وعلى مدى ثلاث سنوات مع الأخذ بعين الاعتبار تاريخ الاقتناء أو الانتهاء من الإعداد.

ب - 2 - 2 - الأصول الثابتة المادية :

الأصول الثابتة المادية مسجلة بالموازنة في باب الأصول الغير الجارية و ذلك طبقا للمعيار المحاسبي عدد 5

ويتم احتساب الأصول الثابتة المادية حسب تكلفة اقتنائها، ويدرج في التكلفة ثمن الشراء والمعاليم والأداءات المتحملة وغير القابلة للاسترجاع والمصاريف المباشرة كالعمولات ومصاريف العقود وأجور المهندسين و المهندسين المعماريين.

ولا يمكن أن تدرج المصاريف العامة في تكلفة اقتناء الأصل إلا إذا ثبت أن هذه المصاريف تتعلق مباشرة باقتناء هذه المادة أو باستعمالها وتضاف النفقات اللاحقة المتعلقة بالأصل إلى القيمة المحاسبية للمادة عندما يكون من المحتمل أن تستفيد الشركة من منافع مستقبلية تفوق مستوى الأداء المقيم في البدء للمادة الموجودة وتسجل كل النفقات اللاحقة الأخرى في أعباء السنة المحاسبية التي تحمّلتها.

وتعتمد الشركة طريقة نسبة الاستهلاك المتساوي الأقساط حسب النسب المتعامل بها أما المبلغ القابل للاستهلاك لأصل من الأصول الثابتة المادية هو تكلفته التاريخية.

ب - 2 - 3 - الأصول المالية :

تحتوي الأصول المالية على:

- القروض المتوسطة المدى الممنوحة لأعوان الشركة التونسية لأسواق الجملة وذلك في نطاق الصندوق الاجتماعي للشركة.
- قيمة مساهمة الشركة في رأس مال شركة معرض تونس الدولي.
- ودائع وكفالات مدفوعة للشركة

ويقع احتساب التكلفة التاريخية لاحتساب هاته المساهمات أمّا الأعباء الأخرى كأجور الوسطاء والأعباء المالية فتسجل مع جملة أعباء السنة المحاسبية

وفي صورة تدهور قيمة هاته المساهمات، تقوم الشركة بتكوين مدخّرات تساوي قيمة التدهور ويقع تعديل هاته المدخّرات في ختام كل سنة محاسبية

ب - 2 - 4 - مقاييس احتساب الإيرادات :

يقع احتساب الإيرادات يوميا بالنسبة إلى المداخل على رقم المعاملات وشهريا بالنسبة لمعايير الأكرية وذلك طبقا للنظام الداخلي للسوق.

ب - 2 - 5 - التوظيفات :

تعتبر توظيفات الشركة التونسية لأسواق الجملة ذات سيولة عالية ولمدى قصير وتتكون أساسا من الودائع لأجل ومن أنونات الخزينة وعند إيقاف الحسابات فإن الفوائد الجارية والتي لم يحن أجلها يقع احتسابها كإيرادات مستحقة

ج - الإيضاحات حول القوائم المالية :

1 - أصول ثابتة غير مادية:

القيمة المحاسبية الصافية في 2013-12-31	الإستهلاكات					القيمة الخام أصول غير مادية					التسمية		
	الرصيد في 2013/12/31	إعادة تصنيف		مخصصات وقع حذفها	مخصصات السنة	الرصيد في 2012/12/31	الرصيد في 2013/12/31	إعادة تصنيف		تفويت 2013		شراءات 2013	الرصيد في 2012/12/31
		دخول	خروج					دخول	خروج				
4 969	180 476	0	0	0	5 933	174 543	185 445	0	0	0	4 625	180 820	برامج إعلامية
8 921	0	0	0	0	0	0	8 921	0	0	0	8 921	0	برامج إعلامية بصدد الاتجاز
13 890	180 476	0	0	0	5 933	174 543	194 366	0	0	0	13 546	180 820	المجموع

2 - أصول ثابتة مادية:

القيمة المحاسبية الصافية في 2013-12-31	الإستهلاكات					القيمة الخام أصول مادية					التسمية		
	الرصيد في 2013/12/31	إعادة تصنيف		مخصصات وقع حذفها	مخصصات السنة	الرصيد في 2012/12/31	الرصيد في 2013/12/31	إعادة تصنيف		تفويت 2013		شراءات 2013	الرصيد في 2012/12/31
		دخول	خروج					دخول	خروج				
131 982	26 673				3 400	23 273	158 655					158 655	أراض
6 468 624	17 964 517				683 514	17 281 003	24 433 141		62 096			24 371 045	مبان
247 293	1 478 525				70 133	1 408 392	1 725 818				59 438	1 666 380	تجهيزات عامة و تهيئة المباني
58 406	369 465				18 027	351 438	427 871				11 877	415 994	تجهيزات فنية وأجهزة و معدات صناعية
10 146	768 038				10 839	757 199	778 184					778 184	تجهيزات تبريد
246 398	474 411			139 051	71 245	542 217	720 809			139 051	132 550	727 310	معدات نقل
3 549	39 974				1 059	38 915	43 523					43 523	تجهيزات عامة و تهيئة مختلفة
20 494	361 871				10 479	351 392	382 365				8 236	374 129	معدات مكتبية
86 438	622 617				40 075	582 542	709 055				105 150	603 905	تجهيزات إعلامية
0	62 053					62 053	62 053					62 053	صناديق البلاستيك
3 369 949	23 038					23 038	3 392 987	62 096			1 244 302	2 210 781	أصول ثابتة في طور الإنشاء
10 643 279	22 191 182	0	0	139 051	908 771	21 421 462	32 834 461	62 096	62 096	139 051	1 561 553	31 411 959	المجموع

القيمة المحاسبية الصافية	المدخرات					القيمة الخام أصول ثابتة مادية في طور الإنجاز					التسمية		
	الرصيد في 2013/12/31	إعادة تصنيف		مخصصات وقع حذفها	مخصصات السنة	الرصيد في 2012/12/31	الرصيد في 2013/12/31	إعادة تصنيف		تفويت 2013		شراءات 2013	الرصيد في 2012/12/31
		دخول	خروج					دخول	خروج				
0	3 288					3 288	3 288					3 288	ميتودع و حجرة ملابس للتعاضدية العمالية للسوق
0	19 301					19 301	19 301					19 301	دراسات حول تهيئة مكاتب أجنحة الخضز و الغلال
748 381	0					0	748 381				616 971	131 410	تهيئة أجنحة خضز و غلال 1-2-3-4
2 053 455	0					0	2 053 455					2 053 455	بناء محطة التثمين الطاقى
0	449					449	449					449	تركيب الباب الرئيسى للسوق
2 878	0						2 878					2 878	تهيئة خارجية لمقر الأرشيف
276 240	0						276 240				276 240		أشغال بناء حفرة و مزاراب فى العراء
264 467	0						264 467				264 467		تجديد شبكة الصرف الصحى
24 528	0						24 528				24 528		أشغال توصيل أسلاك للأجنحة 1-2-3-4
0	0						0	62 096			62 096		تهيئة الواجهة الخلفية للأجنحة 5-6
3 369 949	23 038	0	0	0	0	23 038	3 392 987	62 096	0	0	1 244 302	2 210 781	المجموع

3 - أصول مالية:

يحتوي هذا الباب على:

البيان	الرصيد في 31/12/2012	الرصيد في 31/12/2013	تغيير
أسهم معرض تونس الإسلامي الدولي	40 000	40 000	0
ودائع وكفالات مدفوعة	2 780	2 780	0
قروض الأعوان	205 341	188 472	-16 869
المجموع	248 121	231 252	-16 869

4 - حرفاء والحسابات المتصلة بهم :

يبلغ رصيد هذا الحساب في موفى شهر ديسمبر 2013 مبلغ 325 932 دينار وهو يحتوي على الكمبيالات كما يحتوي على مبلغ كراءات قديمة خلاصها غير موثوق منه والجدير بالذكر أنّ الشركة لجأت الي القضاء قصد استخلاص هذه المبالغ المتخذة بدّمة المتسوّغين وقد وقع تكوين مدّخرات في هذا الغرض في صورة استحالة تنفيذ الأحكام الصادرة.

البيان	القيمة الصافية 2012	القيمة الصافية 2013	تغيير
الحرفاء والحسابات المتصلة بهم	296 046	325 932	29 886
المدّخرات	<288 376>	<321 789>	<33 413>
المجموع	7 670	4 143	-3 527

5 - أصول الجارية الأخرى :

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
أعوان - قروض قصيرة المدى	149 020	116 010	33 010
مدينون متنوعون	98 891	88 569	10 322
إيرادات مستحقة (1)	304 453	292 252	12 201
مزودو أصول ثابتة تسبيقات و أقساط	156 427	204 593	-48 166
أعباء مسجلة مسبقا (2)	111 041	91 675	19 366
المجموع	819 832	793 099	+26 733
مدخرات	<39 800>	<35 652>	<4 148>
المجموع	780 032	757 447	+22 585

1- يحتوي حساب الإيرادات المستحقة على مبالغ الأكرية المستحقة من وكلاء البيع بما قدره 151 485 دينار ومداخل الأوراق المالية المستحقة إلى غاية 31 ديسمبر 2013 والبالغة 152 968 دينار.

2- يحتوي حساب الأعباء المسجلة مسبقا بصفة أساسية على مخزون الأدوات المكتبية وقطع الغيار الكهربائية الى غاية 31 ديسمبر 2013.

6 - توظيفات وأصول مالية أخرى :

تودع الشركة فائض سيولتها البالغ 7 700 000 دينار إلى غاية 31 ديسمبر 2013 في حسابات لأجل لدى المؤسسات المصرفية التونسية

7 - السيولة وما يعادل السيولة :

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
البنوك	1 441 784	1 140 203	301 581
خزينة	250	695	-445
المجموع	1 442 034	1 140 898	301 136

8 - رأس المال الإجتماعي :

يشتمل هذا الحساب على قيمة رأس المال الإجتماعي للشركة التونسية لأسواق الجملة ، وهو مقسم الى 12.000.000 سهم قيمة الواحد دينار واحد مدفوعة كليًا.

النسبة	المساهمين
37,5%	الدولة التونسية
49,96%	العموم
7,55%	الديوان التونسي للتجارة
0,50%	ديوان الأراضي الدولية
4,49%	آخرون
100%	المجموع

9 - الإحتياطات :

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
الإحتياطات القانونية	973 160	930 792	42 368
الإحتياطات الخارقة للعادة	1 448 868	1 448 868	0
إحتياطات الصندوق الإجتماعي	243 074	272 151	-29 077
إحتياطات أخرى	40 000	40 000	0
المجموع	2 705 102	2 691 811	+13 291

10 - منح الاستثمار :

تبلغ نسبة منح الاستثمار الى غاية 31 ديسمبر 2013 مبلغ 1 946.500 دينار

(بالدينار التونسي)

البيانات	مجموع الأموال الذاتية	رأس المال الاجتماعي	الاحتياطات القانونية	احتياطات الصندوق الاجتماعي	الاحتياطات الخارقة للعادة	احتياطات أخرى	نتيجة سنة 2013	النتائج المؤجلة	منح الاستثمار (1)
الرصيد في 31-12-2012 (قبل التخصيص)	17 485 663	12 000 000	930 793	272 151	1 448 868	40 000	847 088	264	1 946.500
التخصيص المصادق عليه من طرف الجلسة العامة العادية بتاريخ 10-06-2013									
الاحتياطات القانونية	-	-	42 367	-	-	-	- 42 367	-	-
احتياطات الصندوق الاجتماعي	-	-	-	84 709	-	-	- 84 709	-	-
نسبة الأرباح لسنة 2012	-	-	-	-	-	-	- 720 000	-	-
الاحتياطات الخارقة للعادة	-	-	-	-	-	-	-	-	-
تغيير النتائج المؤجلة	-	-	-	-	-	-	- 12	12	-
منح هبات الصندوق الاجتماعي	-	-	-	-	-	-	-	-	-
تسديدات	-	-	-	-	-	-	-	-	-
الترفيغ في رأس المال	-	-	-	-	-	-	-	-	-
الرصيد في 31-12-2013 (اثر التخصيص)	17 957 347	12 000 000	973 160	243 074	1 448 868	40 000	1 305 469	276	1 946 500

(1) - تمثل منح الاستثمار المسجلة ضمن الأموال الذاتية المبالغ التي تم قبضها بعنوان مساهمة وزارة البيئة وبعض الهياكل التابعة لها في تمويل أشغال بناء "وحدة تثمين النفايات العضوية بالسوق و طبقا للمعيار المحاسبي عدد 12 فإنه سيقع إدراج هذه المنحة ضمن نتائج السنوات الي سيقع فيها تقييد الاستهلاكات الخاصة بهذه الوحدة. وبالتالي فإن المبلغ المسجل ضمن الأموال الذاتية يمثل المبلغ الخام قبل احتساب الأداء على الشركات.

11 - الخصوم المالية الأخرى :

يشتمل هذا الحساب على الودائع والكفالات المدفوعة إلى الشركة من طرف وكلاء البيع والتمسوغين الآخرين الموجودين بالسوق وتبلغ القيمة المالية لهاته الودائع 290 264 دينار. و قد سجل هذا الحساب انخفاض بقيمة 17.678 دينار يمثل كفالات لمتسوغين قدامى لمحلات بالسوق وقد وقع تحويل هذا المبلغ الى حساب دائنون آخرون.

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
الودائع والكفالات	272 586	290 264	-17 678
المجموع	272 586	290 264	-17 678

12 - المزودون والحسابات المتصلة بهم :

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
مزودون - شراء مواد أو إسداء خدمات	418 703	349 699	69 004
مزودو أصول ثابتة	416 974	92 195	324 779
مزودو أصول ثابتة - حجز بعنوان الضمان	140 182	18 599	121 583
المجموع	975 859	460 493	515 366

13 - الخصوم الجارية الأخرى :

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
الأعوان - أجور مستحقة	0	491	-491
الأعوان - مدخرات لإجازات ستستوفى	186 720	183 976	2 744
الدولة - آداءات و ضرائب	976 969	973 686	3 283
صناديق الضمان الإجتماعي	298 210	283 939	14 271
دائنون آخرون	114 035	86 497	27 538
حساب تسوية	53 223	132 959	-79 736
شركاء - حصص الأرباح للدفع	32	27	5
المجموع	1 629 189	1 661 575	-32 386

14 - إيرادات الإستغلال

البيان	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
ايرادات الخضر والغلال	4 990 197	4 545 077	445 120
ايرادات الأسماك	2 374 968	2 300 349	74 619
بيوعات الثلج	82 949	87 521	-4 572
كراءات مخزن التبريد	73 685	43 677	30 008
بيع المطبوعات الخصوصية	187 837	186 594	1 243
كراءات مربعات الخضر والغلال	579 154	560 661	18 493
كراءات مربعات الأسماك	80 793	80 203	590
كراءات مغازات التمر	127 450	108 110	19 340
كراءات مربعات البطيخ والدلاع	4 620	4 600	20
كراءات مخزن صناديق اللف	65 112	61 434	3 678
كراءات مختلفة	191 719	191 325	394
ايرادات أخرى	46 420	46 739	-319
المجموع	8 804 904	8 216 290	588 614

15 - إيرادات الإستغلال الأخرى:

يبلغ رصيد هذا الحساب إلى غاية 31 ديسمبر 2013 مبلغ 20 728 دينار و يمثل استردادات على مدخرات وقع احتسابها في السنوات الماضية

16 - مصاريف الاستغلال

1 - مشتريات التموينات المستهلكة:

تغيير	القيمة الصافية 2012	القيمة الصافية 2013	الشراءات
-12 109	42 892	30 783	لوازم قابلة للإستهلاك
7 542	553	8 095	مشتريات غير مخزونة من المواد
1 913	428	2 341	مشتريات غير مخزونة من اللوازم
7 165	81 106	88 271	مياه
65 066	326 780	391 846	إنارة
-183	48 104	47 921	محروقات
6	0	6	شراءات مرتبطة بتغيير محاسبي
446	<641>	<195>	تحويل أعباء
69 846	499 222	569 068	المجموع العام

2 - أعباء الأعوان:

تغيير	القيمة الصافية 2012	القيمة الصافية 2013	المحتوى
163 062	3 150 078	3 313 140	أعباء الأعوان القارين
37 166	678 764	715 930	أعباء الأعوان المتعاقدين
-20 536	23 280	2 744	عطل خالصة الأجر
33 614	661 311	694 925	أعباء اجتماعية قانونية
16 006	283 528	299 534	أعباء اجتماعية أخرى
8 265	95	8 360	أعباء الأعوان المتصلة بتعديل محاسبي
-9 811	<16 263>	<26 074>	تحويلات الأعباء الرواتب
-220	<128>	<348>	تحويلات الأعباء الصندوق الوطني للتقاعد
14 579	<14 852>	<273>	تحويلات الأعباء تأمين جماعي
242 125	4 765 813	5 007 938	المجموع العام

3 - مخصصات الإستهلاك و المدخرات:

المحتوى	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
مخصصات الإستهلاكات للأصول الغير مادية	5 933	10 081	-4 148
مخصصات المدخرات إنخفاض في قيمة الديون	47 297	103 179	-55 882
مخصصات الإستهلاكات للأصول المادية	908 770	1 015 706	-106 936
مخصصات المدخرات إنخفاض في قيمة الأصول	0	9 867	-9 867
مخصصات لمدخرات الإنخفاض الأصول الجارية الأخرى	10 992	13 800	-2 808
المجموع العام	972 992	1 152 633	-179 641

4 - أعباء اخرى للإستغلال:

المحتوى	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
خدمات خارجية	370 598	338 999	31 599
خدمات خارجية أخرى	209 220	225 765	-16 545
أعباء عادية مختلفة	16 000	16 670	-670
ضرائب وأداءات ودفوعات مماثلة	145 789	138 315	7 474
تحويلات الأعباء	<20 930>	<30 688>	9 758
المجموع العام	720 677	689 061	31 616

17 - الإيرادات الصافية للتوضيفات:

المحتوى	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
الإيرادات الصافية للتوضيفات	409 047	257 297	151 750
إيرادات المساهمات	7 680	7 680	0
المجموع	416 727	264 977	151 750

وقع تسجيل ارتفاع قدره 151 750 دينار في حساب الإيرادات الصافية للتوضيفات ناتج عن تحسين نسبة الفائدة وذلك على اثر قيام الشركة بطلب عروض لدى المؤسسات البنكية للحصول على أعلى نسبة فائض.

18 - أرباح عادية أخرى:

المحتوى	القيمة الصافية 2013	القيمة الصافية 2012	تغيير
إيرادات صافية على التفويت في أصول ثابتة و مراييح أخرى	49 880	4	49 876
إيرادات عادية مختلفة متصلة بتعديل محاسبي	32	0	32
المجموع	49 912	4	49 908

19 - الأداء على الأرباح:

الربح المحاسبي الخام	:	1 896 341 د
إضافة الأعباء غير قابلة للطرح	:	303 444 د
طرح الإيرادات الغير خاضعة للأداء	:	-229 993 د
الربح الخاضع للضريبة	:	1 969 792 د
الضريبة على الشركات (30 %)	:	590 938

- تعهدات لفائدة الشركة :

ضمان نهائي في ما يتعلق بالصفقات :

مبلغ الضمان 2012	مبلغ الضمان 2013	موضوع الصفقة	إسم الشركة
6 205	6 205	مطبوعات خصوصية	COTIM
5 799	5 799	مطبوعات خصوصية	COTIM
98 987	98 987	سياج محيط بالسوق	SOBEDIF
105 536	105 536	تهيئة مأوى للسيارات وتهيئة فضاء للبطيخ والدلاع	SOBEDIF
75 298	75 298	محطة تجميع النفايات	Solar Energy Systems
	843	الجرد المادي	B 2 A
65 233	65 233	تهيئة الأجنحة 1 - 2 - 3 و 4	CBS
	10 887	مطبوعات خصوصية	CIREB
	17 124	شراء السيارات	STAFIM PEUGEOT
	51 418	تجديد مجاري المياه المستعملة	Sté EJMA
	8 288	بناء مجمع مياه ومجرى مفتوح لتصريف مياه الامطار	Sté EJMA
357 058	445 618		المجموع العام

الإيضاحات حول التدفقات المالية

20 - تغيير المخزونات

يبلغ تغيير هذا العنوان في 31 ديسمبر 2013 مبلغ 26 799 ديناراً.

المحتوى	2013
المخزونات في 31 ديسمبر	20 595
المخزونات في 1 جانفي	<47 394>
تغيير المخزونات	<26 799>

21 - تغيير الحرفاء والحسابات المتصلة بهم

قدر تغيير الحرفاء والحسابات المتصلة بهم سنة 2013 بمبلغ 29 886 ديناراً ويتوزع كالاتي :

المحتوى	2013
الحرفاء والحسابات المتصلة بهم في 31 ديسمبر	325 932
الحرفاء والحسابات المتصلة بهم 1 جانفي	<296 046>
تغيير الحرفاء والحسابات المتصلة بهم	29 886

22- تغيير الأصول الجارية الأخرى

قدر تغيير الأصول الجارية الأخرى سنة 2013 بمبلغ 26 733 ديناراً موزع كالاتي :

المحتوى	2013
الأصول الجارية الأخرى في 31 ديسمبر	819 832
الأصول الجارية الأخرى في 1 جانفي	<793 099>
تغيير الأصول الجارية الأخرى	26 733

23- تغيير الخصوم الجارية

المحتوى	2013
الخصوم الجارية في 31 ديسمبر	2 605 048
مزودو الأصول الثابتة في 31 ديسمبر	<416 974>
مزودو أصول الثابتة حجز بعنوان الضمان في 31 ديسمبر	<140 182>
الخصوم الجارية في 1 جانفي	<2 122 068>
مزودو أصول الثابتة 1 جانفي	92 195
مزودو الأصول الثابتة حجز بعنوان الضمان في 1 جانفي	18 599
شركاء حصص الأرباح للدفع 1 جانفي	<32>
حساب شركاء حصص الأرباح للدفع 31 ديسمبر	27
تغيير الخصوم الجارية	36 613

24 - مدفوعات المتأتية من اقتناء أصول ثابتة

قدر مبلغ المدفوعات المتأتية من اقتناء أصول ثابتة في سنة 2013 بمبلغ 1 128 736 ديناراً موزعة كالاتي :

المحتوى	2011
شراءات 2013	<1 575 098>
مزودو الأصول الثابتة في 31 ديسمبر	416 974
مزودو أصول ثابتة حجز بعنوان الضمان في 31 ديسمبر	140 182
مزودو الأصول الثابتة في 1 جانفي	<92 195>
مودو أصول ثابتة-حجز بعنوان الضمان في 1 جانفي	<18 599>
المدفوعات المتأتية من اقتناء أصول ثابتة	<1 128 736>

25 - المقايض المتأتية من قروض الأعوان

يبلغ مجموع المقايض المتأتية من قروض الأعوان 16 869 ديناراً.

المحتوى	2013
الأصول المالية في 31 ديسمبر	<231 252>
الأصول المالية في 1 جانفي	248 121
المقايض المتأتية من قروض الأعوان	16 869

26 - تغييرات الودائع والكفالات المحصلة

المحتوى	2013
الخصومات المالية الأخرى في 31 ديسمبر	272 586
الخصومات المالية الأخرى في 1 جانفي	<290 264>
تغييرات الودائع والكفالات المحصلة	-17 678

27 - مقايض الصندوق الإجتماعي

المحتوى	2013
الصندوق الاجتماعي في 31 ديسمبر	243 074
الصندوق الاجتماعي في 1 جانفي	<272 150>
مقايض الصندوق الاجتماعي	<29 076>

28 - الخزينة عند ختم السنة المحاسبية

المحتوى	2013
توضيفات وأصول مالية أخرى	7 700 000
السيولة وما يعادل السيولة	1 442 034
الخزينة عند ختم السنة المحاسبية	9 142 034

الشركة التونسية لأسواق الجملة

التقرير العام لمراقب الحسابات

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2013

السادة مساهمي الشركة التونسية لأسواق الجملة ،

1- تنفيذاً لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت إلينا من طرف الجلسة العامة المنعقدة بتاريخ 2012/07/02 ، نقدّم إليكم في ما يلي تقرير مراقبي الحسابات حول القوائم المالية للشركة التونسية لأسواق الجملة المختومة في 2013/12/31 والمصاحبة لهذا التقرير .

مسؤولية الإدارة في إعداد و عرض القوائم المالية

2- إن القوائم المالية المختومة في 2013/12/31 تبرز مجموعاً صافياً للموازنة بمقدار 20.834.916 دينار وربحاً صافياً بمقدار 1.305.404 دينار .

إن إعداد القوائم المالية وضبطها وعرضها العادل وفقاً لمعايير المحاسبة التونسية والقوانين والتشريعات المعمول بها هي مسؤولية مجلس الإدارة. تشمل هذه المسؤولية التصميم والتطبيق والحفاظ على الرقابة الداخلية المتعلقة بالإعداد والعرض العادل لقوائم مالية خالية من أي خطأ جوهري سواء كان ذلك بسبب الغش أو الخطأ وكذلك اختيار التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة

مسؤولية مراقب الحسابات

3- إن مسؤولية إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناءً على عملية التدقيق. لقد أنجزنا أعمالنا وفقاً لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير بأن نقوم بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للتوصل إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات الضرورية لغاية الحصول على أدلة إثبات حول المبالغ والإيضاحات الواردة في القوائم المالية. يقع إختيار هذه الإجراءات بالإعتماد على تقدير مدقق الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهريّة، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ. وعند تقييم تلك المخاطر فإنّ مدقق الحسابات يأخذ في الإعتبار الرقابة الداخلية السارية المفعول بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك بهدف تحديد إجراءات خاصة بالتدقيق تكون ملائمة للظروف المتوفرة وليس بغرض إبداء الرأي حول مدى فاعليته.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييماً لمدى ملائمة الطرق المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية التي قامت بها الإدارة وكذلك تقييماً لطريقة عرض القوائم المالية بشكل عام.

وإننا نعتقد أنّ أدلة الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس معقول لإبداء رأينا.

4- إن القوائم المالية لسنة 2013 وقع إعدادها طبقا للقانون عدد 112 لسنة 96 المؤرخ في 30 ديسمبر 1996 المتعلق بالنظام المحاسبي للمؤسسات و كذلك حسب نفس الطرق المحاسبية المعتمدة بالنسبة للسنة الماضية.

5- قامت الشركة في سنة 2011 برفع قضية عدلية لاستخلاص مستحقات لدى ثلاثة وكلاء بيع والبالغة 909.175 دينار منها 851.251 دينار لم يقع تقييدها في المحاسبة. وقد صدر من طرف المحكمة الابتدائية ببن عروس حكما لفائدة الشركة بتاريخ 2012/05/02 لم يقع استئنافه, إلا أن المكلف العام بنزاعات الدولة تقدم بطلب بإبطال مفعول هذا الحكم و القضاء ببطلان الدعوى من أساسها وذلك في حق لجنة المصادر و لا تزال القضية جارية إلى حدّ هذا التاريخ.

ولقد لاحظنا أن الشركة لم تقم بالتقييد المحاسبي لهذه المستحقات وكذلك للمدخرات المحتملة المتعلقة بها.

إبداء الرأي حول القوائم المالية

6- في رأينا , باستثناء التحفظ المذكور في الفقرة عدد 5 أعلاه ، فإن القوائم المالية للشركة التونسية لأسواق الجملة والمصاحبة لهذا التقرير صحيحة وصادقة وتعتبر بصفة وافية من كافة الجوانب الجوهرية عن مركزها المالي وعن نتيجة نشاطها بالنسبة للسنة المختومة في 2013/12/31 طبقا للمبادئ المحاسبية المعتمدة بالبلاد التونسية.

7- دون التأثير على رأينا المذكور أعلاه نود لفت انتباهكم إلى النقاط التالية:

7-1- على إثر طلب عروض دولي أبرمت الشركة في سنة 2010 صفقة مع شركة « SES » لإنجاز "وحدة تثمين النفايات العضوية بالسوق" بمبلغ جملي يساوي 2.509.934 دينار بما فيه الأداءات. وعلى إثر حدوث تغييرات في حجم الأشغال تم إبرام ملحق للاتفاقية بتاريخ 2013/02/12 ليصبح المبلغ الجملي للصفقة 3.567.384 دينار بما فيه الأداءات. وفي تاريخ ختم القوائم المالية لم يتم الاستلام النهائي لهذه الوحدة التي تم عرضها ضمن الأصول في حدود الكلفة الموافق عليها والبالغة 2.053.455 دينار.

7-2- تمثل منح الاستثمار المسجلة ضمن الأموال الذاتية المبالغ التي تم قبضها بعنوان مساهمة وزارة البيئة وبعض الهياكل التابعة لها في تمويل أشغال بناء "وحدة تثمين النفايات العضوية بالسوق" بمبلغ جملي قدره 1.946.500 دينار. طبقا للمعيار المحاسبي عدد 12 فإنه سيقع إدراج هذه المنحة ضمن نتائج السنوات التي سيقع فيها تقييد الاستهلاكات الخاصة بهذه الوحدة. وبالتالي فإن المبلغ المسجل ضمن الأموال الذاتية يمثل المبلغ الخام قبل احتساب الأداء على الشركات.

7-3- قامت الشركة بتكليف مكتب دراسات خارجي للقيام بمهمة الجرد المادي للأصول الثابتة. وحسب التقرير المتعلق بهذه المهمة فإنّ عملية المقاربة بين نتائج الجرد المادي والأرصدة المحاسبية المنجزة في سنة 2014 أفرزت تعديلات محاسبية لم يقع تقييدها في سنة 2013 و التي لها تأثير على النتيجة المحاسبية بحوالي 8.900 دينار.

المراجعة الخصوصية

- 8- عملا بأحكام الفصل 266 من مجلة الشركات التجارية، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية، وتم تقديم ملاحظتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد. وتجدر الإشارة إلى أن فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية وبإعداد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.
- 9- إن المعلومات المالية الواردة في تقرير مجلس الإدارة حول نشاط الشركة خلال سنة 2013 هي مطابقة للمعلومات التي تضمنتها القوائم المالية المذكورة أعلاه .
- 10- عملا بأحكام الفصل 19 من الأمر عدد 2728 لسنة 2001 المؤرخ في 20 نوفمبر 2001، فإنه لم يتبين لنا ما من شأنه الاعتقاد أن مسك حسابات الأوراق المالية الصادرة عن الشركة لا يتوافق مع التشريع الجاري به العمل.

مراقب الحسابات
اتحاد المراجعة التونسي
عبد اللطيف عباس

تونس في 2014/04/03

الشركة التونسية لأسواق الجملة

التقرير الخاص لمراقب الحسابات

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2013

السادة مساهمي الشركة التونسية لأسواق الجملة ،

في إطار مهمة مراقبة حسابات شركة التونسية لأسواق الجملة ، نقدم لكم تقريرنا الخاص المتعلق بالإتفاقيات المنصوص عليها بالفصول 200 وما يليه من مجلة الشركات التجارية.

تتمثل مسؤوليتنا في التأكد من إحترام الإجراءات القانونية المتعلقة بالترخيص والمصادقة على هذه الإتفاقيات أو العمليات، وكذلك عرضها الصحيح في القوائم المالية. هذا وليس من مهامنا البحث بصفة خاصة عن الوجود المحتمل لمثل هذه الإتفاقيات أو العمليات ولكنه يتعين علينا أن نعلمكم بخصائصها وشروطها الأساسية دون الحاجة إلى إيداء رأي حول جدواها وسلامة أسسها، وذلك على أساس المعلومات التي وقع مدنا بها وتلك التي تم التعرف عليها من خلال إجراءات التدقيق التي قمنا بها. يتعين عليكم طبقا للفصل 200 من مجلة الشركات التجارية النظر في الفائدة المرجوة من إبرام هذه الإتفاقيات أو العمليات وذلك بغية المصادقة عليها.

أ- الإتفاقيات والالتزامات المبرمة خلال سنة 2013

لم يقع إعلامنا من طرف مجلس إدارتكم بوجود إتفاقيات أو عمليات بصدد الإنجاز خلال سنة 2013 تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه.

ب - الإتفاقيات والالتزامات المبرمة المتعلقة بسنوات فارطة

تم إبرام اتفاقية بين الشركة التونسية لأسواق الجملة ومؤسسة الطرابلسي وأبنائه تتعلق بتسوية مساحة تقدر ب50 م² كفضاء لبيع الأسماك و حددت القيمة السنوية لمعلوم الكراء بألفي (2000) دينار طبقا للتشريع الجاري به العمل .

هذا وقد تم العمل بهذه الاتفاقية خلال سنة 2013 وقد بلغت قيمة المبالغ المقبوضة من طرف الشركة خلال هذه السنة ما

قدره 514.249 دينار

ت - التزامات و تعهدات الشركة نحو المسيرين

1-تحصل الرئيس المدير العام السابق للشركة التونسية لأسواق الجملة في الفترة الممتدة بين 2013/01/01 و 2013/08/31 على أجر خام جملي يبلغ 17.960 دينار مثلما ما هو محدد في قرار رئاسة الحكومة بتاريخ 2012/05/07.

كما تحصل الرئيس المدير العام على الإمتيازات العينية التالية:

- سيارة وظيفية

- 500 لتر من الوقود شهريا بقيمة جمالية 6.018 دينار.

- التكفل بأعباء المكالمات الهاتفية

2-تحصل الرئيس المدير العام الحالي للشركة التونسية لأسواق الجملة في الفترة الممتدة بين 2013/11/01 و 2013/12/31 على أجر خام جملي يبلغ 4.490 دينار مثلما ما هو محدد في قرار رئاسة الحكومة بتاريخ 2013/12/20.

كما تحصل الرئيس المدير العام على الإمتيازات العينية التالية:

- سيارة وظيفية

- 500 لتر من الوقود شهريا بقيمة جمالية 1.570 دينار.

- التكفل بأعباء المكالمات الهاتفية

3- حددت الجلسة العامة العادية المنعقدة في 2013/06/10 المبلغ السنوي لمكافآت الحضور بـ 3.000 دينار خام لكل عضو من أعضاء مجلس الإدارة. وقد بلغت قيمة مكافآت الحضور لسنة 2012 و التي تم صرفها في سنة 2013 مبلغا خاما قدره 16.667 ديناراً.

عدا الإتفاقيات والعمليات المذكورة أعلاه لم نتعرض إلى وجود إتفاقيات أخرى تدخل تحت طائلة الفصول 200 وما يليه من مجلة الشركات التجارية.

مراقب الحسابات

اتحاد المراجعة التونسي

عبد اللطيف عباس

بلاغ الشركات

القوائم المالية

الشركة العقارية التونسية السعودية

المقر الاجتماعي : المركز العمراني الشمالي- شارع 7 نوفمبر- مركز المدينة الدولي (برج المكاتب) - تونس-

تنشر الشركة العقارية التونسية السعودية قوائمها المالية للسنة المحاسبية المختومة في 2013/12/31 و التي ستعرض للمصادقة في الجلسة العامة العادية التي ستعقد يوم 13 جوان 2014. هذه القوائم مصحوبة بالتقرير العام و الخاص لمراقبي الحسابات : مصطفى المذيب و خالد دريرة.

القوائم المالية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013

الموازنة

(محتسب بالدينار التونسي)

31 ديسمبر		المنكرات	
2012	2013	التفسيرية	
			<u>الأصول</u>
			<u>الأصول غير الجارية</u>
			الأصول الثابتة
30 055	19 997		- الأصول الثابتة غير المادية
(30 055)	(19 997)		- الإستهلاكات
-	-	4	
1 279 673	1 175 408		- الأصول الثابتة المادية
(661 631)	(642 931)		- الإستهلاكات
618 042	532 477	4	
8 843 204	9 837 240		- الأصول المالية
8 843 204	9 837 240	5	
9 461 246	10 369 717		<u>مجموع الأصول الثابتة</u>
9 461 246	10 369 717		<u>مجموع الأصول غير الجارية</u>
			<u>الأصول الجارية</u>
45 444 704	35 571 060	6	- المخزونات
9 599 901	2 928 597	7	- الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
2 412 958	2 670 360	8	- أصول جارية أخرى
7 845 152	1 873 953	9	- السيولة وما يعادل السيولة
65 302 715	43 043 970		<u>مجموع الأصول الجارية</u>
74 763 961	53 413 687		<u>مجموع الأصول</u>

القوائم المالية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013

الموازنة

(محتسب بالدينار التونسي)

31 ديسمبر		المذكرات	
2012	2013	التفسيرية	
			الأموال الذاتية والخصوم
			الأموال الذاتية
15 600 000	15 600 000		- رأس المال الإجتماعي
1 280 870	1 514 940		- احتياطات قانونية
11 500 000	11 500 000		- منح إصدار
5 495 836	5 868 728		- احتياطات أخرى
430 844	120 437		- النتائج المؤجلة
34 307 550	34 604 105		مجموع الأموال الذاتية قبل احتساب نتيجة السنة
3 103 924	802 343		نتيجة السنة
37 411 474	35 406 448	10	مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص
			الخصوم الغير الجارية
1 902 648	1 284 207	11	- القروض
-	200 000		- مدخرات
1 902 648	1 484 207		مجموع الخصوم الغير الجارية
			الخصوم الجارية
1 743 775	2 259 998	12	- المزودون والحسابات المتصلة بهم
11 160 008	5 173 693	13	- الخصوم الجارية الاخرى
22 546 056	9 089 341	14	- المساعدات البنكية وغيرها من الخصوم المالية
35 449 839	16 523 032		مجموع الخصوم الجارية
37 352 487	18 007 239		مجموع الخصوم
74 763 961	53 413 687		مجموع الأموال الذاتية والخصوم

القوائم المالية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013

قائمة النتائج

(محتسب بالدينار التونسي)

31 ديسمبر		المذكرات	
2012	2013	التفسيرية	
			<u>إيرادات الاستغلال</u>
18 715 771	16 789 000	15	- المداخيل
651 355	301 902	16	- إيرادات الإستغلال الأخرى
749 652	829 714		- تحويل أعباء
20 116 778	17 920 616		<u>مجموع إيرادات الاستغلال</u>
			<u>أعباء الاستغلال</u>
13 992 109	13 503 587	17	- كلفة المحلات المباعة
503 233	683 670	18	- أعباء الأعوان
242 447	560 843	20	- مخصصات الإستهلاكات والمدخرات
749 651	1 221 040	19	- أعباء الإستغلال الأخرى
15 487 440	15 969 140		<u>مجموع أعباء الاستغلال</u>
4 629 338	1 951 476		<u>نتيجة الاستغلال</u>
(598 143)	(696 666)	21	- أعباء مالية صافية
95 213	128 682	22	- إيرادات التوظيفات
7 147	173 384	23	- الأرباح العادية الأخرى
(161 687)	(409 891)	24	- الخسائر العادية الأخرى
3 971 868	1 146 985		<u>نتيجة الأنشطة العادية قبل احتساب الأداءات</u>
(867 944)	(344 642)	8	- الأداء على الشركات
3 103 924	802 343		<u>النتيجة الصافية</u>

القوائم المالية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013

جدول التدفقات النقدية

(محتسب بالدينار التونسي)

31 ديسمبر		المذكرات	
2012	2013	التفسيرية	
<u>التدفقات النقدية المتصلة بالاستغلال</u>			
3 103 924	802 343		- النتيجة الصافية
			- تسويات بالنسبة لـ :
261 058	629 021	20	. مخصصات الإستهلاكات والمدخرات
(18 611)	(68 178)	20	. استرداد على مدخرات
682	631	10	. فوائد لفائدة الصندوق الإجتماعي
(83)	-		. تصفية أرصدة قديمة
(2 853)	-		. إيرادات صافية على التفويت في أصول مالية
			- تغيرات :
2 423 176	9 873 644	25	. المخزونات
(2 983 212)	6 391 693	25	. الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
(975 077)	(217 774)	25	. الأصول الجارية الأخرى
1 062 719	(5 614 223)	25	. المزودون والخصوم الجارية الأخرى
2 871 723	11 797 157		<u>التدفقات النقدية المتأتية من (المخصصة لـ) الاستغلال</u>
<u>التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الاستثمار</u>			
(5 065)	(5 897)	4	. الدفعات المتأتية من اقتناء أصول ثابتة مادية وغير مادية
(1 410 000)	(1 000 000)	5	. الدفعات المتأتية من اقتناء أصول مالية
9 464	5 964	5	. المقايض المتأتية من بيع و تسديد أصول مالية
(1 405 601)	(999 933)		<u>التدفقات النقدية المتأتية من (المخصصة لـ) أنشطة الاستثمار</u>
<u>التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة التمويل</u>			
7 800 000	-		. مقايض إثر إصدار أسهم
12 000 000	2 000 000	14	. المقايض المتأتية من القروض
(12 955 655)	(14 944 475)	14 و 11	. الدفعات المتأتية من سداد قروض
(1 068 293)	(2 776 718)	13 و 10	. صرف المرابيح وغيرها من أنواع التوزيع
5 776 052	(15 721 193)		<u>التدفقات النقدية المتأتية من (المخصصة لـ) أنشطة التمويل</u>
<u>تغير الخزينة</u>			
(2 504 315)	4 737 859	14 و 9	. الخزينة في بداية السنة
4 737 859	(186 110)	14 و 9	. الخزينة في نهاية السنة

الارصدة الوسيطة للتصرف

(محتسب بالدينار التونسي)

2012	2013	الارصدة	2012	2013	الاعباء	2012	2013	الإيرادات
4 723 662	3 285 413	<u>الهامش التجاري</u>	13 992 109	13 503 587	كلفة المحلات المباعة	18 715 771	16 789 000	مبيعات السلع وغيرها من إيرادات الاستغلال
			635 119	1 127 607	أعباء خارجية أخرى	4 723 662	3 285 413	الهامش التجاري
						651 355	301 902	إيرادات الإستغلال الأخرى
						749 652	829 714	تحويل أعباء
5 489 550	3 289 422	<u>القيمة المضافة الخام</u>	635 119	1 127 607	<u>المجموع</u>	6 124 669	4 417 029	<u>المجموع</u>
			503 233	683 670	أعباء الاعوان			
			114 532	93 433	ضرائب وأداءات	5 489 550	3 289 422	القيمة المضافة الخام
4 871 785	2 512 319	<u>زائد (ناقص) الاستغلال الخام</u>	617 765	777 103	<u>المجموع</u>	5 489 550	3 289 422	<u>المجموع</u>
			242 447	560 843	مخصصات الاستهلاكات والمدخرات	4 871 785	2 512 319	زائد الاستغلال الخام
			161 687	409 891	خسائر عادية أخرى	7 147	173 384	أرباح عادية أخرى
			598 143	696 666	أعباء مالية صافية	95 213	128 682	إيرادات التوظيفات
			867 944	344 642	الأداء على الشركات			
3 103 924	802 343	<u>نتيجة الأنشطة العادية</u>	1 870 221	2 012 042	<u>المجموع</u>	4 974 145	2 814 385	<u>المجموع</u>
3 103 924	802 343	<u>النتيجة الصافية للسنة</u>						

الإيضاحات حول القوائم المالية

مذكرة 1 : تقديم الشركة

تأسست الشركة العقارية التونسية السعودية في 24 أبريل 1984 برأس مال قدره 5.000.000 دينار مقسم إلى 50.000 سهما بقيمة 100 دينار لكل سهم .

وقع الترفيع في رأس المال من 5.000.000 دينار إلى 7.500.000 دينار وذلك بقرار من الجمعية العامة الخارقة للعادة المنعقدة في 15 أبريل 1992 .

قررت الجمعية العامة الخارقة للعادة المنعقدة في 5 جوان 2005 التخفيض في القيمة الاسمية للأسهم، وذلك من 100 دينار إلى 5 دنانير للسهم الواحد ليصبح عدد الأسهم المكوّنة لرأس المال 1.500.000 سهما .

وقررت نفس الجمعية فتح رأس مال الشركة وإدراج أسهمها بالسوق الأولى لبورصة الأوراق المالية بتونس. وقد تمت عملية الإدراج في شهر فيفري 2006 بإحالة 240.000 سهم عن طريق عرض عمومي للبيع، وبإصدار 300.000 أسهم جديدة بسعر إصدار يساوي 11 دينار، نتج عنها الترفيع في رأس المال ليصبح 9.000.000 دينار، و تحصيل منحة إصدار قدرها 1.800.000 دينار.

كما قررت الجمعية العامة الخارقة للعادة المنعقدة في 2 جوان 2006 التخفيض في القيمة الاسمية للأسهم، وذلك من 5 دنانير إلى دينار واحد ليصبح عدد الأسهم المكونة لرأس المال 9.000.000 سهم .

هذا وقررت الجمعية العامة الخارقة للعادة المنعقدة في 8 ديسمبر 2006 الترفيع في رأس مال الشركة من 9.000.000 دينار إلى 13.000.000 دينار وذلك بإصدار 3.000.000 سهم جديدة بسعر إصدار يساوي 2.5 دينار، نتج عن ذلك تحصيل منحة إصدار قدرها 4.500.000 دينار، وبإصدار 1.000.000 سهم جديدة وإع اقتطاعها من مدخرات الشركة وإسنادها مجانا للمساهمين.

وأخيرا قررت الجمعية العامة الخارقة للعادة المنعقدة في 15 جوان 2012 الترفيع في رأس مال الشركة من 13.000.000 دينار إلى 15.600.000 دينار وذلك بإصدار 2.600.000 سهم جديدة وقع اكتتابها نقدا بسعر إصدار يساوي القيمة الاسمية و قدرها 1 دينار يضاف إليها منحة إصدار قدرها 2 دينار على أن تتمتع الأسهم الجديدة بالأرباح الموزعة اعتبارا من غرة جانفي 2012.

هذا وتم التصريح بالإكتتاب والدفع بتاريخ 17 جانفي 2013.

يتمثل غرض الشركة فيما يلي :

- 1- مباشرة جميع الأنشطة المتعلقة بالبعث العقاري من شراء وبناء وتجديد للعقارات من أراضي وعمارات فردية أو جماعية المعدة للسكن أو الإدارة أو ذات الصبغة التجارية أو السياحية أو الصناعية التقليدية أو غيرها سواء بالبلاد التونسية أو بالخارج.
- 2- تقسيم وتهيئة وتجهيز الأراضي المخصصة غاية إعدادها للسكن أو الإدارة أو كل غاية أخرى تجارية منها أو السياحية بدون تحديد.
- 3- إقتناء وبيع ، سواء عن طريق المساهمة أو المبادلة أو الشراء أو الإكتتاب أو غيرها وبناء وهدم وتركيز وتهيئة وإدارة وإستئجار كل العقارات المبنية أو غير المبنية وكذلك كل الأصول التجارية والمعدات والمواد المنقولة من أي نوع كانت وكل المؤسسات الصناعية والتجارية .
- 4- تكوين الشركات والإكتتاب وشراء السندات وإكتساب مصالح والتجميع والمشاركة والمساهمة بالأثاث أو بالعقارات والإدماج والقرض وفتح الإعتمادات لكل المؤسسات الصناعية أو التجارية المرتبطة بغرض الشركة .
- 5- إقتناء الممتلكات المنقولة أو العقارية وشراء وتوريد كل المنتجات والمعدات والأجهزة والآلات والأدوات الصالحة والضرورية لإحدى العمليات المذكورة أعلاه .
- 6- وعلى وجه العموم القيام بكل العمليات المالية أو التجارية أو الصناعية أو المنقولة أو العقارية أو غير ذلك من العمليات المرتبطة بصفة مباشرة أو غير مباشرة بموضوع الشركة أو بأي موضوع مماثل أو متم له.

المرجع المحاسبي

مذكرة 2 : التصريح بالتقيد

ضبطت القوائم المالية وفقا لأحكام نظام المحاسبة للمؤسسات حيث أن الطرق والمبادئ المعتمدة لتقيد العمليات تتلاءم كليا مع الطرق والمبادئ المنصوص عليها ضمن المعايير المحاسبية المعمول بها.

مذكرة 3 : الطرق والمبادئ المحاسبية المطبقة

ضبطت القوائم المالية باعتماد المفهوم المالي لرأس المال مع الحفاظ بقاعدة التكلفة التاريخية كقاعدة للقياس.

تتلخص الطرق والمبادئ المحاسبية الأكثر دلالة والمعتمدة لاعداد القوائم المالية كالاتي :

1.3 الوحدة النقدية

تحتسب الجداول المالية بالدينار التونسي.

2.3 المجمدات

لا تشمل المجمدات إلا على العناصر التي تتجاوز مع ضوابط الإقرار بالأصول.

وتسجل المجمدات بسعر تكلفتها أو بقيمة اقتنائها. يدرج في التكلفة ثمن الشراء والمعاليم والأداءات المتحملة والغير قابلة للإسترجاع والمصاريف المباشرة مثل مصاريف التسليم والتركيب.

تستهلك المجمدات عند بدء الاستعمال حسب طريقة الاستهلاك المتساوي الاقساط وعلى أساس النسب التالية :

33%	- المنظومات الإعلامية
5%	- مبان
20%	- معدات نقل
15%	- معدات اعلامية
10%	- الأثاث والمعدات الإدارية
10%	- أشغال الترتيب والتهيئة والتركيب

3-3 سندات المساهمة

تسجل سندات المساهمة بقيمة اقتنائها. ويتخذ مخصص لنقص قيمة سندات المساهمة بالنسبة للسندات التي تتجاوز قيمة اقتنائها حصة الأصول الصافية الراجعة للشركة العقارية التونسية السعيدة. وتحدد هذه الأصول الصافية لأحر الجداول المالية المتوفرة.

4.3 المخزونات

تقيم الأراضي والمحلات التجارية والشقق المعدة للبيع بسعر التكلفة.

إلا أنه وبالنسبة لمشروع برج خفشة 3 تضم قيمة المخزون نسبة من الهامش بعنوان القسط الأذي تمت فيه وعود بيع رسمية وذلك وفقا لطريقة النسبة المئوية لتقدم الأشغال في إطار عقود البناء مثلما ورد بالفقرة 11 وما يليها من المعيار المحاسبي عدد 9 المتعلق بعقود البناء.

تسجل كل المصاريف المتعلقة بالأشغال الجارية في الشراءات.

عند نهاية السنة تحول كل الشراءات والقسط الصحيح من التكاليف المباشرة والتكاليف غير المباشرة التي تتصل بصفاة معقولة بكل مشروع إلى حساب المخزونات وتحول تكلفة المحل المباع من حساب المخزونات إلى حساب " كلفة المحلات المباعة ".

5.3 القروض

يتم احتساب أصل القروض التي يقع إسنادها من طرف البنوك ضمن الخصوم الغير الجارية. فيما تدرج الأقساط التي ستحل آجالها في أقل من سنة ضمن الخصوم الجارية.

هذا و يقع دمج فوائد القروض المخصصة لتمويل مشاريع معينة، ضمن كلفة المخزونات.

الإيضاحات حول الموازنة

مذكرة 4 : الأصول الثابتة المادية وغير المادية

بلغت الأصول الثابتة المادية وغير المادية الصافية من الاستهلاكات في 31 ديسمبر 2013 ما قدره 532.477 د، مقابل 618.042 د في 31 ديسمبر 2012.

31 ديسمبر

2012

2013

30 055

19 997

- الأصول الثابتة غير المادية

1 279 673

1 175 408

- الأصول الثابتة المادية

1 309 728

1 195 405

القيمة الخام

(30 055)

(19 997)

- استهلاكات الأصول الثابتة غير المادية

(661 631)

(642 931)

- استهلاكات الأصول الثابتة المادية

(691 686)

(662 928)

قيمة الاستهلاكات

618 042

532 477

القيمة الصافية

يقدم الجدول المفصل للأصول الثابتة المادية وغير المادية كما يلي :

جدول الاصول الثابتة المادية وغير المادية والاسـتـهـلاكات

في 31 ديسمبر 2013

(محتسب بالدينار)

القيمة الصافية المحاسبية	الاستهلاكات			القيمة الخام				نسبة الاستهلاكات	الأصول المادية وغير المادية	
	2013/12/31	تصفية أرصدة قديمة	استهلاكات	2012/12/31	2013/12/31	تصفية أرصدة قديمة	إقتاعات			2012/12/31
										الأصول الثابتة غير المادية
-	19 997	(10 058)	-	30 055	19 997	(10 058)	-	30 055	33%	المنظومات الإعلامية
-	19 997	(10 058)	-	30 055	19 997	(10 058)	-	30 055		المجموع
										الأصول الثابتة المادية
424 525	283 016	-	35 377	247 639	707 541	-	-	707 541	5%	مبان
41 933	136 304	-	29 600	106 704	178 237	-	-	178 237	20%	معدات النقل
17 800	51 224	(110 162)	6 413	154 973	69 024	(110 162)	-	179 186	10%	أثاث ولوازم المكاتب
40 364	139 695	-	16 851	122 844	180 059	-	3 529	176 530	10%	التهيئة والتجهيز والتركيب
7 855	32 692	-	3 221	29 471	40 547	-	2 368	38 179	15%	معدات اعلامية
532 477	642 931	(110 162)	91 462	661 631	1 175 408	(110 162)	5 897	1 279 673		المجموع
532 477	662 928	(120 220)	91 462	691 686	1 195 405	(120 220)	5 897	1 309 728		المجموع العام

مذكرة 5 : الأصول المالية

تحلل الأصول المالية كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>		
8 818 799	9 818 799	(أ)	- مساهمات
24 405	18 441	(ب)	- قروض
8 843 204	9 837 240	المجموع	
			(أ) تحلل المساهمات كما يلي :
2 340	2 340		- الشركة المدنية " الأروقة 1 "
5 233	5 233		- الشركة المدنية " الأروقة 2 "
62 460	62 460		- الشركة المدنية " نابل سنتر "
10 000	10 000		- البنك التونسي للتضامن
8 738 766	8 738 766		- شركة " انترناشيونال سيتي سنتر "
-	1 000 000		- تسبقة بعنوان المساهمة في الترفيع في رأس مال شركة " انترناشيونال سيتي سنتر "
8 818 799	9 818 799	المجموع	
			(ب) تحلل عمليات التداول المسجلة في بند القروض كآلاتي :
	24 405		الرصيد في 31 ديسمبر 2012
	(5 964)		- تسديدات
	18 441		الرصيد في 31 ديسمبر 2013

مذكرة 6 : المخزونات

تحلل المخزونات كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>		
30 313 237	22 945 972	(أ)	- أشغال قيد الإنجاز
15 131 467	12 625 088	(ب)	- مخزون المحلات
45 444 704	35 571 060	المجموع	
			(أ) تتجزأ الأشغال قيد الإنجاز كما يلي :
68 081	68 081		- أشغال قيد الإنجاز " بيتش كليب نابل "
9 054 096	-		- أشغال قيد الإنجاز " ديار الرحاب 5 "
2 055 338	2 055 338		- أشغال قيد الإنجاز " المركز العمراني الشمالي EHC "
3 293 896	3 293 896		- أشغال قيد الإنجاز " اسراء "
7 896 663	7 912 410		- أشغال قيد الإنجاز " نزهة "
4 332 812	4 332 812		- أشغال قيد الإنجاز " لمياء "
3 612 351	5 283 435		- أشغال قيد الإنجاز " ارض النصر "
30 313 237	22 945 972	المجموع	
			(ب) يحلل مخزون المحلات كما يلي :
-	839 308		- مخزون محلات " ديار الرحاب 5 "
13 655 862	10 310 175		- مخزون محلات " شاطئ القنطاوي "
41 500	41 500		- مخزون محلات " برج خفشة 1 "
1 222 168	1 222 168		- مخزون محلات " برج خفشة 3 "
14 687	14 687		- مخزون محلات " ديار سيدي سليمان 2 "
79 250	79 250		- مخزون محلات " بنزرت سنتر 1 "
118 000	118 000	*	- مخزون محلات "نابل سنتر" - سينس للتصرف -
15 131 467	12 625 088	المجموع	
			* مخزونات متأتية على إثر تحويل أصول شركة سينس للتصرف.
			يمكن تقديم العمليات المسجلة ضمن المخزونات عبر الجدول التالي :

جدول التغييرات المسجلة على المخزونات

الرصيد في 31 ديسمبر 2013	تكلفة المبيعات	التحويلات	الأشغال المزمع انجازها عند نهاية السنة	الأشغال المنجزة	الأشغال المزمع انجازها عند بداية السنة	الرصيد في 31 ديسمبر 2012	
							أشغال قيد الإنجاز
68 081	-	-	-	-	-	68 081	بيتش كليب نابل
-	-	(10 697 336)	-	4 281 895	(2 638 655)	9 054 096	ديار الرحاب 5
2 055 338	-	-	-	-	-	2 055 338	المركز العمراني الشمالي EHC
3 293 896	-	-	-	-	-	3 293 896	اسراء
7 912 410	-	-	-	15 747	-	7 896 663	نزهة
4 332 812	-	-	-	-	-	4 332 812	لمياء
5 283 435	-	-	-	1 671 084	-	3 612 351	النصر
22 945 972	-	(10 697 336)	-	5 968 726	(2 638 655)	30 313 237	مجموع الأشغال قيد الإنجاز
							مخزون المحلات
839 308	(9 858 028)	10 697 336	-	-	-	-	ديار الرحاب 5
10 310 175	(3 645 559)	-	-	503 207	(203 335)	13 655 862	شاطئ القنطاوي
41 500	-	-	-	-	-	41 500	برج خفشة 1
1 222 168	-	-	-	-	-	1 222 168	برج خفشة 3
14 687	-	-	-	-	-	14 687	ديار سيدي سليمان 2
79 250	-	-	-	-	-	79 250	بنزرت سنتر 1
118 000	-	-	-	-	-	118 000	نابل سنتر
12 625 088	(13 503 587)	10 697 336	-	503 207	(203 335)	15 131 467	مجموع مخزون المحلات
35 571 060	(13 503 587)	-	-	6 471 933	(2 841 990)	45 444 704	المجموع

مذكرة 7 : الحرفاء والحسابات المتصلة بهم

بلغ حساب " الحرفاء والحسابات المتصلة بهم " في 31 ديسمبر 2013، ما قدره 2.928.597 د مقابل 9.599.901 د عند اختتام السنة الماضية ويتجزأ كالاتي :

31 ديسمبر			
2012	2013		
9 063 296	2 728 883		- حرفاء ، مستحقات عادية
293 874	293 874	(i)	- حرفاء ، مستحقات عادية (سيئس للتصرف)
142 835	134 075		- حرفاء ، أوراق مستحقة
252 950	204 430	(i)	- حرفاء ، أوراق مستحقة (سيئس للتصرف)
9 752 955	3 361 262	المجموع الخام	
(153 054)	(432 665)		- مدخرات لإنخفاض قيمة حسابات الحرفاء
9 599 901	2 928 597	المجموع الصافي	

(i) مستحقات حرفاء متأتية على إثر تحويل أصول شركة سيئس للتصرف.

مذكرة 8 : أصول جارئة أخرى

تتجزأ الأصول الجارية الأخرى كالاتي :

31 ديسمبر			
2012	2013		
163 169	57 048		- تسبقات للمزودين
6 873	5 627		- تسبقات للأعوان
70 678	70 171		- الدولة ، فائض الأداء على القيمة المضافة
-	436 508	(i)	- الدولة ، فائض الضريبة على الشركات
1 991 233	2 111 437		- الحساب الجاري مع شركة " انتارناشيونال سيئي سنتر "
338 839	264 259		- مدينون مختلفون
29 010	6 616		- أعباء مسجلة مسبقا
134 090	-		- إيرادات مستحقة
2 733 892	2 951 666	المجموع الخام	
(320 934)	(281 306)		- مدخرات
2 412 958	2 670 360	المجموع الصافي	

(أ) وقع احتساب الضريبة على الشركات طبقاً للنظام الضريبي الجاري به العمل كالاتي :

802 343

النتيجة المحاسبية

1 268 655

إعادة إدماج

344 642

- الضريبة على الشركات

153 897

- أعباء غير قابلة للطرح

279 611

- مخصصات لمدخرات إنخفاض قيمة المستحقات على الحرفاء

28 550

- مخصصات لمدخرات إنخفاض قيمة الأصول الجارية الأخرى

229 398

- مخصصات مدخرات للمخاطر والأعباء

35 158

- مخصصات الاستهلاك، صيانة، وقود ومعلوم جولان السيارة (11CV)

106 017

- تصفية حسابات قديمة

26 382

- خسائر أخرى

65 000

- مكافآت حضور

(68 178)

الطرح

(68 178)

- استرداد على مدخرات لإنخفاض قيمة الأصول الجارية الأخرى لم يتم طرحها سابقا

2 002 820

النتيجة الجبائية للسنة المالية قبل المدخرات

(279 611)

- مخصصات مدخرات إنخفاض قيمة المستحقات على الحرفاء المتنازع معهم

1 723 209

النتيجة الجبائية للسنة المالية بعد المدخرات

(600 000)

مساهمة في رأس مال شركة انترناشيونال سيتي سنتر

(600 000)

- مبلغ الإستثمار

(603 123)

35%

- الحد الأقصى

1 123 209

الربح الخاضع للضريبة

344 642

الضريبة على الشركات

336 963

30%

- الأداء على الشركات

344 642

20%

- الضريبة الدنيا

(781 150)

الطرح

(781 150)

- أقساط احتياطية

(436 508)

فائض الضريبة

مذكرة 10 : الأموال الذاتية

تحلل الأموال الذاتية كالاتي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>		
15 600 000	15 600 000		- رأس المال الإجتماعي
1 280 870	1 514 940	(أ)	- احتياطات قانونية
11 500 000	11 500 000		- منح إصدار
38 595	39 226		- احتياطات الصندوق الاجتماعي
1 802 438	1 802 438		- احتياطات خاضعة إلى نظام جبائي خاص
2 318 019	3 836 921		- احتياطي اعادة استثمار معفاة
190 143	190 143	(ب)	- حصص تكميلية أخرى
1 146 641	-		- ارباح مرصودة
430 844	120 437		- النتائج المؤجلة
34 307 550	34 604 105		مجموع الأموال الذاتية قبل النتيجة
3 103 924	802 343		نتيجة السنة
37 411 474	35 406 448	(ج)	مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص
			(أ) وقع تكوين الإحتياطي القانوني وفقا لمقتضيات الفصل 287 من مجلة الشركات التجارية. حيث يجب على الشركة تخصيص نسبة 5% من الأرباح القابلة للتوزيع لهذا الإحتياطي وذلك إلى أن يبلغ عشر رأس مال الشركة. هذا ولا يمكن توزيع هذا الإحتياطي.
			(ب) يمثل رصيد هذا البند فائض قيمة التفويت في الأسهم الذاتية التي كانت قد اقتنتها الشركة قصد تعديل سعرها ببورصة الأوراق المالية بتونس.
			(ج) فيما يلي جدول العمليات المسجلة على الأموال الذاتية :

جدول العمليات المسجلة على الأموال الذاتية

في 31 ديسمبر 2013

(محتسب بالدينار)

المجموع	توزيع الأرباح	نتيجة السنة	النتائج الموجلة	أرباح مرصودة	حصص تكميلية أخرى	إحتياطي إعادة إستثمار معفاة	إحتياطات خاضعة إلى نظام جبائي خاص	إحتياطات الصندوق الإجتماعي	الإحتياطي الإستثنائي	منح إصدار	الإحتياطي القانوني	رأس المال الإجتماعي	
27 806 868	1 950 000	1 803 992	-	-	190 143	1 442 909	3 102 438	37 913	681 470	6 300 000	1 248 003	13 000 000	الرصيد في 31 ديسمبر 2011
(1 300 000)	1 300 000	(1 803 992)	430 844	1 146 641		875 110	(1 300 000)		(681 470)		32 867		التخصيصات المصادق عليها من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة في 15 جوان 2012
7 800 000										5 200 000		2 600 000	ترقيع في رأس المال الإجتماعي المصادق عليه من طرف الجلسة العامة غير العادية المنعقدة في 15 جوان 2012
682								682					فوائد على الصندوق الإجتماعي
3 103 924		3 103 924											نتيجة السنة
37 411 474	1 300 000	3 103 924	430 844	1 146 641	190 143	2 318 019	1 802 438	38 595	-	11 500 000	1 280 870	15 600 000	الرصيد في 31 ديسمبر 2012
(2 808 000)	2 808 000	(3 103 924)	(310 407)	(1 146 641)		1 518 902					234 070		التخصيصات المصادق عليها من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة في 14 جوان 2013
631								631					فوائد على الصندوق الإجتماعي
802 343		802 343											نتيجة السنة
35 406 448	2 808 000	802 343	120 437	-	190 143	3 836 921	1 802 438	39 226	-	11 500 000	1 514 940	15 600 000	الرصيد في 31 ديسمبر 2013

جدول القروض في 31 ديسمبر 2013

(يحتسب بالدينار)

الرصيد في 31 ديسمبر 2013			التسديدات	إعادة جدولة	الإضافات	الرصيد في بداية الفترة	مدة التسديد	نسبة الفائدة	مبلغ القرض	المقرضون
غير خالص	أقل من سنة	أكثر من سنة								
-	-	-	(333 333)	(666 667)	-	1 000 000	(2013 - 2010) كل ثلاثة أشهر	TMM + 1,5%	4 000 000	الشركة التونسية السعودية للإستثمار الإنمائي
-	500 000	166 667	666 667	-	666 667	-	(2015 - 2014) كل ثلاثة أشهر	TMM + 2,50%	666 667	الشركة التونسية السعودية للإستثمار الإنمائي
-	-	-	-	(860 809)	-	860 809	(2013 - 2010) شهريا	TMM + 1,25%	4 550 000	بنك تونس العربي الدولي
-	785 107	1 117 540	1 902 647	(497 353)	-	2 400 000	(2016 - 2013) شهريا	TMM + 1,5%	2 400 000	بنك تونس العربي الدولي
3 741 983	-	-	3 741 983	(1 252 980)	-	4 994 963	(2013 - 2012) كل ثلاثة أشهر	TMM + 1,5%	5 000 000	الشركة التونسية السعودية للإستثمار الإنمائي
3 741 983	1 285 107	1 284 207	6 311 297	(2 944 475)	-	9 255 772			16 616 667	جملة القروض

مذكرة 12 : المزودون والحسابات المتصلة بهم

يجل بند " المزودون والحسابات المتصلة بهم " كالاتي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
194 788	1 130 565	- مزودو استغلال
1 019 286	578 879	- مزودون ، خصم بعنوان الضمان
529 701	550 554	- مزودون ، سندات متعين دفعها
1 743 775	2 259 998	المجموع

مذكرة 13 : الخصوم الجارية الأخرى

تحلل الخصوم الجارية الأخرى كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
3 534 788	433 475	- تسبقات الحرقاء
-	60 369	- الأعوان - أجور مستحقة
159 507	522 634	- الدولة ، الضرائب والأداءات
404 536	-	- الضريبة على الشركات للدفع
39 279	48 729	- ضمان إجتماعي وهياكل إجتماعية أخرى
947 616	738 566	- الحساب الجاري مع القابضة العربية للتعمير
373 204	474 441	- الحساب الجاري للمساهمين
2 583 503	2 614 785	- حصص أرباح للدفع
94 215	128 252	- مختلف الدائنين
181 370	123 044	- أعباء أخرى للدفع
203 335	-	- مصاريف الأشغال المزمع انجازها / مرسى القنطاوي
2 638 655	-	- مصاريف الأشغال المزمع انجازها / رحاب 5
-	29 398	- مدخرات جارية للمخاطر والأعباء
11 160 008	5 173 693	المجموع

مذكرة 14 : المساعدات البنكية وغيرها من الخصوم المالية

بلغ حساب " المساعدات البنكية وغيرها من الخصوم المالية " في 31 ديسمبر 2013، 9.089.341 د مقابل 22.546.056 د عند اختتام السنة الماضية وتتجزأ كالاتي :

31 ديسمبر			
2012	2013		
4 191 494	1 285 107	(أنظر مذكرة 11)	- آجال أقل من سنة على قروض غير جارية
3 161 630	3 741 983	(أنظر مذكرة 11)	- آجال غير خالصة على قروض غير جارية
12 000 000	2 000 000		- قروض قصيرة المدى
1 561	1 906		- بنك الإسكان المنستير 2
1 059 394	1 839 959		- ستوسيد بنك
1 943 238	73 916		- بنك تونس العربي الدولي
102 081	-		- التجاري بنك
-	143 169		- بنك الامان
1 019	1 113		- الشركة التونسية للبنك
85 639	2 188		- فوائد مطلوبة
22 546 056	9 089 341	المجموع	

الإيضاحات حول قائمة النتائج

مذكرة 15 : المداخيل

تحلل المداخيل كما يلي :

31 ديسمبر		
2012	2013	
12 622 000	4 215 000	- مبيعات شاطئ القنطاوي
6 004 000	12 564 000	- مبيعات ديار رحاب 5
89 771	10 000	- مبيعات المركز العمراني الشمالي
18 715 771	16 789 000	المجموع

مذكرة 16 : إيرادات الإستغلال الأخرى

تحلل إيرادات الإستغلال الأخرى كما يلي :

31 ديسمبر		
2012	2013	
93 822	181 950	(أ) - أتعاب التصرف " انتارناشيونال سيتي سنتر "
24 092	-	- أتعاب التصرف " القابضة العربية للتعمير "
8 185	230	(ب) - أتعاب تسويقية
480 000	-	- المساعدة الفنية
31 756	75 612	- إسترجاع مصاريف الملكية المشتركة
13 500	30 200	- أتعاب انجاز العقود
-	13 910	- إيرادات أخرى
651 355	301 902	المجموع

(أ) تتمثل هذه الأتعاب في الخدمات المسداة لفائدة شركة انترناشيونال سيتي سنتر وفقا للإتفاقية الممضاة في 05 ديسمبر 2003 والمصادق عليها من طرف مجلس ادارة الشركتين. و حدد هذا المبلغ بنسبة 3% من قيمة الأشغال التي قامت بها الشركة المذكورة.

(ب) تتمثل هذه الأتعاب في الخدمات التسويقية المسداة لفائدة شركة انترناشيونال سيتي سنتر وفقا للإتفاقية الممضاة في 05 ديسمبر 2003 والمصادق عليها من طرف مجلس ادارة الشركتين. و حدد هذا المبلغ بنسبة 2% من قيمة المبيعات السنوية لشركة انترناشيونال سيتي سنتر.

مذكرة 17 : كلفة المحلات المباعة

تحلل كلفة المحلات المباعة كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
9 979 100	3 645 559	- كلفة المحلات المباعة " شاطئ القنطاوي "
3 945 904	9 858 028	- كلفة المحلات المباعة " ديار الرحاب 5 "
67 105	-	- كلفة المحلات المباعة " المركز العمراني الشمالي "
13 992 109	13 503 587	المجموع

مذكرة 18 : أعباء الأعوان

تحلل أعباء الأعوان كالتالي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
440 264	608 626	- الرواتب ومستحقات الرواتب
52 876	65 148	- أعباء إجتماعية قانونية
10 093	9 896	- أعباء إجتماعية أخرى
503 233	683 670	المجموع

مذكرة 19 : أعباء الاستغلال الأخرى

تحلل أعباء الاستغلال الأخرى كما يلي :

31 ديسمبر			
2012	2013		
			<u>الخدمات الخارجية</u>
9 420	13 685		- كراءات وأعباء أخرى
17 850	19 916		- صيانة واصلاحات
3 736	3 654		- أقساط التأمين
910	1 074		- أخرى
31 916	38 329	<u>المجموع الجزئي (1)</u>	
			<u>الخدمات الخارجية الأخرى</u>
73 059	168 487		- مرتبات الوسطاء وأتعاب
211 215	575 200		- إشهار ونشريات وعلاقات عامة
36 690	20 565		- مهمات
26 920	20 143		- هيات
78 990	137 779		- استقبال (نفقات مجلس الإدارة)
18 378	17 439		- نفقات بريدية وهاتفية
14 779	17 208		- كهرباء وماء
21 989	6 240		- خدمات بنكية وخدمات مماثلة
12 654	41 217		- خدمات خارجية أخرى
494 674	1 004 278	<u>المجموع الجزئي (2)</u>	
			<u>ضرائب وأداءات</u>
8 409	10 203		- الأداء على التكوين المهني
4 205	5 102		- صندوق النهوض بالمسكن لفائدة الأجراء
37 464	34 878		- معلوم الجماعات المحلية
41 162	11 296		- أداء التسجيل والطابع الجبائي
670	670		- معلوم جولان السيارات
22 622	31 284		- ضرائب وأداءات أخرى
114 532	93 433	<u>المجموع الجزئي (3)</u>	
108 529	85 000		- مكافآت حضور
108 529	85 000	<u>المجموع الجزئي (4)</u>	
749 651	1 221 040	<u>المجموع (1)+(2)+(3)+(4)</u>	

مذكرة 20 : مخصصات الإستهلاكات والمدخرات

تحلل مخصصات الإستهلاكات والمدخرات كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
99 611	91 462	- مخصصات الإستهلاكات للأصول الثابتة المادية
153 054	279 611	- مخصصات مدخرات إنخفاض قيمة المستحقات على الحرفاء
8 393	28 550	- مخصصات مدخرات إنخفاض قيمة الأصول الجارية الأخرى
-	229 398	- مخصصات مدخرات للمخاطر والأعباء
-	(68 178)	- استرداد على مدخرات لإنخفاض قيمة الأصول الجارية الأخرى
(18 611)	-	- استرداد على مدخرات المخاطر والأعباء
242 447	560 843	المجموع

مذكرة 21 : أعباء مالية صافية

تحلل الأعباء المالية الصافية كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
1 368 000	536 570	- فوائد القروض
491 156	715 315	- فوائد بنكية
77 184	68 422	- أعباء على حساب جاري للشركاء
4 531	4 531	- أعباء مالية أخرى
(1 342 728)	(628 172)	- أعباء مدمجة ضمن المخزون
598 143	696 666	المجموع

مذكرة 22 : إيرادات التوظيفات

تحلل إيرادات التوظيفات كما يلي :

31 ديسمبر

<u>2012</u>	<u>2013</u>	
92 114	128 682	- فوائد على حساب جاري للشركاء
246	-	- فوائد بنكية
2 853	-	- إيرادات الأصول المالية الأخرى
95 213	128 682	المجموع

مذكرة 23 : الأرباح العادية الأخرى

تحلل الأرباح العادية الأخرى كما يلي :

31 ديسمبر

2012

2013

7 147

155 290

-

15 447

-

2 647

7 147

173 384

المجموع

- تصفية حسابات قديمة
- منحة متعلقة بتغطية مصاريف مأموريات عمل
- الأرباح الأخرى

مذكرة 24 : الخسائر العادية الأخرى

تحلل الخسائر العادية الأخرى كما يلي :

31 ديسمبر

2012

2013

98 582

106 017

43 722

-

-

277 492

19 383

26 382

161 687

409 891

المجموع

- تصفية حسابات قديمة
- تعديل جبائي
- مصاريف أشغال لمشاريع تمت تصفيتها
- خسائر أخرى

الإيضاحات حول جدول التدفقات النقدية

مذكرة 25 : جدول تغييرات الأصول والخصوم المتصلة بجدول التدفقات النقدية

31 ديسمبر

2012

2013

التغييرات

45 444 704

35 571 060

9 873 644

المخزونات

9 752 955

3 361 262

6 391 693

الحرفاء والحسابات المتصلة بهم

2 733 892

2 951 666

(217 774)

الأصول الجارية الأخرى

1 743 775

2 259 998

516 223

المزودون والحسابات المتصلة بهم

11 160 008

5 173 693

(5 986 315)

الخصوم الجارية الأخرى

(2 583 503)

(2 614 785)

(31 282)

حصص أرباح للدفع

-

(29 398)

(29 398)

مدخرات جارية للمخاطر و الأعباء

85 639

2 188

(83 451)

فوائد مطلوبة

10 405 919

4 791 696

(5 614 223)

التغيير في حساب المزودين والخصوم الجارية الأخرى

مذكرة 26 : المعاملات بين الأطراف المرتبطة

◆ شركة انترناشيونال سيتي سنتر

I- إسداء خدمات

صادق مجلس الإدارة المنعقد في 5 ديسمبر 2003 على اتفاقية تأدية خدمات لفائدة شركة انترناسيونال سيتي سنتر مقابل :

- عمولة بنسبة 3 % من قيمة أشغال البناء والدراسة والمراقبة.

- عمولة بنسبة 2 % من قيمة المبيعات السنوية.

- تحمل نسبة من المصاريف غير المباشرة تحددها الشركة.

- تحمل تكلفة الدراسات السابقة لمراحل المشروع حتى حصولها على التراخيص.

خلال سنة 2013، بلغت قيمة العمولتين ما قدره على التوالي 181.950 دينار و 230 دينار.

كما تم تحويل نسبة من المصاريف غير المباشرة بلغت قيمتها 729.355 دينار.

II- الحساب الجاري (ضمن الأصول)

بلغ الحساب الجاري لشركة انترناشيونال سيتي سنتر في 31 ديسمبر 2013 ما قدره 2.111.437 دينار.

وقد سجلت الشركة فوائد موظفة بنسبة 8% على أرصدة هذا الحساب الجاري بعنوان سنة 2013 بلغت قيمتها 128.682 دينار.

III- الأجور والامتيازات الممنوحة للمديرين العامين، رؤساء وأعضاء مجالس إدارة

صادق مجلس إدارة شركة " انترناشيونال سيتي سنتر " المنعقد بتاريخ 25 مارس 2010 على منح مديرها العام منحة شهرية صافية قدرها 1.000 دينار ومكافأة أداء سنوية يحددها مجلس الإدارة وكذلك على تحمل الشركة، مرة واحدة في السنة، مصاريف سفره مع أفراد عائلته " تونس - القاهرة - تونس ".

كما صادق مجلس إدارة " شركة انترناشيونال سيتي سنتر " المنعقد بتاريخ 7 جانفي 2013 على منحه مكافأة صافية على نتائج السنة المالية 2012 قدرها 15.000 دينار.

بلغ الأجر الخام السنوي للمدير العام، بعنوان سنة 2013، ما قدره 31.765 دينار.

ووافق مجلس إدارة شركة " انترناشيونال سايتي ساينتز " المنعقد بتاريخ 25 مارس 2010 على تحمل الشركة مصاريف و إقامة رئيس و أعضاء مجلس إدارتها خلال التنقل لتونس بالنسبة للأعضاء الساعوديين أو خارجها بالنسبة للأعضاء التونسيين، وذلك في إطار متابعة نشاط الشركة أو حضور اجتماعات مجالس إدارتها و جمعياتها العامة، كما صادق على الترفيع في المنحة المخصصة، عند كل إجتماع و مهمة عمل، لرئيس و أعضاء و سكرتير مجلس الإدارة إلى مبلغ ألفين دينار تونسي.

بلغت مصاريف إقامة أعضاء مجلس الإدارة، بعنوان سنة 2013، ما قدره 20.000 دينار.

وطبعت شركة " انترناشيونال سايتي ساينتز " على ذمة رئيس مجلس إدارتها سيارة وظيفية، تم اقتناؤها سنة 2008، بمبلغ قدره 280.000 دينار.

◆ شركة القابضة العربية للتعمير

I- إسداء خدمات

أبرمت الشركة بتاريخ 11 جانفي 2012 اتفاقية تأدية خدمات لفائدة شركة القابضة العربية للتعمير مقابل :

- عمولة بنسبة 3 % من قيمة أشغال البناء والدراسة والمراقبة.

- عمولة بنسبة 2 % من قيمة المبيعات السنوية.

- تحمل نسبة من المصاريف غير المباشرة تحددها الشركة.

- تحمل تكلفة الدراسات السابقة لمراحل المشروع حتى حصولها على التراخيص.

خلال سنة 2013، لم تسجل الشركة إيرادات بعنوان العمولتين كما لم يتم تحويل أي نسبة من المصاريف الغير المباشرة.

II- الحساب الجاري (ضمن الخصوم)

بلغ الحساب الجاري لشركة القابضة العربية للتعمير في 31 ديسمبر 2013 ما قدره 738.566 دينار.

و قد تحملت الشركة أعباء مالية بنسبة 8% على أرصدة هذا الحساب الجاري بعنوان سنة 2013 بلغت قيمتها 68.422 دينار.

◆ الشركة التونسية السعودية للإستثمار الإنمائي

● تحطمت الشركة خلال سنة 2008 على إقرض بمقداره 4.000.000 دينار من الشركة التونسية للبيوعودية للإستثمار الإنمائي يقع تسديده بالكامل خلال سنة 2013 و بنسبة فائض تساوي المعدل الثلاثي للنسب الشهرية للسوق النقدية زائد نقطة ونصف في السنة.

● خلال سنة 2013، وقعت جدولة جاري هذا الإقرض والذي يبلغ 666.667 دينار حيث يقع تسديده بالكامل خلال سنة 2015 و بنسبة فائض تساوي المعدل الثلاثي للنسب الشهرية للسوق النقدية زائد نقطتان ونصف في السنة. وقد بلغت قيمة الأعباء المالية بعنوان هذا الإقرض سنة 2013 ما قدره 79.839 دينار.

● تحطمت الشركة خلال سنة 2011 على إقرض بمقداره 5.000.000 دينار من الشركة التونسية للبيوعودية للإستثمار الإنمائي بنسبة فائض تساوي المعدل الثلاثي للنسب الشهرية للسوق النقدية زائد نقطة ونصف في السنة. و يبلغ جاري الإقرض في 31 ديسمبر 2013 ما قدره 3.741.983 دينار.

و قد بلغت قيمة الأعباء المالية بعنوان هذا الإقرض سنة 2013 ما قدره 310.146 دينار.

◆ أجور المسيرين

I- أجر المدير العام

● صادق مجلس الإدارة المنعقد بتاريخ 26 أفريل 2002 على منح المدير العام راتب شهري صافى قدره 1.200 دولار أمريكي أو ما يعادله بالدينار التونسي و على تحمل الشركة لمصاريف سكنه و تنقله.

● صادق مجلس الإدارة المنعقد بتاريخ 25 مارس 2010 على :

- الترفيع في الراتب الشهري للمدير العام ليصبح ابتداء من غرة أفريل 2010، 3.000 دينار صافي من الأداءات و الأعباء الأخرى ؛

- منحه مكافأة أداء سنوية يحددها مجلس الإدارة ؛

- تحمل الشركة، مرة واحدة في السنة، مصاريف سفره مع أفراد عائلته " تونس - القاهرة - تونس " .

● كما صادق مجلس الإدارة المنعقد بتاريخ 7 جانفي 2013 على منحه مكافأة صافية على نتائج السنة المالية 2012 قدرها 30.000 دينار. كما قرر المجلس صرف منحة إستثنائية قدرها 15.000 دينار تقديرا لمجهوده في إنجاح عملية الترفيع في رأس المال.

● بلغ مجموع الرواتب والامتيازات العينية الممنوحة للمدير العام بعنوان سنة 2013 ما قيمته 144.836 دينار، يمكن تفصيله كالآتي :

- أجر خام سنوي بما قدره 63.438 دينار،

- مكافأة ومنحة إستثنائية خام بما قدره 61.023 دينار،

- امتيازات أخرى خام بما قدره 20.375 دينار.

• كما وضعت الشركة على ذمة المدير العام سيارة وظيفية، تم اقتناؤها سنة 2010، بمبلغ قدره 148.000 دينار مع تحمل جميع المصاريف المتصلة بها.

II- الامتيازات الممنوحة لرئيس وأعضاء مجلس الإدارة

وافق مجلس الإدارة المنعقد بتاريخ 27 ديسمبر 2013 على تحمل الشركة مصاريف وإقامة رئيس وأعضاء مجلس الإدارة خلال التنقل لتونس بالنسبة للأعضاء السعوديين أو خارجها بالنسبة للأعضاء التونسيين، وذلك في إطار متابعة نشاط الشركة أو حضور اجتماعات مجالس إدارتها وجمعياتها العامة، كما صادق على قيمة المنحة المخصصة لكل إجتماع بمبلغ 2.000 دينار تونسي لكل عضو.

بلغت مصاريف إقامة أعضاء مجلس الإدارة، بعنوان سنة 2013، ما قدره 141.000 دينار.

مذكرة 27 : التعهدات خارج الموازنة

تتمثل التعهدات خارج الموازنة في رهون عقارية مقدّمة لفائدة البنوك يمكن تفصيلها كالآتي :

المبلغ	البنك المستفيد	إسم العقار	المشروع
9.000.000	ستوسيد بنك	شط المرسى V	شاطئ القنطاوي
3.000.000	التجاري بنك	السعادة	الرحاب 5
2.400.000	بنك تونس العربي الدولي	وردة 21	النصر
4.550.000	بنك تونس العربي الدولي	نزهة 544	نجمة القنطاوي
10.600.000	بنك الأمان		

مذكرة 28 : الوقائع اللاحقة لتاريخ الختم

لا توجد وقائع هامة حدثت بعد تاريخ إتمام البينة المحاسبية والتي تجعل من الضروري تبوية بعض عناصر وخصوص القوائم المالية أو تقديم معلومة تكميلية.

التقرير العام لمراقبي الحسابات عن القوائم المالية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013

حضرات السادة المساهمين،

تنفيذا للمهمة التي أسندتها لنا جمعيتكم العامة العادية، نقدّم إليكم في ما يلي تقريرنا حول مراقبة القوائم المالية للشركة العقارية التونسية السعودية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013 والتي تبرز جملة للموازنة تبلغ 53.413.687 دينار تونسي وربحا صافيا قدره 802.343 دينار تونسي، وكذلك حول الفحوصات والمعلومات الخصوصية المنصوص عنها بالقانون والمعايير المهنية.

لقد قمنا بتدقيق القوائم المالية للشركة العقارية التونسية السعودية المصاحبة لهذا التقرير والشاملة للموازنة في 31 ديسمبر 2013، قائمة النتائج وجدول التدفقات النقدية وإيضاحات تشمل خلاصة لأهم الطرق المحاسبية وإيضاحات تفسيرية أخرى.



(1) إن الإدارة مسؤولة عن الإعداد والعرض العادل لهذه القوائم المالية وفقا للقانون المتعلق بنظام المحاسبة للمؤسسات بتونس. تشمل هذه المسؤولية تصور ووضع ومتابعة نظام الرقابة الداخلية لغرض إعداد وتقديم عادل لقوائم مالية خالية من أخطاء جوهرية ناجمة عن غش أو خطأ وكذلك تحديد التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة.



(2) إن مسؤوليتنا هي إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناء على عملية التدقيق. لقد أجرينا تدقيقنا وفقا لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير التزامنا بقواعد أخلاقيات المهنة والقيام بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للتوصل إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات للحصول على عناصر إثبات تؤيد المبالغ والمعلومات الواردة في القوائم المالية. ويتم إختيار هذه الإجراءات على أساس تقدير مراقب الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهرية، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ. وعند تقييم تلك المخاطر فإن مراقب الحسابات يأخذ في الإعتبار الرقابة الداخلية المعمول بها بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك قصد تحديد إجراءات التدقيق الملائمة للظروف المتوفرة.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييما لمدى ملائمة القواعد المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية المتوخاة من قبل الإدارة وكذلك تقييما لطريقة العرض الإجمالي للقوائم المالية.

نعتقد أنّ نتائج التدقيق توفر أساسا معقولا لصياغة الإحتراز التالي و أنّ عناصر الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة وتوفر أساسا معقولا لإبداء رأينا حول القوائم المالية.

(3) يضمّ رصيد المخزونات محلات ببرج خفشة 3 بقيمة 1.222.168 دينار.

تم انجاز هذا المشروع خلال سنة 2005، إلا أنه ومنذ سنة 2008 لم تسجل الشركة بيوعات بعنوانه. وبالتالي، ونظرا لعدم توفر عناصر اثبات قيمة التحقيق الصافية لهذه المحلات، فإننا لا نستطيع إبداء رأي حول قيمة هذا المخزون.



(4) حسب رأينا و باستثناء الإحتراز المذكور في الفقرة 3 أعلاه وانعكاسه على نتائج السنة المحاسبية والوضعية المالية للشركة، إن القوائم المالية للشركة العقارية التونسية السعودية المقفلة في 31 ديسمبر 2013 والمرفقة لهذا التقرير قانونية وصادقة وتعكس بصورة عادلة الوضعية المالية للشركة ونتائج عملياتها وكذلك تدفقاتها النقدية للسنة المنتهية بذات التاريخ، وفقا للمبادئ المحاسبية المعتمدة بالبلاد التونسية.



(5) قمنا طبقا للمعايير المهنية، بالفحوصات التي ينص عليها القانون. وبناءا على فحوصاتنا فإنّه ليس لدينا أية ملاحظة على مصداقية ومطابقة المعلومات المحاسبية المضمّنة بتقرير نشاط الشركة لسنة 2013 مع القوائم المالية.

(6) عملا بأحكام الفصل 3 جديد من القانون عدد 117 لسنة 1994 المتعلق بإعادة تنظيم السوق المالية والتنقيحات المدخلة عليه وبناءا على فحص اجراءات الرقابة الداخلية المتعلقة بمعالجة المعلومة المحاسبية وبتقديم القوائم المالية، لم نلاحظ نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.

(7) من جهة أخرى، وعملا بأحكام الفصل 19 من الأمر عدد 2728 لسنة 2001 المؤرخ في 20 نوفمبر 2001، قمنا بالتحريات الضرورية وليس لدينا ملاحظات تتعلق بتطابق مسك حسابات الأوراق المالية الصادرة عن الشركة مع التراتيب الجاري بها العمل.

تونس ، في 16 ماي 2014

شركة تدقيق، محاسبية ومساعدة

فينور

خالد دريرة

مصطفى المذيبوب

التقرير الخاص لمراقبي الحسابات بعنوان السنة المنتهية في 31 ديسمبر 2013

حضرات السادة المساهمين،

تطبيقاً لأحكام الفصل 200 وما يليه وكذلك الفصل 475 من مجلة الشركات التجارية، نتشرف بإعلامكم عن خلال هذا التقرير ، بجميع الاتفاقيات المدرجة في إطار هذه الفصول.

تتمثل مينا وولياتنا في التحقق من مدى إلتزام الإجراءات القانونية المتعلقة بالترخيص والمصادقة على هذه الإتفاقيات أو العمليات وتجسيما الصحيح ضمن القوائم المالية. ليس من ميثمولاتنا أن نبحث على وجه التحديد وبصفة معمقة على الوجود المحتمل لهذه الإتفاقيات أو العمليات ولكن أن نقدم لكم على أساس المعلومات التي تم منا بها وتلك التي تحصلنا عليها من خلال إجراءات التدقيق ، خصائصها وشروطها الأساسية دون أن يتبادر رأينا حول جدواها ومدى ملاءمتها.

ويرجع إليكم تقييم الفوائد الناجمة من إبرام هذه الإتفاقيات والقيام بهذه العمليات ، قصد المصادقة عليها.

I - الاتفاقية المبرمة

◆ شركة انترناشيونال سيتي سنتر

- صادق مجلس إدارتكم المنعقد في 5 ديسمبر 2003 على اتفاقية تأدية خدمات لفائدة شركة انترناسيونال سيتي سنتر مقابل :

- عمولة بنسبة 3 % من قيمة أشغال البناء والدراسة والمراقبة.

- عمولة بنسبة 2 % من قيمة المبيعات السنوية.

- تحمل نسبة من المصاريف غير المباشرة تحدها شركتكم.

- تحمل تكلفة الدراسات السابقة لمراحل المشروع حتى حصولها على التراخيص.

خلال سنة 2013، بلغت قيمة العمولتين ما قدره على التوالي 181.950 دينار و 230 دينار. كما تم تحويل نسبة من المصاريف غير المباشرة بلغت قيمتها 729.355 دينار.

◆ شركة القابضة العربية للتعمير

- أبرمت شركتكم بتاريخ 11 جانفي 2012 اتفاقية تأدية خدمات لفائدة شركة القابضة العربية للتعمير مقابل :

- عمولة بنسبة 3 % من قيمة أشغال البناء والدراسة والمراقبة.

- عمولة بنسبة 2 % من قيمة المبيعات السنوية.

- تحمل نسبة من المصاريف غير المباشرة تحددها شركتكم.

- تحمل تكلفة الدراسات السابقة لمراحل المشروع حتى حصولها على التراخيص.

خلال سنة 2013، لم تسجل الشركة إيرادات بعنوان العمولتين كما لم يتم تحويل أي نسبة من المصاريف الغير المباشرة.

II - الحسابات الجارية

- تتضمن البيانات المالية المعروضة علىكم حسابات جارية، بما في ذلك العمليات المذكورة أعلاه، بين شركتكم وشركات المجموعة يمكن تفصيلها كالاتي :

ضمن الأصول

- شركة انترنشيونال سيتي سنتر 2.111.437 دينار

و قد سجلت شركتكم فوائد موظفة بنسبة 8% على أرصدة هذا الحساب الجاري بعنوان سنة 2013 بلغت قيمتها 128.682 دينار.

ضمن الخصوم

- شركة القابضة العربية للتعمير 738.566 دينار

و قد تحملت شركتكم أعباء مالية بنسبة 8% على أرصدة هذا الحساب الجاري بعنوان سنة 2013 بلغت قيمتها 68.422 دينار.

III - أحور المسيرين

III - 1

- صادق مجلس إدارتكم المنعقد بتاريخ 26 أفريل 2002 على منح المدير العام راتب شهري صافى قدره 1.200 دولار أمريكي أو ما يعادله بالدينار التونسي و على تحمل الشركة لمصاريف سكنه و تنقله.
- صادق مجلس إدارتكم المنعقد بتاريخ 25 مارس 2010 على :

- الترفيع في الراتب الشهري للمدير العام ليصبح ابتداء من غرة أفريل 2010، 3.000 دينار صافي من الأداءات و الأعباء الأخرى ؛
- منحه مكافأة أداء سنوية يحددها مجلس الإدارة ؛

- تحمل الشركة، مرة واحدة في السنة، مصاريف سفره مع أفراد عائلته " تونس - القاهرة - تونس " .

● كما صادق مجلس إدارتك المنعقد بتاريخ 7 جانفي 2013 على منحه مكافأة صافية على نتائج السنة المالية 2012 قدرها 30.000 دينار. كما قرر المجلس صرف منحة إستثنائية قدرها 15.000 دينار تقديرا لمجهوده في إنجاح عملية الترفيع في رأس المال.

بلغ مجموع الرواتب والامتيازات العينية الممنوحة للمدير العام بعنوان سنة 2013 ما قيمته 144.836 دينار، يمكن تفصيله كالآتي :

- أجر خام سنوي بما قدره 63.438 دينار،

- مكافأة ومنحة إستثنائية خام بما قدره 61.023 دينار،

- امتيازات أخرى خام بما قدره 20.375 دينار.

كما وضعت الشركة على ذمة المدير العام سيارة مع تحمل جميع المصاريف المتصلة بها.

III- 2- التنقل والتنقل لتونس بالنسبة للأعضاء السعوديين أو خارجها بالنسبة للأعضاء التونسيين، وذلك في إطار متابعة نشاط الشركة أو حضور اجتماعات مجالس إدارتها وجمعياتها العامة، كما صادق على قيمة المنحة المخصصة لكل إجتماع بمبلغ 2.000 دينار تونسي لكل عضو.

وإفاق مجلس إدارتك المنعقد بتاريخ 27 ديسمبر 2013 على تحمل الشركة مصاريف وإقامة رئيس وأعضاء مجلس الإدارة خلال التنقل لتونس بالنسبة للأعضاء السعوديين أو خارجها بالنسبة للأعضاء التونسيين، وذلك في إطار متابعة نشاط الشركة أو حضور اجتماعات مجالس إدارتها وجمعياتها العامة، كما صادق على قيمة المنحة المخصصة لكل إجتماع بمبلغ 2.000 دينار تونسي لكل عضو.

بلغت مصاريف إقامة أعضاء مجلس الإدارة، بعنوان سنة 2013، ما قدره 141.000 دينار.

IS- الأجور والامتيازات الممنوحة للمديرين العامين، رؤساء وأعضاء مجالس إدارة الشركات

الفرعية

◆ شركة انترناشيونال سيتي سنتر

● صادق مجلس إدارة شركة " انترناشيونال سيتي سنتر " المنعقد بتاريخ 25 مارس 2010 على منح مديرها العام منحة شهرية صافية قدرها 1.000 دينار ومكافأة أداء سنوية يحددها مجلس الإدارة وكذلك على تحمل الشركة، مرة واحدة في السنة، مصاريف سفره مع أفراد عائلته " تونس - القاهرة - تونس " .

كما صادق مجلس إدارة شركة " انترناشيونال سيتي سنتر " المنعقد بتاريخ 7 جانفي 2013 على منحه مكافأة صافية على نتائج السنة المالية 2012 قدرها 15.000 دينار.

بلغ الأجر الخام السنوي للمدير العام، بعنوان سنة 2013، ما قدره 31.765 دينار.

● وافق مجلس إدارة شركة " انترناشيونال بي تي بي انتر " المنعقد بتاريخ 25 مارس 2010 على تحمل الشركة مصاريف و إقامة رئيس و أعضاء مجلس إدارتها خلال التنقل لتونس بالنسبة للأعضاء الساعدين أو خارجها بالنسبة للأعضاء التونسيين، وذلك في إطار متابعة نشاط الشركة أو حضور اجتماعات مجالس إدارتها و جمعياتها العامة، كما صادق على التفرغ في المنحة المخصصة، عند كل إجتماع و مهمة عمل، لرئيس و أعضاء و سكرتير مجلس الإدارة إلى مبلغ ألفين دينار تونسي.

بلغت مصاريف إقامة أعضاء مجلس الإدارة، بعنوان سنة 2013، ما قدره 20.000 دينار.

● وطعت شركة " انترناشيونال بي تي بي انتر " على ذمة رئيس مجلس إدارتها بزيارة وظيفية، مع تحمل جميع المصاريف المتصلة بها.

باستثناء العمليات المذكورة أعلاه، لم يعلمنا مجلس إدارتكم بوجود عمليات خاصة أخرى خاضعة لأحكام الفصول المبينة أعلاه.

تونس ، في 16 ماي 2014

شركة تدقيق، محاسبة ومساعدة

فينور

خالد دريرة

مصطفى المذيب

SICAV CROISSANCE

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31 MARS 2014

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 31 MARS 2014

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 15 février 2012 et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «SICAV-CROISSANCE» pour la période allant du premier Janvier au 31 Mars 2014, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : 12.572.344, un actif net de D : 12.553.862 et un bénéfice de la période de D : 266.577.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société «SICAV-CROISSANCE» comprenant le bilan au 31 Mars 2014, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

1. La direction de la société est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

2. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

3. A notre avis, les états financiers trimestriels de la Société « SICAV –CROISSANCE », annexés au présent rapport, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 Mars 2014, ainsi que de la performance financière et de la variation de l'actif net pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

Tunis, le 25 avril 2014

Le Commissaire Aux Comptes :

FINOR

Mustapha MEDHIOUB

BILAN ARRETE AU 31 MARS 2014
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	31/03/2014	31/03/2013	Année 2013
Portefeuille-titres	4	<u>9 785 718,208</u>	<u>10 643 778,745</u>	<u>9 375 686,442</u>
Actions, et droits rattachés		8 847 203,351	9 660 587,933	8 606 267,144
Obligations et valeurs assimilées		317 848,000	332 820,000	313 616,000
Titres OPCVM		620 666,857	650 370,812	455 803,298
Placements monétaires et disponibilités		<u>2 766 620,819</u>	<u>2 737 972,260</u>	<u>2 741 720,548</u>
Placements monétaires	5	2 762 945,769	1 848 253,607	2 740 987,178
Disponibilités		3 675,050	889 718,653	733,370
Créances d'exploitation	6	<u>20 005,148</u>	<u>74 661,170</u>	<u>36 467,082</u>
TOTAL ACTIF		<u>12 572 344,175</u>	<u>13 456 412,175</u>	<u>12 153 874,072</u>
PASSIF				
Autres créditeurs divers	7	18 482,133	13 769,011	17 063,357
TOTAL PASSIF		<u>18 482,133</u>	<u>13 769,011</u>	<u>17 063,357</u>
ACTIF NET				
Capital	12	12 526 845,031	13 417 902,211	11 841 355,235
Sommes distribuables				
Sommes distribuables de l'exercice clos (Arrondis de coupons)		15,955	43,037	43,037
Sommes distribuables de l'exercice en cours		27 001,056	24 697,916	295 412,443
ACTIF NET		<u>12 553 862,042</u>	<u>13 442 643,164</u>	<u>12 136 810,715</u>
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		<u>12 572 344,175</u>	<u>13 456 412,175</u>	<u>12 153 874,072</u>

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	<i>Note</i>	Période du 01/01 au 31/03/2014	Période du 01/01 au 31/03/2013	Année 2013
Revenus du portefeuille-titres	8	30 963,957	35 626,480	330 749,198
Dividendes		26 731,957	31 586,480	314 453,198
Revenus des obligations et valeurs assimilées		4 232,000	4 040,000	16 296,000
Revenus des autres valeurs		-	-	-
Revenus des placements monétaires	9	22 992,401	17 734,838	86 191,410
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		53 956,358	53 361,318	416 940,608
Charges de gestion des placements	10	(21 691,904)	(22 974,829)	(90 144,637)
REVENU NET DES PLACEMENTS		32 264,454	30 386,489	326 795,971
Autres charges	11	(5 716,993)	(5 886,657)	(24 046,797)
RESULTAT D'EXPLOITATION		26 547,461	24 499,832	302 749,174
Régularisation du résultat d'exploitation		453,595	198,084	(7 336,731)
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		27 001,056	24 697,916	295 412,443
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(453,595)	(198,084)	7 336,731
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		227 974,570	204 351,729	(887 191,889)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession des titres		12 150,281	39 674,447	206 679,557
Frais de négociation		(94,876)	(339,250)	(2 431,281)
RESULTAT DE LA PERIODE		266 577,436	268 186,758	(380 194,439)

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	Période du 01/01 au 31/03/2014	Période du 01/01 au 31/03/2013	Année 2013
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	266 577,436	268 186,758	(380 194,439)
Résultat d'exploitation	26 547,461	24 499,832	302 749,174
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	227 974,570	204 351,729	(887 191,889)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	12 150,281	39 674,447	206 679,557
Frais de négociation de titres	(94,876)	(339,250)	(2 431,281)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	(301 202,405)	(191 556,303)	(191 556,303)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	451 676,296	412 573,770	(244 877,482)
Souscriptions			
- Capital	542 640,066	415 745,608	985 933,798
- Régularisation des sommes non distribuables	25 139,593	10 376,084	12 736,584
- Régularisation des sommes distribuables	8 922,823	4 375,966	7 797,556
- Droits d'entrée	-	-	-
Rachats			
- Capital	(108 477,792)	(17 278,430)	(1 216 401,472)
- Régularisation des sommes non distribuables	(13 842,046)	(393,353)	(23 735,438)
- Régularisation des sommes distribuables	(2 706,348)	(252,105)	(11 208,510)
- Droits de sortie	-	-	-
VARIATION DE L'ACTIF NET	417 051,327	489 204,225	(816 628,224)
ACTIF NET			
En début de période	12 136 810,715	12 953 438,939	12 953 438,939
En fin de période	12 553 862,042	13 442 643,164	12 136 810,715
NOMBRE D' ACTIONS			
En début de période	47 157	48 024	48 024
En fin de période	48 886	49 523	47 157
VALEUR LIQUIDATIVE	256,799	271,442	257,370
TAUX DE RENDEMENT	2,21%	2,08%	(3,13%)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS AU 31 MARS 2014

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

SICAV CROISSANCE est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 5 Juin 2000 à l'initiative de la Banque de Tunisie « BT » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des Finances en date du 29 Septembre 1994.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, SICAV CROISSANCE bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de la SICAV CROISSANCE est confiée à la Société de Bourse de Tunisie « SBT », le dépositaire étant la Banque de Tunisie.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Les états financiers trimestriels arrêtés au 31 Mars 2014, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états inclus dans les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres, correspond au cours en bourse à la date du 31 Mars 2014 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3- Evaluation des autres placements

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement est répartie sur la période restante à courir et constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.4- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 mars 2014 à D : 9.785.718,208 et se détaille ainsi :

désignation du titre	Nombre		coût	Valeur au	%
	du titre		d'acquisition	31.03.2014	Actif Net
Actions & droits rattachés			4 180 881,179	8 847 203,351	70,47%
Actions & droits rattachés admis à la cote			4 180 781,979	8 847 104,151	70,47%
Actions Banque de Tunisie	129 742	81,515	552 817,485	1 182 082,507	9,42%
Actions BIAT	18 200	39,659	462 441,172	1 219 418,200	9,71%
Actions Placements de Tunisie	23 274	20,14	446 592,427	961 914,420	7,66%
Actions UIB	64 516	15,321	741 097,277	985 610,932	7,85%
Actions STB	5 000	6,736	52 979,776	27 200,001	0,22%
Actions Monoprix	37 278	53,42	120 250,736	931 950,001	7,42%
Actions BH	25 856	14,71	250 859,624	305 359,369	2,43%
Actions ATTIJARI BANK	46 875	7,494	430 746,154	805 031,250	6,41%
Actions Amen Bank	21 624	26,34	191 108,243	608 538,121	4,85%
Actions Amen Bank NG	2 163		17 598,680	58 143,914	0,46%
Actions BNA	4 800	9,8	32 192,479	36 254,400	0,29%
Actions AIR Liquide	3 741	199,5	463 931,711	1 123 422,301	8,95%
Actions CIL	19 484	19,4	72 597,890	266 385,248	2,12%
Actions BTE	1 555	26,556	29 671,220	41 191,950	0,33%
Actions SPIDIT SICAF	6 678	26,556	37 791,980	54 759,600	0,44%
Actions ATB	3 752	26,556	27 710,250	15 946,000	0,13%
Actions UBCI	797	26,556	31 413,755	20 443,050	0,16%
Actions UBCI NG 13	192		7 481,116	4 800,000	0,04%
Actions Carthage Cement	27 754	26,556	98 426,560	91 671,462	0,73%
Actions ENNAKL AUTOMOBILES	8 258	26,556	88 360,600	80 325,566	0,64%
Actions One Tech	3 715		24 147,500	25 444,035	0,20%
Actions BT CP 149	40	44,82	11,810	371,810	0,00%
Actions BT CP 138	260	13,82	231,114	234,004	0,00%
Actions BT CP 141	220	9	139,668	198,006	0,00%
Actions BT CP 144	60	9	87,289	132,000	0,00%
Actions BT CP 123	70	9	67,500	126,000	0,00%
Actions BT CP 160	10		0,959	4,000	0,00%
Actions BT CP 132	40		27,000	36,000	0,00%
Actions BT CP 154	20		0,004	60,004	0,00%
Actions BT CP 164	10		-	50,000	0,00%
Actions rompus			99,200	99,200	0,00%
Actions BT rompu	5	99,2	99,200	99,200	0,00%
Actions SICAV			633 558,197	620 666,857	4,94%
SICAV RENDEMENT	6 514		633 558,197	620 666,857	4,94%
Obligations des sociétés & valeurs assimilées			304 000,000	317 848,000	2,53%
ATB 2007/1 TMM+2%	4 000		304 000,000	317 848,000	2,53%
TOTAL GENERAL			5 118 439,376	9 785 718,208	77,95%
Pourcentage par rapport au total des actifs				77,84%	

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 mars 2014 à D : 2.762.945,769 se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Tenu chez la BT sous le n°	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	% actif net
COMPTES A TERME		1 261 000,000	1 263 223,865	10,06%
Compte à terme au 03/04/2014 (au taux de 4,24%)	N°081877	57 000,000	57 460,847	0,46%
Compte à terme au 04/04/2014 (au taux de 4,24%)	N°081967	26 000,000	26 207,795	0,21%
Compte à terme au 05/04/2014 (au taux de 4,24%)	N°081808	58 000,000	58 458,152	0,47%
Compte à terme au 05/04/2014 (au taux de 4,24%)	N°081805	55 000,000	55 434,455	0,44%
Compte à terme au 14/04/2014 (au taux de 4,24%)	N°081138	43 000,000	43 303,700	0,34%
Compte à terme au 23/04/2014 (au taux de 4,24%)	N°081119	11 000,000	11 068,491	0,09%
Compte à terme au 15/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°81965	13 000,000	13 019,056	0,10%
Compte à terme au 15/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081787	54 000,000	54 079,157	0,43%
Compte à terme au 26/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081944	117 000,000	117 053,596	0,93%
Compte à terme au 28/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081873	69 000,000	69 018,965	0,55%
Compte à terme au 28/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081969	97 000,000	97 026,660	0,77%
Compte à terme au 29/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081981	256 000,000	256 046,908	2,04%
Compte à terme au 29/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081966	117 000,000	117 021,438	0,93%
Compte à terme au 30/06/2014 (au taux de 4,18%)	N°081962	269 000,000	269 024,645	2,14%
Compte à terme au 01/07/2014 (au taux de 4,18%)	N°082032	19 000,000	19 000,000	0,15%
CERTIFICATS DE DEPOTS		1 498 608,282	1 499 721,904	11,95%
Certificats de dépôts (au taux de 4,18%)	Banque de Tunisie (a)	499 536,094	499 953,658	3,98%
Certificats de dépôts (au taux de 4,18%)	Banque de Tunisie (b)	499 536,094	499 907,305	3,98%
Certificats de dépôts (au taux de 4,18%)	Banque de Tunisie (b)	499 536,094	499 860,941	3,98%
TOTAL		2 759 608,282	2 762 945,769	22,01%
Pourcentage par rapport au total des actifs			21,98%	

(a) Titre émis par la Banque de Tunisie et garanti par l'AMEN BANK

(b) Titre émis par la Banque de Tunisie et garanti par l'UBCI

Note 6 : Créances d'exploitation

Ce poste totalise au 31 mars 2014 un montant de D : 20.005,148 contre D : 74.661,170 à la même date de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	<u>31/03/2014</u>	<u>31/03/2013</u>
Cessions titres à encaisser	20 005,128	74 660,750
Dividendes à encaisser	0,020	0,420
TOTAL	20 005,148	74 661,170

Note 7 : Autres créditeurs divers

Ce poste totalise au 31 mars 2014 un montant de D : 18.482,133 contre D : 13.769,011 à la même date de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	<u>31/03/2014</u>	<u>31/03/2013</u>
Redevance CMF	1 079,536	1 138,450
Etat, retenue à la source	3 253,786	3 956,758
Commissaire aux comptes	13 748,811	8 273,803
Rémunération PDG	400,000	400,000
TOTAL	18 482,133	13 769,011

Note 8: Revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille-titres totalisent D : 30.963,957 pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014, contre D : 35.626,480 pour la période allant du 01/01 au 31/03/2013, et se détaillent comme suit :

	Trimestre 1 2014	Trimestre 1 2013
<u>Dividendes</u>		
-des titres OPCVM	26 731,957	31 586,480
<u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u>		
- intérêts	4 232,000	4 040,000
TOTAL	30 963,957	35 626,480

Note 9 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 à D : 22.992,401, contre D : 17.734,838 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	Trimestre 1 2014	Trimestre 1 2013
Intérêts sur comptes à terme	10 378,027	7 042,483
Intérêts sur certificats de dépôt	12 614,374	10 692,355
TOTAL	22 992,401	17 734,838

Note 10 : Charges de gestion des placements

Les charges de gestion des placements s'élèvent pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 à D : 21.691,904 contre D : 22.974,829 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaillent ainsi :

	<u>Trimestre 1</u> 2014	<u>Trimestre 1</u> 2013
Commission de gestion	18 593,060	19 692,707
Rémunération du dépositaire	3 098,844	3 282,122
TOTAL	21 691,904	22 974,829

Note 11 : Autres charges

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 à D: 5.716,993 contre D: 5.886,657 pour la même période de l'exercice précédent et se détaille ainsi :

	<u>Trimestre 1</u> 2014	<u>Trimestre 1</u> 2013
Redevance CMF	3 098,844	3 282,122
Honoraires commissaire aux comptes	1 350,000	1 350,000
Rémunération du PDG	1 199,997	1 199,989
TCL	68,152	54,546
Autres		
TOTAL	5 716,993	5 886,657

Note 12 : Capital

Les mouvements sur le capital au cours de la période allant du 01/01 au 31/03/2014 se détaillent ainsi:

Capital au 31-12-2013

Montant	11 841 355,235
Nombre de titres	47 157
Nombre d'actionnaires	19

Souscriptions réalisées

Montant	542 640,066
Nombre de titres émis	2 161
Nombre d'actionnaires nouveaux	2

Rachats effectués

Montant	(108 477,792)
Nombre de titres rachetés	(432)
Nombre d'actionnaires sortants	(3)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	227 974,570
Plus (ou moins) values réalisés sur cessions de titres	12 150,281
Frais de négociation	(94,876)
Régularisation des sommes non distribuables	11 297,547

Capital au 31-03-2014

Montant	12 526 845,031
Nombre de titres	48 886
Nombre d'actionnaires	18

SICAV BH PLACEMENTS

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31 MARS 2014

AVIS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 31 MARS 2014

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 5 Avril 2012 et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «SICAV BH PLACEMENTS» pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Mars 2014, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : **5 079 982**, un actif net de D : **4 822 601** et un bénéfice de la période de D : **91 494**.

Ces états financiers qui comportent un bilan, un état de résultats, un état de variation de l'actif net et des notes aux états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme Internationale d'Audit relative aux missions d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un examen limité comporte essentiellement des procédures analytiques appliquées aux données financières et des entretiens avec les responsables de la SICAV et son gestionnaire. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre toutes les diligences requises pour une mission de certification et de ce fait nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Compte tenu de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'éléments ou pris connaissance de faits pouvant affecter de façon significative les états financiers trimestriels de la société « SICAV BH PLACEMENT » arrêtés au 31 mars 2014, conformément au système comptable des entreprises.

Sans remettre en cause l'avis exprimé ci-dessus, nous formulons l'observation suivante :

- Les emplois en portefeuille titres enregistrent au 31 Mars 2014, 89.82% du total actif dépassant ainsi le seuil de 80% fixé par l'article 2 du décret 2001-2278 portant application de l'article 29 du code des organismes de placement collectif.

- La société « Assurance SALIM » détient au 31 Mars 2014, 12.54% du capital de la SICAV « BH P » qui détient réciproquement 0,4% du capital de la société « Assurance SALIM ». Cette situation est en contradiction avec les dispositions de l'article 466 du code des sociétés commerciales qui prévoit qu'une société par actions ne peut posséder d'actions d'une autre société par actions, si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à dix pour cent.

Tunis, le 30 Avril 2014

Le commissaire aux comptes

ProAudit

Mr. Tarak ZAHAF

BILAN
au 31 mars 2014
(unité: TND)

<u>ACTIF</u>	Notes	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2013
AC - 1 Portefeuille-titres	3 - 1	4 562 709	3 921 572	4 622 980
a- Actions, valeurs assimilées et droits rattachés		3 684 240	2 958 863	3 753 896
b- Obligations et valeurs assimilées		878 469	962 709	869 084
AC 2 - Placements monétaires et disponibilités		517 273	999 737	359 959
b- Disponibilités		517 273	999 737	359 959
AC 3 - Créances d'exploitation		-	-	-
a- Dividendes & intérêts à recevoir		-	-	-
TOTAL ACTIF		5 079 982	4 921 309	4 982 939
 <u>PASSIF</u>				
PA 1 - Opérateurs créditeurs	3 - 2	6 841	6 536	6 747
PA 2 - Autres créditeurs divers	3 - 3	250 540	245 866	244 755
TOTAL PASSIF		257 381	252 402	251 502
 <u>ACTIF NET</u>				
CP1 - Capital		4 691 517	4 568 036	4 596 353
CP- 2 Sommes distribuables	3 - 4	131 084	100 871	135 084
a- Sommes distribuables des exercices antérieurs		135 074	99 647	71
b- Sommes distribuables de l'exercice en cours		(3 990)	1 224	135 013
TOTAL ACTIF NET	3 - 5	4 822 601	4 668 907	4 731 437
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		5 079 982	4 921 309	4 982 939

ETAT DE RESULTAT
Période allant du 01 janvier au 31 mars 2014
(Unité en TND)

	<i>Notes</i>	<i>Période du 01/01/2014 au 31/03/2014</i>	<i>Période du 01/01/2013 au 31/03/2013</i>	<i>Exercice 2013</i>
<u>PR 1 - Revenus du portefeuille-titres</u>	4 – 1	9 385	9 600	177 665
a- Dividendes		-	-	137 240
b- Revenus des obligations et valeurs assimilées		9 385	9 600	40 425
<u>PR 2 - Revenus des placements monétaires</u>	4 – 2	-	412	1 004
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		9 385	10 012	178 669
<u>CH 1 - Charges de gestion des placements</u>	4 – 3	5 661	5 356	22 755
REVENU NET DES PLACEMENTS		3 724	4 656	155 914
<u>PR 3 - Autres produits</u>		-	1	-
<u>CH 2 - Autres charges</u>	4 – 4	7 714	3 433	24 324
RESULTAT D'EXPLOITATION		(3 990)	1 224	131 590
<u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation</u>		-	-	3 423
SOMMES DISTIBUABLES DE LA PERIODE		(3 990)	1 224	135 013
<u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u>		-	-	(3 423)
* Variation des +/- values potentielles sur titres		122 136	230 895	(145 737)
* +/- values réalisées sur cession des titres		18 778	(9 547)	(545 212)
* Frais de négociation		(45 430)	(40 617)	(108 362)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		91 494	181 955	(667 721)

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
Période allant du 01 janvier au 31 mars 2014
(Unité en TND)

	<i>Période du 01/01/2014 au 31/03/2014</i>	<i>Période du 01/01/2013 au 31/03/2013</i>	<i>Exercice 2013</i>
<u>AN 1 - Variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation</u>			
a- Résultat d'exploitation	(3 990)	1 224	131 590
b- Variation des +/- valeurs potentielles sur titres	122 136	230 895	(145 737)
c- +/- valeurs réalisées sur cession de titres	18 778	(9 547)	(545 212)
d- Frais de négociation des titres	(45 430)	(40 617)	(108 362)
<u>AN 2 - Distribution des dividendes</u>	-	-	99 627
<u>AN 3 - Transactions sur le capital</u>			
a- Souscriptions	0	2 841	1 124 856
* Capital	-	7 100	3 080 200
* Régularisation des sommes non distribuables	-	(4 322)	(1 961 777)
* Régularisation des sommes distribuables	-	63	6 433
b- Rachats	330	-	110 182
* Capital	1 000	-	316 400
* Régularisation des sommes non distribuables	(680)	-	(209 177)
* Régularisation des sommes distribuables	10	-	2 959
VARIATION DE L'ACTIF NET	91 164	184 796	247 326
AN 4 - Actif net			
a- En début de période	4 731 437	4 484 111	4 484 111
b- En fin de période	4 822 601	4 668 907	4 731 437
<u>AN 5 - Nombre d'actions</u>			
a- En début de période	142 109	114 471	114 471
b- En fin de période	142 099	114 542	142 109
VALEUR LIQUIDATIVE	33,938	40,762	33,294
AN 6 - TAUX DE RENDEMENT ANNUALISE	7,76%	16,27%	-12,78%

Notes aux états financiers trimestriels

(Les chiffres sont exprimés en dinars)

1. Note sur le référentiel d'élaboration des états financiers trimestriels

Les états financiers trimestriels relatifs à la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Mars 2014 ont été établis conformément aux dispositions des normes comptables tunisiennes et notamment les normes comptables relatives aux OPCVM.

2. Note sur les bases de mesure et les principes comptables pertinents appliqués

Les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2-1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuilles-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat, les frais encourus à l'occasion d'achats sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2-2 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évaluées, en date d'arrêté, à leur valeur de marché pour les titres admis à la cote et à la juste valeur pour les titres non admis à la cote. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur du marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31/03/2014 ou à la date antérieure la plus récente.

Pour les titres admis à la cote n'ayant pas fait l'objet d'offre ou de demande pendant les dix dernières séances de bourse précédant la date du 31/03/2014, une décote de 12% est appliquée sur le cours boursier le plus récent.

2-3 Evaluation des autres placements

Les placements en obligations et valeurs similaires admis à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché à la date du 31/03/2014 ou par rapport à la date antérieure la plus récente. La différence par rapport au prix d'achat à la clôture précédente constitue, selon les cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Les placements en obligations et valeurs similaires non admis à la cote demeurent évalués à leur prix d'acquisition.

2-4 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de la valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3-Note sur le bilan :

3-1 Note sur le Portefeuille titres :

Désignation du titre	Nbre de titres	Coût d'acquisition	Val. au 31.03.2014	% actif	% actif net	Note / garantie
Actions :	756 083	4 335 065,685	3 684 240,014	72,52%	76,40%	
AB AN J 12062013	114	3 565,840	3 168,060	0,06%	0,07%	
AMS	15 000	105 627,487	75 075,000	1,48%	1,56%	
ARTES	17 040	125 291,512	132 588,240	2,61%	2,75%	
ASSAD	14 000	119 446,999	115 122,000	2,27%	2,39%	
ATL	20 000	57 493,223	54 100,000	1,06%	1,12%	
ATTIJARI LEASING	3 000	112 247,327	72 000,000	1,42%	1,49%	
BNA	5 000	46 508,008	37 765,000	0,74%	0,78%	
BT	19 092	183 989,034	173 947,212	3,42%	3,61%	
CARTHAGE CEMENT	103 600	367 397,717	342 190,800	6,74%	7,10%	
CELLCOM	3 790	34 462,138	33 810,590	0,67%	0,70%	
EL WIFACK LEASING	200	2 912,000	2 882,200	0,06%	0,06%	
ELECTRO-STAR	5 536	71 828,307	48 163,200	0,95%	1,00%	
ESSOUKNA	7 400	76 820,568	61 693,800	1,21%	1,28%	
EURO-CYCLES	28 305	317 050,750	251 037,045	4,94%	5,21%	
GIF	20 000	94 915,000	83 980,000	1,65%	1,74%	
HANNIBAL LEASE	3 948	37 506,000	31 058,916	0,61%	0,64%	
HEXABYTE NS 2012	4 550	46 171,249	45 627,400	0,90%	0,95%	
ICF NS J 01012012	219	5 396,920	8 103,000	0,16%	0,17%	
LANDOR NS	10 538	90 935,389	73 871,380	1,45%	1,53%	
MODERN LEASING	44 487	393 019,372	201 926,493	3,97%	4,19%	
MPBS	1 000	7 610,048	7 551,000	0,15%	0,16%	
NAKL	10 938	102 676,129	106 393,926	2,09%	2,21%	
NEW BODY LINE	7 155	57 887,408	42 844,140	0,84%	0,89%	
ONE TECH HOLDING	13 450	88 613,158	92 119,050	1,81%	1,91%	
SAH	3 480	49 514,624	49 200,240	0,97%	1,02%	
SALIM	9 875	278 355,806	228 112,500	4,49%	4,73%	
SIAME	29 700	81 374,715	78 111,000	1,54%	1,62%	
SITS	40 000	120 533,161	99 680,000	1,96%	2,07%	
SOMOCER	98 501	321 860,328	308 505,132	6,07%	6,40%	
SOPAT	43 000	153 063,495	134 848,000	2,65%	2,80%	
SOTEMAIL	19 745	49 362,500	56 865,600	1,12%	1,18%	
SOTIPAPIER SA	1 620	8 100,000	8 100,000	0,16%	0,17%	
SOTRAPIL	6 000	72 487,154	59 538,000	1,17%	1,23%	
SOTUMAG	51 024	92 595,070	92 302,416	1,82%	1,91%	

TEL NET HOLDING	19 910	173 976,660	107 912,200	2,12%	2,24%	
TPR	46 866	224 680,965	210 381,474	4,14%	4,36%	
TUNISAIR	15 000	19 218,905	18 075,000	0,36%	0,37%	
TUNIS-RE	13 000	140 570,719	135 590,000	2,67%	2,81%	
Obligations:	11 000	864 622,949	878 469,113	17,29%	18,22%	
AMEN BANK 2009 (B)	5 000	366 619,616	374 752,023	7,38%	7,77%	
BH 2009	5 000	423 003,333	427 475,271	8,41%	8,86%	
CHO2009	1 000	75 000,000	76 241,819	1,50%	1,58%	BIAT
Droits	7	2,394	0,070	0,00%	0,00%	
DA AMS	7	2,394	0,070	0,00%	0,00%	
Total Général	767 090	5 199 691,028	4 562 709,197	89,82%	94,61%	

3-2 Opérateurs créditeurs :

Le solde de ce poste s'élève à **6 841** dinars au 31-03-2014 et se détaille comme suit :

Désignation	31.03.2014	31.03.2013
Rémunération du gestionnaire à payer	5 371	5 066
Rémunération du dépositaire à payer	1 470	1 470
Total	6 841	6 536

3-3 Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31-03-2014 à **250 540** dinars et se détaille comme suit :

Désignation	31.03.2014	31.03.2013
Jetons de présence	5 302	4 672
Actionnaires dividendes à payer	219 808	220 891
Redevances CMF à payer	387	391
Etat retenues à la source	888	26
Honoraires CAC à payer	18 887	14 626
Rémunération du Directeur Général	150	150
TCL à payer	15	7
Autres créditeurs	5 103	5 103
Total	250 540	245 866

3-4 Note sur le capital

Les mouvements sur le capital au cours de la période allant du 01-01-2014 au 31-03-2014 se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2013	
Montant	4 596 353
Nombre de titres	142 109
Nombre d'actionnaires	174
Souscriptions réalisées	
Montant	0
Nombre de titres émis	0
Rachats effectués	
Montant	-323
Nombre de titres rachetés	-10
Autres mouvements	
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	122 136
Plus (ou moins) values réalisés sur cessions de titres	18 778
Frais de négociation	-45 430
Régularisation des sommes non distribuables	3
Capital au 31-03-2014	
Montant	4 691 517
Nombre de titres	142 099
Nombre d'actionnaires	173

3-5 Notes sur les sommes distribuables de l'exercice :

Les sommes distribuables correspondent au résultat distribuable de l'exercice et des exercices antérieurs augmentés ou diminués des régularisations correspondantes effectuées à l'occasion des opérations de souscription ou de rachat d'actions. Le solde de ce poste au 31-03-2014 se détaille ainsi :

Désignations	31.03.2014		
	Résultat d'exploitation	Régularisation	Sommes distribuables
Exercice antérieur	135 013	61	135 074
Exercice en cours	(3 990)	0	(3 990)
Total	131 023	61	131 084

4 - Note sur l'état de résultat :

4-1- Notes sur les revenus du portefeuille titre :

Les revenus du portefeuille titres totalisent au titre de la période du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Mars 2014 la somme de **9 385** dinars et se détaillent ainsi :

Désignation	31.03.2014	31.03.2013
Revenus des obligations & valeurs assimilées	9 385	9 600
Total	9 385	9 600

4-2- Note sur les revenus des placements monétaires :

Les revenus des placements monétaires se présentent au 31 mars 2014 comme suit :

Intérêts	31.03.2014	31.03.2013
Placement à terme	-	412
Total	-	412

(*) La rubrique placement monétaire concerne les agios créditeurs encaissés trimestriellement sur la base d'une échelle d'intérêt fournis par la BH.

4-3 Charges de gestion des placements :

Le solde de ce poste s'élève au titre de la période du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Mars 2014 à **5 661** dinars et se détaille comme suit :

Désignation	31.03.2014	31.03.2013
Rémunération du gestionnaire	5 371	5 066
Rémunération du dépositaire	290	290
Total	5 661	5 356

4-4 Autres charges :

Le solde de ce poste s'élève au titre de la période du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Mars 2014 à **7 714** dinars et se détaille comme suit :

Désignation	31.03.2014	31.03.2013
Redevances CMF	1 193	1 126
Honoraires commissaires aux comptes	4 813	800
Jetons de présence	922	943
Rémunération du président de conseil & DG	529	529
TCL	23	30
Autres charges	234	5
Total	7 714	3 433

4-5 Ratios de gestion des placements :

- **Charges de gestion des placements / actif net** soit : $5\,661 / 4\,822\,601 = 0,12\%$
- **Autres charges / actif net** soit : $7\,714 / 4\,822\,601 = 0,16\%$

4-6 Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

- La gestion de la SICAV BH PLACEMENT est confiée à la SIFIB BH ; celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière de la société. En contrepartie, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0.45% l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.
- La BANQUE DE L'HABITAT assure les fonctions de dépositaire pour la SICAV BH PLACEMENT. Elle est chargée à ce titre :
 - ❖ de conserver les titres et les fonds de la société.
 - ❖ d'encaisser le montant des souscriptions des actionnaires entrants et le règlement des rachats aux actionnaires sortants.

En contrepartie de ces services, la Banque de l'Habitat perçoit une rémunération de 1.000 DT (H.T) par an.

SICAV RENDEMENT

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31 MARS 2014

AVIS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 31 Mars 2014

En application des dispositions de l'article 8 de la loi 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif, nous vous transmettons ci-joint notre rapport sur les états financiers trimestriels de la société SICAV RENDEMENT arrêtés au 31 Mars 2014.

Ces états financiers qui comportent un bilan, un état de résultats, un état de variation de l'actif net et des notes aux états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme Internationale d'Audit relative aux missions d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un examen limité comporte essentiellement des procédures analytiques appliquées aux données financières et des entretiens avec les responsables de la SICAV et son gestionnaire. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre toutes les diligences requises pour une mission de certification et de ce fait nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Compte tenu de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'éléments ou pris connaissance de faits pouvant affecter de façon significative les états financiers trimestriels de SICAV RENDEMENT arrêtés au 31 Mars 2014, conformément au système comptable des entreprises.

Comme il ressort des états financiers, l'actif net de SICAV RENDEMENT est employé, à la date du 31 Mars 2014, en des certificats de dépôts émis par un même émetteur à hauteur de 21,84%. Ce taux d'emploi est en dépassement du maximum de 10% fixé par l'article 29 de la loi n°2001-83 du 24 Juillet 2001 portant promulgation du code des OPC. Toutefois, ces certificats de dépôts émis par la Banque de Tunisie et souscrits par SICAV RENDEMENT bénéficient de la garantie de trois banques de la place. Cette garantie représente 16,72% de l'actif net de SICAV RENDEMENT au 31 Mars 2014.

Tunis, le 30 Avril 2014

Le Commissaire Aux Comptes :

La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C

Chiheb GHANMI

BILAN ARRETE AU 31 MARS 2014
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2013
Portefeuille-titres	3-1	264 875 163	244 429 058	249 267 789
Obligations et valeurs assimilées		264 875 163	244 429 058	249 267 789
Placements monétaires et disponibilités	3-2	177 857 336	175 062 624	192 402 154
Placements monétaires		177 856 907	175 061 633	192 401 303
Disponibilités		429	991	851
Créances d'exploitation	3-3	21 000 000	41 127 308	18 000 000
TOTAL ACTIF		463 732 499	460 618 990	459 669 943

PASSIF

Autres créditeurs divers	3-4	178 264	181 657	184 860
TOTAL PASSIF		178 264	181 657	184 860

ACTIF NET

Capital	3-5	459 077 820	456 380 686	442 895 678
Sommes distribuables		4 476 415	4 056 647	16 589 405
Sommes distribuables des exercices antérieurs		202	4 516	4 385
Sommes distribuables de la période		4 476 213	4 052 131	16 585 020
ACTIF NET		463 554 235	460 437 333	459 485 083
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		463 732 499	460 618 990	459 669 943

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars tunsiens)

<i>Libellé</i>	<i>Note</i>	Période du 01/01 au 31/03/2014	Période du 01/01 au 31/03/2013	Année 2013
Revenus du portefeuille-titres	4-1	2 895 405	2 930 891	11 619 938
Revenus des obligations et valeurs assimilées		2 895 405	2 930 891	11 619 938
Revenus des placements monétaires	4-2	2 381 789	2 101 573	9 910 612
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		5 277 194	5 032 464	21 530 550
Charges de gestion des placements	4-3	(801 394)	(821 884)	(3 377 604)
REVENU NET DES PLACEMENTS		4 475 800	4 210 580	18 152 946
Autres produits		11	18	755
Autres charges d'exploitation	4-4	(133 279)	(135 518)	(559 279)
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 342 532	4 075 080	17 594 422
Régularisation du résultat d'exploitation		133 681	(22 949)	(1 009 402)
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		4 476 213	4 052 131	16 585 020
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(133 681)	22 949	1 009 402
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		(112 564)	(231 563)	(792 967)
RESULTAT DE LA PERIODE		4 229 968	3 843 517	16 801 455

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

Libellé	Période du 01/01 au 31/03/2014	Période du 01/01 au 31/03/2013	Année 2013
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	4 229 968	3 843 517	16 801 455
Résultat d'exploitation	4 342 532	4 075 080	17 594 422
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(112 564)	(231 563)	(792 967)
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	(17 212 081)	(15 318 002)	(15 318 002)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	17 051 265	(6 055 916)	(19 966 104)
Souscriptions	103 882 880	71 527 087	404 759 423
- Capital	99 632 333	68 905 765	394 248 115
- Régularisation des sommes non distribuables	10 774	19 444	434 725
- Régularisation des sommes distribuables	4 239 773	2 601 878	10 076 583
Rachats	(86 831 615)	(77 583 003)	(424 725 527)
- Capital	(83 334 240)	(74 753 823)	(413 063 229)
- Régularisation des sommes non distribuables	(14 161)	(18 125)	(389 954)
- Régularisation des sommes distribuables	(3 483 214)	(2 811 055)	(11 272 344)
VARIATION DE L'ACTIF NET	4 069 152	(17 530 401)	(18 482 651)
ACTIF NET			
En début de période	459 485 083	477 967 734	477 967 734
En fin de période	463 554 235	460 437 333	459 485 083
NOMBRE D'ACTIONS			
En début de période	4 479 936	4 669 932	4 669 932
En fin de période	4 644 793	4 610 878	4 479 936
VALEUR LIQUIDATIVE	99,801	99,859	102,565
TAUX DE RENDEMENT ANNUALISE	3,71%	3,28%	3,45%

Notes aux états financiers trimestriels

NOTE 1 : CREATION ET ACTIVITE :

La SICAV RENDEMENT est une Société Anonyme créée le 8 Juillet 1992. Il s'agit d'un OPCVM régi par les dispositions de la loi n° 2001-83 du 24 Juillet 2001 (JORT n°59 du 24 Juillet 2001). La société a pour objet unique la gestion de portefeuille de valeurs mobilières constitué par utilisation de ses fonds propres. La société s'intéresse particulièrement aux emprunts d'Etat et de collectivités, aux obligations et d'une manière générale aux placements à revenu fixe.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES:

1. REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS:

Les états financiers trimestriels arrêtés au 31 Mars 2014 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2. PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES :

Les états inclus dans la situation trimestrielle sont élaborés sur la base de l'évaluation des différents éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat quotidiennement par le biais de l'abonnement de ces produits. De la même manière sont traitées les charges.

2.2 Evaluation des placements en obligations et valeurs similaires

Les placements en obligations et valeurs similaires admis à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché, soit le cours moyen pondéré à la date du 31 Mars 2014 ou à la date antérieure la plus récente. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Les BTA sont comptabilisés à leur prix d'achat, le différentiel entre le prix d'achat et le prix de remboursement est étalé à partir de la date d'acquisition des BTA.

2.3 Evaluation des placements monétaires

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

2.4 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'acquisition du titre cédé constitue selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. Le prix d'acquisition d'un placement est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3- Notes sur le bilan

3-1 Note sur le Portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Mars 2014 à 264 875 163 DT. Il se détaille comme suit :

Désignation du titre	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31.03.2014	% Actif Net
OBLIGATIONS DE SOCIETES ET VALEURS ASSIMILEES				
Obligations de sociétés	870 500	48 622 770	49 804 622	10,74%
Obligations admises à la cote				
Obligations CIL	50 000	1 800 000	1 841 120	0,40%
-CIL 2009/1 TMM+1%	10 000	200 000	206 330	0,04%
-CIL 2010/1 5,25%	10 000	400 000	411 230	0,09%
-CIL 2010/1 TMM+0,75%	5 000	200 000	205 810	0,04%
-CIL 2010/2 TMM+0,75%	25 000	1 000 000	1 017 750	0,22%
Obligations BTK	50 000	3 361 800	3 399 340	0,73%
- BTK 2009 TMM+0,5% 7 ans A	10 000	428 600	430 210	0,09%
- BTK 2009 TMM+0,7% 10 ans B	10 000	600 000	602 340	0,13%
- BTK 2009 TMM+0,8% 15 ans C	10 000	733 200	736 110	0,16%
- BTK 2012-1 TMM+1,75%	20 000	1 600 000	1 630 680	0,35%
Obligations BTE	55 000	3 600 000	3 673 790	0,79%
- BTE 2009 5,25%	40 000	2 400 000	2 454 400	0,53%
- BTE 2010 TMM+0,7%	10 000	700 000	716 110	0,15%
- BTE 2011 TMM+1,3% CAT A	5 000	500 000	503 280	0,11%
Obligations AIL	50 000	3 400 000	3 550 840	0,77%
- AIL 2010/1 5,25%	20 000	800 000	832 960	0,18%
- AIL 2011/1 5,75%	10 000	600 000	625 480	0,13%
- AIL 2013-1 TMM+2,25%	20 000	2 000 000	2 092 400	0,45%
Obligations ATL	78 500	2 880 000	2 944 420	0,64%
- ATL 2009 5,5%	10 000	200 000	208 000	0,04%
- ATL 2009/3 TMM+0,625%	20 000	400 000	404 320	0,09%
- ATL 2010/1 5,25%	10 000	400 000	410 770	0,09%
- ATL 2010/1 TMM+0,75%	30 000	1 200 000	1 233 450	0,27%
- ATL 2010/2 TMM+1%	8 500	680 000	687 880	0,15%
Obligations BH	120 000	6 092 000	6 248 540	1,35%
- BH 2009 TMM+0,8%	20 000	1 692 000	1 710 300	0,37%
- BH SUBORDONNE 2007	70 000	1 400 000	1 420 580	0,31%
- BH 2013-1 TMM+1,8%	30 000	3 000 000	3 117 660	0,67%
Obligations STB	158 000	11 165 550	11 340 650	2,45%
- STB 2008/1 TMM+2%	33 000	2 640 000	2 763 750	0,60%
- STB 2008/2 6,5%	65 000	4 468 750	4 494 880	0,97%
- STB 2010/1 TMM+0,7%	20 000	1 200 000	1 201 140	0,26%
- STB 2011 6,1%	40 000	2 856 800	2 880 880	0,62%
Obligations HANNIBAL LEASE	60 000	2 400 000	2 465 520	0,53%
- HANNIBAL LEASE 2010/1 5,25%	20 000	800 000	827 240	0,18%
- HANNIBAL LEASE 2010/1 TMM+0,75%	20 000	800 000	826 320	0,18%
- HANNIBAL LEASE 2010/2 TMM+0,775%	20 000	800 000	811 960	0,18%
Obligations TL	40 000	1 800 000	1 840 730	0,40%
- TUNISIE LEASING 2010/2 TMM+0,75%	30 000	1 200 000	1 219 140	0,26%
- TUNISIE LEASING 2011/1 TMM+0,9%	10 000	600 000	621 590	0,13%

Désignation du titre	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31.03.2014	% Actif Net
Obligations UIB	35 000	2 600 000	2 671 790	0,58%
- UIB 2009-1 5,25%	10 000	600 000	617 740	0,13%
- UIB 2011-1 TMM+1%	25 000	2 000 000	2 054 050	0,44%
Emp Subordonné BNA 2009 5,4%	50 000	3 666 000	3 821 750	0,82%
Emp AMEN BANK 2006	35 000	1 050 000	1 057 980	0,23%
Emp ATB 2007/1	21 000	1 596 000	1 668 702	0,36%
Emp ELWIFAK LEASING 2010/1	20 000	800 000	807 660	0,17%
Emp ATTIJARI BANK 2010 TMM+0,6%	10 000	571 420	576 650	0,12%
Emp ATTIJARI LEASING 2010/1	30 000	1 200 000	1 229 460	0,27%
Emp MEUBLATEX INDUSTRIE	8 000	640 000	665 680	0,14%
Titres émis par le Trésor et négociables sur le marché financier	216 000	212 688 843	215 070 541	46,40%
BTA 7,5% AVRIL 2014	40 000	41 530 300	42 335 187	9,13%
BTA 6,75% JUILLET 2017	39 000	40 751 043	41 325 511	8,91%
BTA 5,25% MARS 2016	48 000	48 615 000	48 294 863	10,42%
BTA 5% OCTOBRE 2015	20 000	19 722 000	20 266 161	4,37%
BTA 5,5% OCTOBRE 2018	4 000	3 883 000	4 005 842	0,86%
BTA 5,5% DECEMBRE 2016	15 000	14 872 500	15 100 184	3,26%
BTA 5,5% FEVRIER 2020	25 000	24 080 000	24 284 894	5,24%
BTA 5,5% OCTOBRE 2020	25 000	19 235 000	19 457 899	4,20%
TOTAL		261 311 613	264 875 163	57,14%

3-2 Placements monétaires et disponibilités:

Le solde de ce poste s'élève au 31 Mars 2014 à 177 857 336 DT se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Tenu chez la	Date d'acquisition	Nombre	Coût d'acquisition	Valeur au 31.03.2014	% actif net
CERTIFICATS DE DEPOTS			102 000	101 219 845	101 219 844	21,84%
Certificat de dépôt à moins d'un an			102 000	101 219 845	101 219 844	21,84%
(au taux de 5,75%)	La BT	14/09/2013	2 000	1 961 150	1 961 150	0,42%
(au taux de 5,75%)	La BT	25/09/2013	9 000	8 813 270	8 813 270	1,90%
(au taux de 5,72%)	La BT	03/10/2013	17 000	16 632 655	16 632 655	3,59%
(au taux de 5,74%)	La BT	02/01/2014	9 500	9 498 822	9 498 822	2,05%
(au taux de 5,74%)	La BT	03/01/2014	19 000	18 995 288	18 995 288	4,10%
(au taux de 5,74%)	La BT	08/01/2014	4 000	3 996 525	3 996 525	0,86%
(au taux de 5,74%)	La BT	09/01/2014	7 000	6 993 049	6 993 048	1,51%
(au taux de 5,74%)	La BT	10/01/2014	2 000	1 997 765	1 997 765	0,43%
(au taux de 5,71%)	La BT	15/02/2014	2 500	2 486 026	2 486 026	0,54%
(au taux de 5,71%)	La BT	23/02/2014	5 500	5 463 745	5 463 745	1,18%
(au taux de 5,68%)	La BT	18/03/2014	4 500	4 457 530	4 457 530	0,96%
(au taux de 4,68%)	La BT	23/03/2014	2 500	2 499 741	2 499 741	0,54%
(au taux de 4,68%)	La BT	24/03/2014	1 500	1 499 689	1 499 689	0,32%
(au taux de 4,68%)	La BT	26/03/2014	1 000	999 585	999 585	0,22%
(au taux de 4,68%)	La BT	27/03/2014	1 000	999 481	999 481	0,22%
(au taux de 4,68%)	La BT	28/03/2014	2 500	2 498 443	2 498 443	0,54%
(au taux de 4,68%)	La BT	31/03/2014	500	499 480	499 480	0,11%
(au taux de 4,68%)	La BT	31/03/2014	5 000	4 994 806	4 994 807	1,08%
(au taux de 5,68%)	La BT	31/03/2014	6 000	5 932 794	5 932 794	1,28%
COMPTES A TERME			75 953	75 953 000	76 637 063	16,53%
Comptes à terme à moins d'un an			75 953	75 953 000	76 637 063	16,53%
DISPONIBILITES					429	0,00%
TOTAL				177 172 845	177 857 336	38,37%

(*) Les certificats de dépôt émis par la Banque de Tunisie et souscrits par SICAV RENDEMENT bénéficient de la garantie de trois Banques de la place comme suit :

Garant	Type de certificat	Montant de la garantie en Millions de Dinars	% Actif net
BIAT	tous types	30	6,47%
AMEN BANK	tous types	33,5	7,23%
UBCI	à moins de 3 mois	14	3,02%
		77,5	16,72%

(**) Les garanties Amen Bank et UBCI couvrent les émissions par la Banque de Tunisie de certificats de dépôt souscrits par les SICAV dont la Banque de Tunisie est dépositaire, et ce respectivement pour les montants de 35 et 14 millions de Dinars.

Le gestionnaire en réserve à SICAV RENDEMENT un montant de 33,5 et 14 Millions de Dinars pour ce trimestre.

3-3 Créances d'exploitation :

Le poste Créances d'exploitation totalise au 31 Mars 2014 un montant de 21 000 000 DT se détaillant comme suit:

	31/03/2014	31/03/2013
CAT échu le 29 et 30 Mars	-	19 927 000
Intérêt à recevoir sur CAT	-	200 308
Certificat de Dépôt échu le 31 Mars	21 000 000	21 000 000
<u>TOTAL</u>	<u>21 000 000</u>	<u>41 127 308</u>

3-4 Autres créiteurs divers :

Le poste Autres créiteurs divers totalise au 31 Mars 2014 un montant de 178 264 DT se détaillant comme suit:

	31/03/2014	31/03/2013
Retenue à la source	120 359	123 433
Redevance CMF	39 748	40 279
TCL Mars 2014	4 553	4 308
Provision honoraires commissaire aux comptes	12 604	12 637
Provision honoraires PDG mars 2014	1 000	1 000
<u>TOTAL</u>	<u>178 264</u>	<u>181 657</u>

3-5 Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de la période allant du 1er janvier au 31 Mars 2014 se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2013

Montant	442 895 678
Nombre de titres	4 479 936
Nombre d'actionnaires	4 037

Souscriptions réalisées

Montant	99 632 333
Nombre de titres émis	1 007 792
Nombre d'actionnaires nouveaux	156

Rachats effectués

Montant	(83 334 240)
Nombre de titres rachetés	(842 935)
Nombre d'actionnaires sortants	(198)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(112 564)
Régularisation des sommes non distribuables	(3 387)

Capital au 31-03-2014

Montant	459 077 820
Nombre de titres	4 644 793
Nombre d'actionnaires	3 995

4- Notes sur l'état de résultat

4-1- Notes sur les revenus du portefeuille titre

Les revenus du portefeuille-titres totalisent 2 895 405 DT pour le premier trimestre de 2014 contre 2 930 891 DT pour la même période l'exercice précédent, et se détaillent comme suit:

	Trimestre 1 2014	Trimestre 1 2013
<u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u>	2 895 405	2 930 891
TOTAL	2 895 405	2 930 891

4-2- Note sur les revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 à 2 381 789 DT contre 2 101 573 DT pour la même période de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	Trimestre 1 2014	Trimestre 1 2013
Intérêts des certificats de dépôt	1 521 300	1 235 141
Intérêts des comptes à terme	860 489	798 929
Intérêts des billets de Trésorerie	-	67 503
TOTAL	2 381 789	2 101 573

4-3 Charges de gestion des placements :

Les charges de gestion des placements s'élèvent pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 à 801 394 DT contre 821 884 DT pour la même période de l'exercice précédent et se détaillent ainsi :

	Trimestre 1 2014	Trimestre 1 2013
Commission de dépôt (Banque de Tunisie)	686 909	704 472
Commission de gestion (Société de Bourse de Tunisie)	114 485	117 412
TOTAL	801 394	821 884

4-4 Autres charges d'exploitation :

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 à 133 279 DT contre 135 518 DT pour la même période de l'exercice précédent et se détaille ainsi :

	Trimestre 1 2014	Trimestre 1 2013
Redevance CMF	114 496	117 423
TCL	13 193	12 581
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	5 493	5 493
Charges diverses	97	21
TOTAL	133 279	135 518